



Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

TOUS MANIPULÉS ! NUDGES OU DÉMOCRATIE

Pages 10 à 17

« À la place des brillants
princes qui nous gouvernent,
je m'inquiérais ! »

Entretien avec Jean-Claude Michéa,
par Bernard Legros • Pages 4-5

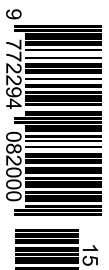
Les chroniques d'un
agro-écologiste

Simon Chavée • Page 19



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Le sionisme est un fascisme

SOMMAIRE

Le sionisme est un fascisme

Alexandre penasse / Page 2

Nizar Trabelsi, prisonnier 001

Luk Vervaeke / Page 3

« À la place des brillants princes qui nous gouvernent, je m'inquiérais ! »

Entretien avec Jean-Claude Michéa / Pages 4-5

Le cour(ou)rier d'Anne Hotiaux

Page 5

Culture de l'annulation : solution finale pour les débats gênants ?

Daniel Zink / Pages 6-7

La métamorphose du bourgeois ou le complexe de la gélatine

Kenny Cadinu / Pages 8-9

DOSSIER

Tous manipulés! Nudges ou démocratie

Le nudge au service de la propagande sanitaire

Barbara Houbre / Pages 10-13

Autoritarisme, nouvelles discriminations, surveillance numérique... Où va la démocratie en Europe ?

Entretien avec Laurent Mucchielli / Pages 14-15

Créer un marché de la santé

Alain Adriaens / Page 16

Démocratie ? Fin de partie !

Philippe Godard / Page 17

Tous prolétaires. De la prolétarianisation des travailleurs à la prolétarianisation du vivant

Max Lower / Page 18

Les chroniques d'un agro-écologiste

Simon Chavée / Page 19

Le méli-mélo d'Amélie

Jean-Guy Divers / Page 20

SlowHeat ou comment se chauffer agréablement à moindre coût

Christian La Grange / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Brèves

Page 24

J'avais noté le titre dans mon carnet, en attente d'un contenu, ne restait plus qu'à le développer. Convaincu, notamment après la lecture de Zygmunt Bauman, *Modernité et holocauste*, que le nazisme, comme politiques et médias voulaient nous le laisser croire, avec leurs commémorations pour faire naître ce faux espoir de conjurer le passé, n'était pas qu'une parenthèse dans l'histoire, sorte d'accident évitable. Le nazisme était au contraire inscrit dans la trame de nos « démocraties modernes », produit de nos bureaucraties « évoluées », faisant de chaque sujet un maillon atomisé d'une chaîne globale sur laquelle il n'a plus aucun contrôle.

J'ai donc lu les mots de Victor Klemperer, consignés par Ariane Bilheran dans sa chronique de *L'Antipresse*, propos tirés de 1.800 pages qui constituent un témoignage inédit de la montée du nazisme en Allemagne, s'exprimant, déjà, sur le sionisme : « Pour moi, les sionistes qui prétendent renouer avec l'État juif de l'an 70 (destruction de Jérusalem par Titus) sont tout aussi écœurants que les nazis. Avec leur manie de fouiner dans les liens du sang, leurs "vieilles racines culturelles", leur désir mi-hypocrite, mi-borné, de revenir aux origines du monde, ils sont tout à fait semblables aux nazis. [...] C'est ce qu'il y a de fantastique chez les nazis, ils vivent dans une même communauté idéologique à la fois avec la Russie soviétique et Sion' ». À l'aune de cette réflexion, il faut lire la peur constamment entretenue de l'hydre nazie, ce retour de la bête immonde, comme une stratégie du pouvoir en place de dévier notre regard pour ne pas voir que la bête immonde, c'est ce pouvoir lui-même.

90 ans après, les événements du Proche-Orient et les réactions qu'ils suscitent mettent en évidence une indéfinité caractéristique humaine : l'incapacité de se désidentifier, à savoir sortir de ses appartenances et des affects qui y sont liés, sans pour autant nier qui l'on est et cette idiosyncrasie propre à chacun et irréductible. Je notais dans un article d'un dossier « L'Occident terroriste », en 2015 : « Ces réactions s'inscrivent dans la caractéristique principale de l'homme moderne et du système idéologique qui l'a formé, à savoir celle de l'incapacité, malgré les chocs de la réalité, de remettre en question le modèle de société capitaliste auquel son mode de vie répond. Cela n'est pas nouveau, Auschwitz symbolisant l'événement historique majeur dont la société moderne n'aura tiré aucun enseignement, qui lui aurait pourtant permis de se regarder dans le miroir et de ne plus "exonérer la modernité" en continuant à nous persuader d'être les civilisés face aux barbares : "La mise en quarantaine d'il y a un demi-siècle dure toujours. On pourrait même dire que les haies de barbelés se sont épaissies avec le temps. Auschwitz est devenu un problème 'juif' ou 'allemand' et la propriété des juifs ou des Allemands (...) cet accaparement illégitime empêche effectivement le désastre présenté comme 'uniquement juif', de devenir un problème universel de la condition humaine moderne et par la même, propriété publique ». Au fond, telle présentation réduisant l'holocauste à la particularité allemande est une « stratégie qui a pour double résultat de marginaliser le crime et d'exonérer la modernité [qui] équivaut à isoler l'holocauste d'une catégorie de phénomènes comparables et à l'interpréter comme une éruption de forces prémodernes (barbares et irrationnelles) vaincues depuis longtemps dans les sociétés civilisées 'normales' »².

Israël est depuis le 7 octobre occupé à mettre en place la « solution finale ». Il n'en faut pas plus pour convaincre ceux qui en doutaient encore que l'occupation israélienne n'avait comme dessein ultime que l'extermination du peuple dont elle avait colonisé le territoire. Si un temps elle avait eu besoin des Palestiniens comme main-d'œuvre visant à assurer leur expansionnisme, celle-ci a progressivement été remplacée par des travailleurs chinois, africains, latino-américains, thaïlandais, philippins, ou d'Europe de l'Est. Comme le notaient déjà en 2002 des observateurs de la Fédération internationale des Droits de l'Homme dans un rapport « *Les travailleurs migrants en Israël : une forme contemporaine d'esclavage* » : « La situation en Israël présente cependant la particularité d'utiliser une main-d'œuvre migrante dans le but de remplacer les travailleurs palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël; cette politique n'est pas sans conséquence sur l'issue du conflit israélo-palestinien³ ».

Aujourd'hui, sous le regard du monde occidental, voilé par la propagande, un peuple entier est en cours d'extermination. Racisme et désintérêt se mesurent à l'aune de la comparaison. Imaginez New York se faisant bombarder par la Syrie, la Palestine, l'Iran... même si improbable, si pas impossible, les médias occidentaux titreraient d'une seule voix à l'ignominie. Auraient-ils traité les New Yorkais d'animaux humains, ou invité à les exterminer, seraient-ils restés aussi silencieux ?

Tout cela parle en profondeur de notre monde, bien plus que de deux peuples opposés. Un monde avec un appareil idéologique (les superstructures) qui soutient des infrastructures oppressives, contre lequel il faut mener la lutte, ceci justifiant non pas de se battre pour l'un ou l'autre, pour une identité ou l'autre, mais contre la domination de façon générale. Car il ne faut jamais exclure que l'opprimé d'aujourd'hui devienne l'opresseur de demain — l'islamisme n'étant par exemple pas la solution, idéologie loin d'une ouverture et d'un regard critique nécessaires⁵. Se repliant sur des identités « pro-ci » « pro-ça », une fois que le rapport de domination se retourne, nous devenons aveugles.

Comme nous le rappelait Hannah Arendt, « [...] l'existence d'un monde commun ne demande aucune identité, seulement la capacité de dialoguer⁶ ». À ce titre, la réduction identitaire révèle souvent une mystification où celui qui se dit victime peut se muer en bourreau. Ainsi, du réflexe pavlovien de voir de l'antisémitisme partout, alors que les Palestiniens sont des sémites et qu'on peut voir dans la destruction systématique de Gaza par Israël aujourd'hui, par définition, un acte antisémite d'une puissance sioniste.

Alexandre Penasse

1. *L'Antipresse*, n° 420, 17 décembre 2023.

2. <https://www.kairospresse.be/loccident-terroriste/>

3. <https://www.fidh.org/IMG/pdf/il1806f.pdf>. Le titre seul provoquerait aujourd'hui l'ire des sionistes qui y verraient automatiquement une œuvre antisémite.

4. <https://www.fidh.org/IMG/pdf/il1806f.pdf>

5. Voir notre interview <https://www.kairospresse.be/interview-thierry-meysan-gaza-moyen-orient-la-fin-de-loccident>, notamment sur le lien de la branche du Hamas avec les Frères musulmans.

6. Cité dans Guillaume de Vault, « Apprendre à philosopher avec Arendt », Ellipses, 2012, p.224.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en France. Imprimerie Rotochampagne, 2 rue des Frères Garnier F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.500 exemplaires

Route : Rotochampagne, Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Secrétaire de rédaction : Bernard Legros

Graphisme : Studio Noir & Clair

Relecteurs :

Janine, Nadia, Alain, Stéphane, Annie, Colette, Amélie.

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (KC), Kaarle Joonas Parikka (KJP).

Ont contribué à ce numéro

Marie-Ange Herman, Philippe Godard, Jean-Guy Divers, Paul Willems, Annie Thonon, Barbara Houbre, Simon Chavée, Jean-Claude Michéa, Laurent Mucchielli, Max Lower, Anne Hotiaux, Christian La Grange, Luk Vervaeke.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !

Illustrations :

Aurélien Garnier (aurelie-garnier-illustratrice.tumblr.com/), Mickomix (micko-mix.blogspot.com), Julie Dall'Arche, Léandre, Cassou (www.legavox.fr/blog/cassou/), Sarah Fatmi (sarahfatmi.com), Philippe Debongnies (philippedebongnie.be), Lara Perez (www.laraperezduenas.com/), Roland De Wind, Noir&Clair, Louise Hendrickx.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

Nizar Trabelsi, prisonnier 001 (Partie 1)

11 SEPTEMBRE 2001, LE DÉBUT

Ce matin clair et bleu du 11 septembre 2001, 19 pirates de l'air kidnappent 4 avions de ligne pour lancer une attaque des plus meurtrières sur le sol américain. Les Twin Towers de New York s'effondrent. 2.996 personnes perdent la vie. Y compris les 19 pirates de l'air. Ce meurtre de masse est du jamais vu dans un pays qui a pourtant une histoire et une expérience de violence inégalée sur son sol : en moyenne, plus de 16.000 personnes y sont tuées par des armes à feu chaque année¹.

Vient alors la réaction états-unienne qui va changer le visage du monde pour les décennies à venir. Comme l'écrit Jane Mayer dans son livre *The Dark Side*, à partir de ce moment la lutte contre le terrorisme ne sera plus jamais traitée comme une affaire de justice pénale, mais comme une véritable guerre militaire. Il ne s'agit plus d'ouvrir une enquête policière et judiciaire pour pouvoir identifier, arrêter et juger les auteurs. Ce qui aurait été une approche raisonnable, de bon sens. Une approche aussi soutenue par les talibans en Afghanistan qui voulaient à tout prix éviter une nouvelle guerre contre leur pays². Pas question non plus de débattre et de poser la question sur le pourquoi de cette attaque contre l'empire américain, au risque de se faire traiter comme « *excuseniks* » (des personnes qui veulent trouver des excuses pour les terroristes)³.

En lieu et place, l'administration Bush lance une guerre mondiale contre le terrorisme, a *Global War on Terror*. Toute personne, organisation, pays ou peuple, marqués au fer par le stigmate « *terroriste ou aide au terrorisme* », allaient subir la déshumanisation jusqu'à l'extermination. Pour cette catégorie d'humains, nos droits de l'homme, notre justice, nos valeurs et notre humanisme sont remplacés par des codes militaires, replongeant ainsi le monde dans une époque ouvertement coloniale, faisant table rase de toutes ces belles déclarations. Il est utile de rappeler les propos de Bush lors du lancement de cette guerre. Parce que ses mots sont d'une actualité effrayante, trouvant un écho dans les déclarations du gouvernement israélien dans sa justification du génocide à Gaza.

GEORGE W. BUSH

Notre guerre commence contre Al Qaeda, déclare Bush, mais elle ne s'arrêtera pas là. Elle ne s'arrêtera pas avant que chaque groupe terroriste soit trouvé, stoppé et définitivement liquidé. Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les hébergent. Il ne s'agit plus uniquement de liquider les responsables des attaques du 11 septembre, mais d'une guerre contre *the global terror network*, une guerre pour éradiquer « *le réseau terroriste mondial* » de la planète.

Neuf jours après les attentats du 11 septembre 2001, Bush déclare : « *Notre réponse va bien au-delà des représailles instantanées et des frappes isolées. Les Américains ne doivent pas s'attendre à une seule bataille, mais à une campagne de longue haleine comme nous n'en avons jamais vu. Elle comprend des frappes spectaculaires visibles à la télévision et des opérations secrètes dont le succès restera secret. Nous priverons les terroristes de financement, les monterons les uns contre les autres, les chasserons d'un endroit à l'autre jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de refuge ou de repos. Et nous poursuivrons les nations qui fournissent une aide ou un refuge au terrorisme. Chaque nation, chaque région, doit maintenant prendre une décision :*



soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes⁴ ». En novembre 2001 et en mars 2003, des invasions désastreuses et dévastatrices sont lancées contre l'Afghanistan et contre l'Irak. La guerre antiterroriste ne s'est plus arrêtée depuis. En 2 décennies, selon l'étude *Costs of War* de l'université américaine Brown, elle a déjà fait près d'un million de morts, dont plus de 400.000 civils, et causé 3,6 millions de morts indirectes. Le « *nous* » dont parlait Bush ne concernait pas uniquement les États-Unis, mais aussi Israël. Dorénavant, toutes les organisations de la résistance palestinienne sont mises sur les listes américaine et européenne d'organisations terroristes. Avec la guerre d'Israël « *contre le terrorisme du Hamas* », commencée après le soulèvement du ghetto de Gaza du 7 octobre, cette *Global War on Terror* a aujourd'hui atteint son paroxysme.

LE PRISONNIER 001

La chasse aux terroristes, *Dead or alive*, est ouverte. Un an après le lancement de la guerre, Bush déclare dans son State of the Union du 28 janvier 2003 que 3.000 suspects terroristes ont déjà été arrêtés dans le monde. Il ajoute cyniquement que d'autres ne sont plus là. Ces derniers ne poseront plus de problème pour les États-Unis et leurs alliés.

La première personne capturée en Afghanistan lors de l'invasion américaine en novembre 2001 s'appelle John Walker Lindh. Ce jeune Américain converti, plus tard connu dans la presse sous le nom « *the American Taliban* », n'avait que 20 ans quand il a rejoint les talibans en été 2001. Selon ses propres dires, il les avait rejoints pour combattre l'Alliance du Nord et pour créer un État purement islamique. Pendant ses interrogatoires en Afghanistan, le droit d'avoir un avocat lui a été refusé. Enfermé dans un conteneur, nu, privé de nourriture, les yeux bandés et les mains menottées, il était la première victime des méthodes militaires dorénavant d'application pour tout détenu capturé dans la lutte antiterroriste. Par la suite, Lindh sera détenu sur un bateau américain puis transféré aux États-Unis pour être jugé devant un tribunal. Il n'y avait rien contre lui, à part sa présence en Afghanistan aux côtés des talibans. Certes, il avait rencontré Ben Laden, il avait suivi un entraînement militaire, mais il n'avait jamais utilisé une arme à feu, son rôle étant d'être sentinelle dans une région désertique. Pour échapper à la pire condamnation aux États-Unis (Hillary Clinton l'avait taxé de « *traître* », méritant la peine de mort), Lindh accepta de plaider coupable sur un des 10 points de l'accusation via un *plea bargain* (un accord entre le procureur

et l'accusé approuvé par le tribunal). Il accepta l'accusation d'avoir violé une loi de 1999 interdisant aux citoyens américains de rendre service aux talibans. C'était suffisant pour le condamner à 20 ans de prison et pour l'enfermer dans la prison supermax de ADX Florence, puis à la prison de Terre Haute. Après 17 ans de prison, en mai 2019, Lindh a été mis en liberté conditionnelle sous supervision judiciaire.

L'affaire Lindh constitue malgré tout une défaite pour les autorités américaines : ce détenu maltraité a comparu devant un tribunal où il a pu témoigner, où ses avocats ont pu dénoncer le vide de son dossier, l'absence totale de preuves, le déni de ses droits élémentaires par les militaires. L'expérience avec Lindh va amener les autorités américaines à opter pour un système hors-la-loi où elles ne seraient plus entravées par des lois et des législations nationales ou internationales. Dorénavant, un prisonnier de guerre ne sera plus un prisonnier, mais un *unlawfull enemy combatant*. Un nom inventé précisément pour créer une nouvelle

catégorie de détenus, ni prisonniers de droit commun ni prisonniers de guerre. Dès lors, ils ne disposent pas de droits constitutionnels ni ne bénéficient de protections internationales.

Mais revenons sur le premier détenu dans la guerre antiterroriste. Si Lindh était le détenu 001 arrêté par les États-Unis, Nizar Trabelsi était le détenu 001 arrêté par l'Union européenne, à ce moment sous présidence belge. Contrairement à Lindh, Trabelsi n'a jamais voulu d'un *plea bargain*. Aujourd'hui, 23 ans après son arrestation par la police belge, il se trouve toujours en détention aux États-Unis.

L'ARRESTATION DE NIZAR TRABELSI, 2 JOURS APRÈS LES ATTENTATS DE NEW YORK

Le 12 septembre 2001, dans tous les pays de l'Union européenne (UE), à ce moment dirigé par la Belgique, tous les drapeaux sont mis en berne. Une journée de deuil européen pour les victimes des attentats du 11 septembre eut lieu le vendredi 14 septembre. Entre le jour des drapeaux en berne et le jour de deuil, le président du Conseil des ministres de l'UE et en même temps Premier ministre belge, Guy Verhofstadt, organise un véritable coup d'éclat. Le 13 septembre, il déclare avoir ordonné l'arrestation immédiate de Nizar Trabelsi. Séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire bafouée ? Verhofstadt s'en fiche et affirme avoir ainsi sauvé la Belgique et l'Europe d'un attentat suicide et d'un scénario européen genre 9/11 de la part d'un émissaire d'Oussama Ben Laden qui se trouve à Bruxelles. L'arrestation éclair de Trabelsi est le début d'une affaire qui va prendre des proportions hallucinantes à des fins politiques. Plutôt qu'une intervention judiciaire urgente pour prévenir une attaque imminente, cette arrestation était un signal politique. Elle devient à la fois symbole de la menace terroriste de Ben Laden contre l'Occident, symbole politique de la vigilance et de la fermeté antiterroriste de l'Europe, et symbole de la collaboration intense entre la Belgique et les États-Unis.

Il y a juste un problème.

- <https://www.bradyunited.org/key-statistics>
- <https://www.legrandsoir.info/ces-barbares-de-talibans-et-nous.html>
- NDLR Comme il est quasiment interdit de remettre en question la version officielle des attaques.
- https://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html

« À la place des brillants princes qui nous gouvernent, je m'inquiéterais ! »

ENTRETIEN AVEC JEAN-CLAUDE MICHÉA

Pour la première fois, le philosophe Jean-Claude Michéa (né en 1950) s'exprime dans nos colonnes, une lacune désormais corrigée. Car depuis une vingtaine d'années il est considéré comme l'un des plus fins analystes et critiques impitoyables de l'idéologie libérale. Son nouvel essai, Extension du domaine du Capital, vient de paraître aux éditions Albin Michel.

L'extension du domaine du capital se poursuit implacablement depuis 3 ou 4 décennies. L'épisode du covid a-t-il joué un rôle d'accélérateur, et si oui, comment ?

« Accélérateur » est le terme exact. Ce qu'on peut expliquer, entre autres, par le fait que les nouvelles règles de « distanciation sociale » que la plupart des États sont parvenus à imposer durant toute cette période à leurs différentes populations coïncidaient presque toutes, par ailleurs, avec celles qui définissent selon Marx une société libérale et capitaliste entièrement développée. À savoir une société atomisée, reposant sur la croyance que l'homme est par nature « une monade isolée et repliée sur elle-même » (ces « robinsonnades » d'Adam Smith et de Ricardo qui annoncent le *self made man* du capitalisme américain et l'*individu intégralement autoconstruit* de l'idéologie « trans ») et qui trouve donc sa vérité ultime dans ce que Marx appelait « l'homme séparé de l'homme et de la communauté ». Qu'est-ce, en effet, que cette « atomisation du monde poussée à l'extrême » (l'expression est d'Engels) qu'engendre par définition la logique libérale sinon, en dernière instance, ce confinement de chacun dans sa sphère privée – le Droit abstrait et le Marché « auto-régulé » apparaissant dès lors, pour reprendre une formule de Guy Debord, comme les deux seules instances capables de « réunir le séparé en tant que séparé » ? Ou le « geste barrière », sinon la matérialisation quotidienne de cette séparation ontologique de chacun avec tous ? Si l'on ajoute que la mise en œuvre de cette politique sanitaire impliquait simultanément un contrôle et une surveillance accrus des individus, le développement massif du « télétravail » et de l'enseignement à distance (autrement dit de tout ce qui permet de dématérialiser – et ainsi de déshumaniser encore un peu plus – les relations humaines de base) et, d'une façon générale, le remplacement systématique du *lien social* par la *connexion technologique*, on comprend donc sans peine que cet « épisode du covid » a pu effectivement offrir au système capitaliste une occasion privilégiée d'étendre son emprise économique et culturelle sur des secteurs entiers de la vie humaine qui lui échappaient encore. Sans même parler de ces désordres psychiatriques et de cette brutalisation de la vie quotidienne qui constitueront autant d'effets à retardement – on va s'en apercevoir très vite – de cette accélération insensée du rythme capitaliste.

Voyez-vous l'oligarchie comme plutôt incompétente ou plutôt malveillante ? Comment comprendre ce qui se joue sous nos yeux ? Stratégie du chaos ou ordre néolibéral plus robuste que jamais ?

Le degré d'inculture et de médiocrité intellectuelle qui caractérise de nos jours les nouvelles élites politiques du capitalisme mondialisé – tout comme celui, les deux sont évidemment liés, de leur pléthorique domesticité médiatique et « universitaire » – est en effet devenu proprement stupéfiant. Deux facteurs, selon moi, y concourent. D'une part, la déconnexion croissante de ces élites libérales du monde où vivent les gens ordinaires (déconnexion qui n'est elle-même qu'une des conséquences logiques de la « métropolisation du monde » et de la scission géographique et culturelle qu'elle induit de plus en plus entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas »). Et, de l'autre, le fait – déjà relevé par Christopher Lasch en 1979 – que « l'éducation

de masse, qui se promettait de démocratiser la culture, jadis réservée aux classes privilégiées, a fini par abrutir les privilégiés eux-mêmes ». C'est donc avant tout cette paupérisation intellectuelle continue des élites libérales contemporaines (paupérisation qui n'exclut évidemment pas les progrès parallèles de leur cynisme) qui explique leur pathétique incapacité à prendre philosophiquement conscience du type de monde violent, culturellement « déconstruit » et écologiquement inhabitable auquel leur théologie de la « croissance » illimitée – au besoin repeinte aux couleurs de la « transition écologique » – conduit désormais l'humanité moderne à grands pas. Et par conséquent l'allure de « fuite en avant aveugle et immaîtrisable » – ou, si l'on préfère, de « processus sans sujet » – que revêt de plus en plus, depuis la crise de 2008, ce « mouvement de la valeur se valorisant elle-même » qui définissait, selon Marx, l'essence même du capitalisme. Nul besoin, dans ces conditions, de convoquer ici le fantasme d'un « comité invisible » regroupant d'hypothétiques intelligences « supérieures » (sauf, bien sûr, à tabler sur les « exploits » futurs de l'Intelligence artificielle) et décidant dans le plus grand secret de la stratégie planétaire à suivre pour sauver à chaque instant le capitalisme de lui-même (sans compter, comme Robert Kurz et les théoriciens de la *Wertkritik* n'ont eu cesse de le rappeler depuis 20 ans, qu'en personnifiant ainsi à l'excès la dynamique du capital – songeons, par exemple, à la réduction nuit-débutiste de la lutte des classes à un simple face-à-face entre le 1% et les 99% – on risque surtout de renforcer encore plus l'antisémitisme systémique de la nouvelle extrême gauche terranovienne et libérale/woke des grandes métropoles). C'est qu'il y a déjà bien longtemps, en effet, que les élites dirigeantes de cette planète ne sont plus en état d'engendrer en leur sein le moindre Thucydide, le moindre Machiavel ou le moindre Sun Tzu. Pour piloter l'extension continue du capital, elles ne peuvent plus compter, en réalité, que sur des Trudeau, des Macron ou des Ursula von der Leyen. Ce qui, au passage, explique bien des choses !

Où se situe l'extrême droite actuellement ? Quelle différence, finalement, avec le libéralisme autoritaire d'un Emmanuel Macron ou d'un Justin Trudeau ?

Le concept d'« extrême droite » – déjà assez flou sur le plan théorique puisqu'il s'applique aussi bien aux différents fascismes européens qu'aux nostalgiques de l'Ancien régime ou aux ultralibéraux du *Tea Party* – doit désormais être manié avec d'innombrables précautions, au moins pour deux raisons. D'abord, parce que, depuis la chute du mur de Berlin, la nouvelle gauche post-mitterrandienne (souvenons-nous ici, entre autres, de l'essai pionnier de Daniel Lindenberg sur les « nouvelles réactionnaires » publié en 2002 dans le cadre de la très libérale Fondation Saint-Simon) en est progressivement venue à instrumentaliser ce terme afin de discréditer par avance toute critique un tant soit peu cohérente des implications culturelles de la dynamique du capital et de masquer ainsi sa propre réconciliation sans gloire avec cette dernière. Et ensuite, parce que depuis que le système capitaliste est entré dans son stade « néolibéral » (c'est-à-dire dans l'ère du « capital fictif »), il est devenu en effet beaucoup plus difficile, sauf à verser dans le délire idéologique, d'occulter le fait que la froide logique du libéralisme économique – *business is business* – trouve précie-

sément ses conditions de développement les plus favorables dans le néolibéralisme culturel de la nouvelle gauche « intersectionnelle » et woke. Soit, en d'autres termes, dans l'idée post-foucauldienne selon laquelle toutes les valeurs morales et culturelles issues de la tradition occidentale – et donc susceptibles, à ce titre, de faire obstacle à l'expansion « axiologiquement neutre » du capital – devraient se voir « déconstruites » comme autant de formes « invisibilisées » de cette domination « blanche » et « hétéro-patriarcale » dont le « Juif » est censé incarner la forme accomplie (c'est en ce sens qu'on a pu dire à juste titre – comme le confirme du reste amplement l'exemple des riches campus de la bourgeoisie américaine – que l'antisémitisme constituait désormais le stade logique ultime du wokisme). Comment ne pas voir, en effet, que c'est bien « en même temps » et en toute cohérence politique, qu'Emmanuel Macron a pu, par exemple, décider de supprimer l'impôt sur la fortune et de légaliser la « PMA pour toutes » (en attendant la GPA) ? Tout comme c'était bien sûr aussi « en même temps » et de façon tout aussi cohérente, que Mitterrand avait donné le signal de départ, en 1984, des réformes économiques néolibérales et mis sur pied SOS-Racisme. Il y a donc de moins en moins de sens, d'un strict point de vue philosophique, à se demander si ce libéralisme autoritaire, ou « post-démocratique », dont la France macronienne est effectivement en train de devenir le meilleur modèle, procéderait plutôt du wokisme ou plutôt de l'« extrême droite ». Qu'on l'aborde, en effet, par le biais du pouvoir grandissant des marchés financiers et du capital fictif – pouvoir qui conduit logiquement à vider peu à peu de son sens l'idée même de « souveraineté populaire » et de démocratie – ou, au contraire, par celui de la sinistre et fascisante *cancel culture* de la nouvelle gauche (autrement dit, de l'appel à « déconstruire » physiquement et socialement tous les opposants à la « culture » capitaliste), l'important est en réalité de comprendre qu'un capitalisme intégralement développé – celui, en somme, qu'Obama et ses amis de Wall Street célébraient fièrement sous le nom de « capitalisme inclusif » – ne peut plus, désormais, espérer prolonger longtemps sa survie que s'il parvient à prendre appui « en même temps » sur les deux. Ce que je résume habituellement ainsi : pas de Hayek sans Foucault, pas de Foucault sans Hayek !

Les activistes woke clamant leur anticapitalisme, mentent-ils ou se leurrent-ils sur eux-mêmes ?

Il s'agit bien sûr de cette manière très spécifique de se mentir à soi-même en toute bonne conscience qui n'a pu véritablement prendre naissance, si l'on suit Orwell, que dans le cadre historique particulier de la révolution russe et du totalitarisme stalinien (et on comprend, au passage, que l'ENS de la rue d'Ulm – l'un des temples parisiens, avec Science Po, de la nouvelle idéologie américaine – ait récemment ressenti la nécessité d'assurer ses arrières en organisant un « séminaire » intitulé *Oublier Camus, Oublier Orwell* !). On sait en effet que pour l'auteur d'*Animal Farm*, la perversion stalinienne de l'idéal socialiste trouvait son origine à la fois dans le « désir de s'emparer à son tour du fouet » qui caractérise par définition l'intelligentsia « radicale » des nouvelles classes moyennes urbaines (celle que Bourdieu considérait comme la « fraction dominée de la classe dominante ») et dans la nécessité corrélatrice où se trouvait donc une telle intelligentsia de se dissimuler à elle-même

Illustration : Julie Dall'Arche



la contradiction qui existe en permanence entre son « désir secret » de régenter en totalité la vie des autres (un désir que le wokisme a aujourd'hui porté à l'absolu) et sa prétention officielle à édifier une « société sans classe ». De là, selon Orwell, l'apparition logique, sous le règne de Staline, d'un nouveau type de régime mental de nature « schizophrénique » – basé à la fois sur la technique de la « double pensée », l'adoption d'une « novlangue » spécifique et la pratique continuelle de la *cancel culture* envers toute forme de dissidence réelle ou supposée – qui, seul, pouvait en effet permettre aux intellectuels stalinien de s'aveugler sur leurs propres contradictions et de continuer à se vivre comme « plus égaux que les autres ». On comprend dès lors à quelle gymnastique mentale plus complexe encore l'intelligentsia woke se trouve du coup condamnée. Car non seulement – dans la continuité de l'idéologie stalinienne et maoïste dont ses premiers théoriciens étaient encore issus – elle doit sans cesse se mentir à elle-même sur son propre rapport au désir de pouvoir (un Mélenchon est une caricature de ce point de vue !). Mais – depuis la conversion de la gauche, dans les années 1980, aux mantras du libéralisme culturel – il lui faut, en plus, travailler en permanence à dissimuler sous un masque « anticapitaliste » sa propre collaboration au système capitaliste ! Si l'on ajoute que cette nouvelle gauche *académique* et *métropolitaine* ne dispose évidemment plus de la moindre base populaire et donc du moindre garde-fou moral et intellectuel, on comprend alors également ce qui devait conduire cette nouvelle intelligentsia woke à repousser toujours plus loin les limites de la *pathologie mentale*. À tel point

qu'aujourd'hui les anciens délires stalinien et maoïste en paraîtraient presque, par comparaison, décents et rationnels !

Du côté des masses, pas de révolte en vue. Certains pensent que le mouvement des Gilets jaunes est définitivement mort, d'autres pensent que le feu couve toujours sous la cendre. Sans vouloir faire de prophéties à bon compte, quel est votre pronostic personnel ?

Je n'ai pas de boule de cristal ! Mais habitant depuis plus de 7 ans au cœur de cette Gascogne rurale qui a été l'un des berceaux du mouvement des Gilets jaunes, je peux déjà vous dire deux choses. D'une part, que je n'avais jamais vu, autour de moi, une telle unanimité des « gens ordinaires » pour décrire le monde que Paris et Bruxelles leur imposent comme « *marchant de plus en plus sur la tête* » (c'est une expression qu'on entend ici absolument partout). Et d'autre part, que dans cette région de chasseurs chevronnés, tous les clubs de tir, *depuis un à deux ans*, se voient pourtant débordés, jusqu'à devoir parfois refuser du monde. À la place des brillants princes qui nous gouvernent, je m'inquiéterais !

Propos recueillis à distance par Bernard Legros en novembre 2023.

Le courr(oux)ier d'Anne Hotiaux

Anne Hotiaux est un.e lecteurice, réel.le ou virtuel.le, dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, ael est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatiques de la tolérance, nous nous ferons chaque fois un plaisir de la relayer.

J'ai mis du temps à vous écrire, puisque c'est en 2015 déjà, lorsque j'ai lu l'article du « rédacteur » en chef de *Kairos* « La différenciation sexuelle comme fondement » que j'ai eu un profond malaise, sorte de trouble babord comme on dit entre initiés – c'est-à-dire un malaise de gauche. Cette métaphore rouge (et non Marine¹) permet d'exprimer le moi profond de cette gauche syndicale qui anime ma vie intellectuelle et sociale depuis – presque – toujours. Faut-il encore préciser ce que Penasse écrivait dans cet article nauséabond ? « *Un ramassis de thèses réactionnaires sur la place du père en danger dans notre société à cause du capitalisme et des personnes transgenres. Utiliser l'idéologie de la décroissance pour rejeter la transsexualité, il fallait y penser²* », « *des écrits homo- et transphobes louant la société patriarcale* ». Quelle honte en effet que d'oser dire que le sexe serait déterminé par la nature ! C'est là une négation profonde de l'humain plus fort que la nature ! Si un garçon (désolé d'utiliser ce terme borderline de la transphobie...) naît avec un pénis, qui, mais qui peut dire que c'est un être masculin, comme le définit le Lexique Trans: le sexe est un « *construit social basé sur des observations moyennes (sic) des différences biologiques entre les genres. Il est communément admis scientifiquement que le sexe est un spectre. Peut également désigner l'appareil génital* ». Celui qui ose donc dire qu'un individu avec un pénis est nécessairement un homme, qu'un individu avec un utérus est nécessairement une femme, ou que seules ces dernières peuvent être enceintes, est un transphobe, et ses propos doivent être pénalement condamnés. Quand ces réactionnaires fachos comprendront-ils : « *le sexe est un construit social. Un pénis est un pénis, pas un organe sexuel mâle³* ». La défense de l'idéologie LGBT est consubstantielle à la gauche, ce n'est pas pour rien que dans une des publications, la FGFB a déjà initié l'emploi de l'acronyme FGFB⁴. Pas con, car double possibilité d'interprétation LGBT-English inclusive : Fédération Générale des Bisexuels et des Trans, Fédération Générale des Belgian travailleurs, ici pour inclure l'anglais, langue de la gauche internationale. Enfin, le vrai festival Penasse arriva plus tard, lors de la crise Covid. Mais je vous en dirai plus lors de mon prochain courr(oux)ier !

1. Je suis doué d'un humour certain, ou certain humour, s'il le faut.

2. file:///home/alexandre/T%C3%A9l%C3%A9chargements/Ensemble_109-1.pdf, p.22.

3. <https://www.planning-familial.org/sites/default/files/2020-10/Lexique%20trans.pdf>

4. « Benjamin Vandevandel est détaché pédagogique aux Jeunes FGFB », in n° 109, p. 16.

Culture de l'annulation¹ : solution finale pour les débats gênants ?

QUAND L'ANTIFASCISME GLISSE VERS SON CONTRAIRE

Pour peu qu'on mette en cause certaines visions dominantes, il devient difficile de trouver des espaces d'expression et de débat. C'est en particulier le cas à Liège, où le monde associatif subit les pressions et influences d'un milieu se disant antifasciste, mais qui, malgré certaines analyses correctes, confond très souvent extrémisme et critiques sociales essentielles. Tout en tombant lui-même dans ce qu'il se veut combattre. L'occasion de pointer ces dérives, mais aussi de réfléchir sur la question de l'attitude vis-à-vis de l'extrême droite.

Plusieurs événements ont déjà été ciblés par les activistes concernés : entre autres une conférence-débat de Michel Weber — qui, en 2021, avait failli être empêchée —, une autre de Bernard Legros, qui, en septembre dernier, a dû, elle, être annulée, tout comme un autre événement réflexif, deux mois plus tard.² Deux de ces événements étaient des initiatives de Liège-Décroissance.

Concernant l'annulation de la conférence de Bernard Legros, elle a eu lieu suite à des pressions et menaces sur l'association invitante, Attac-Liège. Pressions exercées sur une dame de 76 ans, d'abord par téléphone, puis en face-à-face. Cette « action » n'a été exécutée que par quelques individus, mais, comme en ce qui concerne les autres événements évoqués, les responsabilités vont bien au-delà. Elles remontent surtout à l'association *Front Antifasciste Liège 2.0*. Celle-ci n'a pas revendiqué les choses, mais ses publications sont très susceptibles de promouvoir de tels actes. En effet, sans les accuser heureusement d'appartenance à l'extrême droite (ce qu'ont par contre fait les énergumènes évoqués), ces publications présentent les essayistes cités, ainsi que *Kairos*, comme notamment confusionnistes, conspirationnistes, réactionnaires et, dans le même sens, comme banalisant les mouvements fascistes, ou encore (concernant *Kairos*) comme relayant leurs discours³. Sont visés en particulier le traitement des politiques sanitaires, de ce qu'on nomme le wokisme, ainsi que la critique de l'utilisation de l'extrême droite par les pouvoirs néolibéraux.

Or, comme nous allons l'évoquer brièvement et comme cela ressort de nombreuses publications de *Kairos*, maintes critiques des politiques autour du covid n'ont rien de conspirationnistes, et mettre en cause le wokisme comme l'instrumentalisation de l'extrême droite peut se faire depuis des points de vue tout autres que ceux des réactionnaires. Liège-Décroissance n'a trouvé pour ses événements qu'une solution provisoire, une salle de concert dont le propriétaire prendra bientôt sa retraite. À noter que celui-ci est justement l'un des fondateurs du mouvement antifasciste liégeois. Cet homme a ainsi sauvé l'honneur de ce courant, dans cette affaire, puisque l'antifascisme devrait évidemment, par nature, défendre le débat et la libre recherche.

JUSTIFICATION D'UN VRAI ANTIFASCISME

Cela nous mène à une précision importante : il ne s'agit pas ici de mettre en cause la légitimité et l'importance d'un véritable antifascisme — point de vue que les essayistes mentionnés partagent pleinement (comme j'ai pu le constater lors d'une série d'échanges avec eux). Certes, des politiques hautement criminelles ou fascistes peuvent pleinement émaner des pouvoirs dits démocratiques, par exemple quand des puissances occidentales renversent ou déstabilisent des gouvernements qui les gênent, en soutenant des rebelles meurtriers ou en plaçant des dictateurs à leur solde, ou encore quand ils imposent des vaccins OGM bricolés à la hâte. Mais une différence importante demeure : puisque ces pouvoirs se disant démocratiques

ne se revendiquent pas d'idéologies totalitaires, une partie de leurs représentants ou partisans, soit n'est pas vraiment consciente des crimes concernés — qui sont en général habilement camouflés —, soit les désapprouve. De sorte que l'État de droit est tout de même plus ou moins respecté une partie du temps et à certains niveaux, dans ces systèmes-là. Cela concerne notamment une liberté d'expression, droit précieux. Tandis que dans les régimes ouvertement fascistes, l'État de droit et la personne humaine sont bafoués systématiquement. Pour ces raisons, il est manifestement important de considérer les mouvements ouvertement fascistes, ultranationalistes, racistes, etc., comme des adversaires par excellence.

ANALYSES ET NON-ANALYSES

Voyons d'un peu plus près sur quoi se basent les accusations formulées par *Front Antifasciste Liège 2.0*, nous limitant à quelques points essentiels. Au sujet des politiques sanitaires, on s'aperçoit vite que ses membres n'ont pas mené d'étude sérieuse de ce sujet. Dans leurs articles qui l'abordent, on lit par exemple : « *Ce qui explique les réserves de la gauche par rapport aux "mobilisations covid" est d'abord son attachement à la rationalité et aux sciences* ». Et un peu plus loin, on lit qu'il n'y a pas de « *doute [...] sur l'efficacité des vaccins* ».⁴ Ces propos impliquent l'idée qu'il y aurait eu un consensus scientifique au sujet des politiques concernées. Ce qui implique à son tour la négation des travaux d'un grand nombre de scientifiques qui, jusqu'à ce qu'ils critiquent les politiques sanitaires autour du covid, étaient soit reconnus, soit très estimés. Comme cela ressort d'une série d'appels et de déclarations⁵, ces scientifiques se comptent par dizaines de milliers. Or, dans un autre article de la même association, ils sont réduits à une poignée de personnes et considérés, là aussi, soit comme proches de l'extrême droite, soit comme avides d'argent.⁶ Ces scientifiques ne s'accordent certes pas sur tous les points, et certains ont pu faire dire à leurs appels des choses qu'ils ne disaient pas ; mais les chercheurs et signataires concernés se rejoignent sur beaucoup déjà, en particulier la forte exagération de la virulence du virus et, par conséquent, la non-justification de confinements généralisés — avec tout ce que cela implique quant à l'imposition des vaccins.

Au sujet de l'extrême droite et du confusionnisme, les choses sont plus complexes, et, à côté d'une série d'erreurs, les publications concernées contiennent certaines réflexions pertinentes, par exemple : « *Ce n'est pas parce que la droite et la gauche acquise au néolibéralisme utilisent le danger de l'extrême droite comme une excuse pour que la population continue de voter pour elles, que l'extrême droite n'existe pas ou qu'elle n'est pas un danger* ». Ou encore : « *Les extrêmes droites n'arrêtent pas de prétendre qu'elles se lèvent contre le libéralisme (...), alors qu'à chaque fois qu'elles sont au pouvoir elles appliquent les mêmes politiques, mais en pire* » (l'article cite alors plusieurs politiciens, dont Jair Bolsonaro).

La première réflexion semble une évidence, notamment car, à une personne saine d'esprit, le fascisme peut apparaître

comme malsain et dangereux d'une manière si patente qu'il peut sembler inutile d'expliquer qu'on le considère effectivement comme tel. Mais il faut se souvenir que des personnalités intelligentes, douées et porteuses d'une certaine forme d'idéalisme, sont déjà pleinement tombées dans les pièges du courant en question, comme le grand poète Ezra Pound, partisan de Mussolini notamment. Ainsi, des explicitions ont souvent tout leur sens. Dans cet esprit, au-delà des événements dont il s'agit ici, le reproche de confusionnisme peut être justifié dans certains cas. Mais il faut être très prudent avec un tel reproche, sans quoi on en arriverait finalement à vouloir proscrire les ouvrages et conférences politiques de la quasi-totalité des philosophes notamment, en débutant avec les plus célèbres, vu la complexité que présentent bien souvent leurs pensées.

LE COURAGE DE LA NUANCE

L'observation qui précède s'applique aussi ici : en effet, un des efforts des essayistes mentionnés est précisément de contribuer à des clarifications ; cela concerne effectivement, entre autres, diverses instrumentalisation de l'extrême droite par les partis classiques (notamment pour détourner l'attention de leurs faillites et méfaits). Et ce n'est pas parce que l'extrême droite constitue un vrai danger (dans le présent ou le futur, en cas par exemple de crise économique plus grave encore) qu'il ne faudrait pas dénoncer ces instrumentalisation. On peut faire une réflexion proche à l'égard de la critique du wokisme : ce n'est pas parce que le respect de toute communauté est essentiel qu'il n'est pas important, également, de dénoncer l'instrumentalisation des revendications légitimes des minorités discriminées, ou encore de critiquer certaines idéologies qui gagnent une partie des mouvements qui militent contre ces discriminations. Plus précisément, des idéologies qui banalisent notamment l'instabilité des orientations sexuelles ou affectives. Défendre la tolérance vis-à-vis de toutes ces orientations et de leurs changements ne nécessite pas d'accepter leur banalisation, voire leur promotion.

Plus généralement, tenter d'introduire nuances et lumière dans les débats politiques et philosophiques est un effort essentiel. En effet, la complexité de notre époque peut notamment faire que des tendances très diverses coexistent chez une même personne ou un même mouvement ; de sorte qu'il peut être important de prendre conscience de chacune de ces tendances, mais aussi de ne pas réduire à certaines d'entre elles la personne ou le mouvement en question. Ce, d'autant plus que c'est très souvent par de telles réductions que les promoteurs d'une pensée unique s'efforcent de disqualifier ceux qui développent de vraies critiques des politiques dominantes. Les clarifications dont il s'agit ne sont donc pas un jeu intellectuel. Bien souvent, c'est d'elles que peuvent dépendre des enjeux essentiels, en particulier celui que des lanceurs d'alertes puissent être entendus et non neutralisés médiatiquement.

Bien sûr, prendre conscience des tendances problématiques des divers courants et mouvements, y compris quand ceux-ci

se veulent alternatifs, cela aussi est un enjeu important. Et il est vrai que celui qui lutte contre les méfaits des divers pouvoirs peut l'oublier. Plus largement, celui qui tente d'introduire de la nuance et de la lumière dans la complexité peut commettre des erreurs, mais cela n'ôte rien à l'importance de son effort. Et plutôt que de se braquer sur ses erreurs éventuelles, il convient bien plus de le soutenir, puisque très souvent il s'attire l'hostilité des milieux dominants.

« Le principe de la liberté d'expression a quelque chose de très élémentaire : ou on le défend dans le cas d'opinions qu'on déteste, ou on ne le défend pas du tout. »

Noam Chomsky

ASSAINIR ET PACIFIER PAR LE DÉBAT

Pour en venir à *Kairos* en général, une des critiques que *Front AntiFasciste Liège 2.0* adresse au journal est d'avoir donné la parole à quelques personnes qui, effectivement, sont soit proches de l'extrême droite, soit en font partie⁸. Déduire de cela une proximité avec ce courant est, là encore, inacceptable. Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer le nombre de personnes interviewées par *Kairos* n'ayant aucun lien avec de telles tendances et, très souvent, leur étant pleinement opposées. Il suffit aussi de considérer les tendances qui se manifestent chez la totalité des rédacteurs de *Kairos*, et qui, s'il fallait donner une étiquette politique, vont en général dans le sens de l'anarcho-écologie ou de l'anarcho-socialisme, avec une très claire revendication de la justice pour tous les peuples.

Simplement, *Kairos* ne partage pas le principe de « cordon sanitaire », principe contesté également par des gens comme Noam Chomsky, qui, malgré des erreurs, compte parmi les humanistes au meilleur sens du mot. Celui-ci met en avant le fait que si chacun est intégré au débat public, les positions problématiques ou erronées peuvent être bien plus facilement réfutées⁹. En outre, exclure du débat accroît en général la violence. Tandis qu'écouter réellement, non seulement pour réfuter, mais aussi pour prendre en compte ce qui peut être juste dans tout discours, exerce bien souvent un effet pacificateur. C'est sans doute aussi le meilleur moyen d'affaiblir les mouvements extrémistes (ainsi la meilleure façon de saper les bases du nazisme aurait été de cesser d'imputer à l'Allemagne et ses alliés la totalité des responsabilités de la Première Guerre mondiale, ce qui impliquait le paiement extrêmement lourd des dommages. En effet, les responsabilités en question étaient partagées par l'ensemble des puissances impliquées. Cette injustice était ainsi la plus efficace base d'argumentation des nazis). Sur ces enjeux, Chomsky a dit cette belle phrase : « *Le principe de la liberté d'expression a quelque chose de très élémentaire : ou on le défend dans le cas d'opinions qu'on déteste, ou on ne le défend pas du tout. Même Hitler et Staline admettaient la liberté d'expression de ceux qui partageaient leur point de vue...* »¹⁰

À la lumière de tout cela, au lieu de promouvoir l'annulation de conférences-débats, les activistes dont il s'agit ici feraient mieux de venir participer aux échanges concernés. S'ils le faisaient avec un vrai esprit de dialogue, cela pourrait même être intéressant pour les deux côtés. Mais pour cela, la « *prétention à l'objectivité intellectuelle* », qu'ils reprochent justement à B. Legros, est sans doute trop forte chez eux...

À LA DEGRELLE ?

Pour revenir justement à ces annulations, il est intéressant de faire quelques observations en lien avec une des personnes que, selon les activistes en question, *Kairos* n'aurait pas dû interviewer — et qui, en l'occurrence, fait effectivement pleinement partie de ce qu'on nomme l'extrême droite : Alain Escada, président de Civitas. Sous des dehors affables, cet homme a en effet manifesté des sympathies extrêmement problématiques, sans les avoir remises en cause jusqu'ici. Précisons au passage que si nous en avons eu connaissance au moment de l'entretien, il est évident que la chose aurait été traitée de la manière la plus insistante. Beaucoup nous reprocheront de ne pas nous être informés davantage ; mais faut-il mener des enquêtes policières sur chaque personne interviewée ? C'est en tout cas maintenant l'occasion d'apporter des compléments d'infos essentiels.

Ce dont il s'agit : en 2016, Escada a donné une conférence apologétique sur Léon Degrelle (1906-1994)¹¹. Escada lui-même n'est visiblement pas néonazi, mais il est d'une indulgence exorbitante vis-à-vis de personnes qui ont pleinement fait partie du courant politique concerné. En effet, Degrelle était le fondateur du mouvement ultra-catholique Rex. Durant la Seconde Guerre mondiale, il a créé la Légion wallonne, milice fasciste intégrée aux SS, où Degrelle est devenu officier supérieur. Il a ensuite été décoré par Adolf Hitler lui-même¹². Dans cette conférence, Escada présente le fondateur de Rex comme un homme de foi, de probité et de grande culture, se distinguant soi-disant des nazis car catholique et non paganiste ; le tout, sans dire un seul mot sur son engagement pour le régime hitlérien, comme si c'était un détail qu'il était inutile de rappeler.

À l'intention des personnes qui doutent de ce qu'on nous a enseigné sur les événements de la Seconde Guerre mondiale, comme l'existence des chambres à gaz, il suffit de renvoyer au livre *Mein Kampf*, de Hitler. À sa lecture, rien de ce que rapportent les historiens classiques sur ce sujet n'étonne. Et mes recherches ne m'ont permis de trouver aucune mise en cause, y compris de la part des néo-nazis, de l'authenticité des éditions de ce livre qui nous sont parvenues. La même réflexion peut être faite à l'égard des ouvrages de Degrelle lui-même, d'autant qu'il en a écrit beaucoup, dont certains titres sont déjà très significatifs : *Hitler pour mille ans*, *Le fascinant Hitler*, *Le Hitler de la paix*, etc.¹³

Tout récemment, l'association Artemus s'est entretenue avec Escada¹⁴ en lui posant des questions claires sur ces sujets. L'interviewé se limite à une évocation évasive de l'engagement nazi de Degrelle, exhortant surtout à ne pas juger les gens du passé à partir des connaissances plus étendues dont nous disposons aujourd'hui. C'est juste en partie, mais

ne change que très peu concernant les partisans du nazisme ; car là encore, pour savoir globalement à qui ils avaient à faire, avec le pouvoir hitlérien, ceux-ci n'avaient qu'à lire *Mein Kampf* et écouter les discours officiels. Mais au cas où les auteurs des pressions dont il s'agit ici ne l'ont pas encore fait, il serait intéressant qu'ils écoutent cette conférence d'Escada. Ce dernier évoque en effet une pratique de Degrelle qui devrait les faire réfléchir : le fait, précisément, d'empêcher des conférences. En l'occurrence, une série de tentatives de présentations émanant d'un ancien prêtre, critique sur l'Église catholique. Degrelle et ses sbires ont systématiquement saboté ces conférences (là aussi par des pressions et menaces), ce qu'Escada approuve avec enthousiasme, dans son exposé.

AGIR PAR L'EXEMPLE ET LA CONSCIENCE

Donner la parole à tous, y compris à ceux qui approuvent de telles répressions, n'est-ce pas justement ce qui incarne au mieux le refus le plus radical de tels actes ? Et, dans l'esprit de la fameuse exhortation de Gandhi à être soi-même le changement qu'on veut apporter dans le monde, incarner ainsi l'idéal de la libre expression, n'est-ce pas ce qui donne le plus de chance de pouvoir peut-être, par la force de l'exemple, agir sur les extrémistes concernés, favoriser chez eux des remises en question ? Mais les plus extrémistes parmi les prétendus antifascistes concernés ont déjà probablement placé toute une partie de leurs adversaires dans des catégories autres que celle d'êtres humains. À ce propos, ils feraient bien de lire le texte ci-dessous, où Leonard Cohen parle d'Adolf Eichmann, un des grands criminels du régime nazi. Rappelons qu'il serait bien difficile d'accuser Cohen de relativisation de l'horreur de ce régime, car il était juif et, qui plus est, se revendiquait du judaïsme¹⁵. Et en effet, le texte en question ne vise pas à relativiser au mauvais sens du mot, mais à nous rappeler ce qui sommeille en nous tous (y compris en les activistes mentionnés).

TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR ADOLF EICHMANN¹⁶

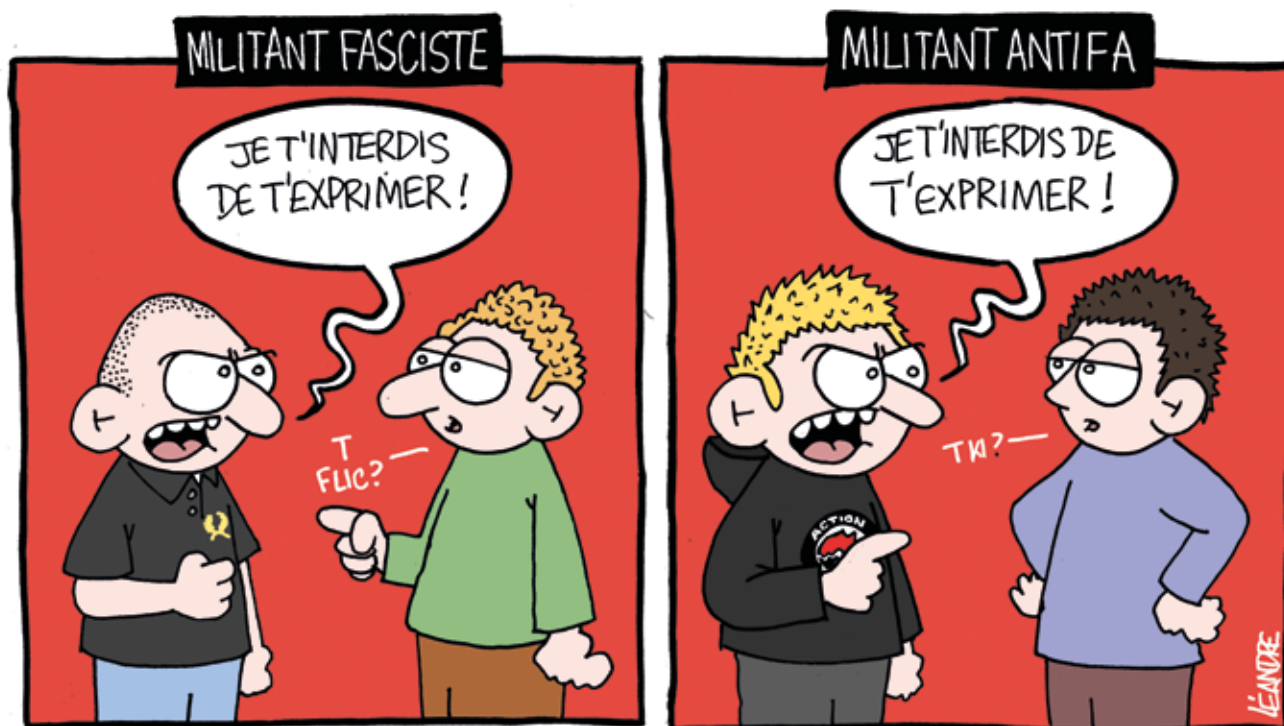
Vue : moyenne. Longueur des cheveux : moyenne. Poids : moyen. Taille : moyenne. Signes distinctifs : aucun. Nombre de doigts : dix. Nombre d'orteils : dix. Intelligence : moyenne.

Qu'attendiez-vous ? Des incisives surdimensionnées ? De la salive verte ?

La folie ?

Daniel Zink

Illustration : Léandre



1. Culture « du boycott, de l'effacement, qui consiste à bannir de l'espace public une personnalité pour ses actes ou ses paroles. » (France Culture, 09/09/2020).
 2. liege.decroissance.be/lettre/2023_10.htm – titre Culture de l'annulation dans le milieu associatif liégeois.
 3. liege.antifascisme.be/le-probleme-avec-liege-decroissance-et-kairos/ ; liege.antifascisme.be/a-propos-du-confusionnisme-a-la-belge-le-cas-de-michel-weber/.
 4. Ibid. et liege.antifascisme.be/les-gauches-et-les-mobilisations-covid/.
 5. Voir p. ex. [gbdeclaration.org/la-declaration-de-great-barrington/ et doctorsandscientistsdeclaration.org/](https://gbdeclaration.org/la-declaration-de-great-barrington-et-doctorsandscientistsdeclaration.org/).
 6. liege.antifascisme.be/pourquoi-en-tant-quantifascistes-nous-ne-participons-pas-aux-mobilisations-pour-la-liberte/.
 7. liege.antifascisme.be/le-probleme-avec-liege-decroissance-et-kairos/.
 8. Ibid.
 9. web.archive.org/web/20071006101318/http://www.chomsky.info/articles/19801011.htm.
 10. chomsky.fr/entretiens/20070805.html.
 11. facebook.com/TraditionCatholique/videos/conf%C3%A9rence-dalain-escada-sur-l%C3%A9on-degreille/909986179375770/.
 12. Voir l'article *Degrelle Léon* dans Universalis.
 13. Ces ouvrages sont en grande partie accessibles dans les bibliothèques de l'université de Louvain (<https://ils.bib.uclouvain.be/>).
 14. youtube.com/watch?v=kgAhke2wjY&t=10s.
 15. fr.timesofisrael.com/pourquoi-leonard-cohen-est-venu-soutenir-ses-freres-pendant-la-guerre-de-yom-kippour/.
 16. Cohen, L., *Poèmes et chansons 2*, éd. Christian Bourgeois, 1976, p. 218.

La métamorphose du bourgeois ou le complexe de la gélatine

« Cher lecteur, qui que tu sois, il est bel et bon que tu veuilles en ces temps tirer tes rockets à grand effort, à grande haine, sur le bourgeois, mais fais bien attention, ajuste bien ton tir, car tu es en même temps le tireur et la cible. »

Nous proposerons dans cet article un examen de l'ouvrage ô combien déstabilisant de Jacques Ellul, *La métamorphose du bourgeois*. Prévenons d'ores et déjà le lecteur : il se peut qu'il ne sorte pas indemne de cette analyse et qu'un sentiment de rancœur l'envahisse avant de projeter celui-ci sans y prendre garde à l'extérieur de lui-même. Ellul part d'un constat paradoxal : bien que les pouvoirs de la classe bourgeoise déclinent, s'accroissent les spectacles et les émissions à son sujet. L'auteur esquisse un croquis sous forme de quatre traits saillants du personnage.

1) L'EMPEREUR

Ellul est formel : dans la mesure où ce qui l'anime est avant tout centré sur sa propre entreprise, il est très superficiel de penser le bourgeois sous l'angle unique de la recherche de profit. Créateur historique de l'industrie et du commerce, il est toujours prêt à assumer les risques et à se lancer à l'aventure, représente en ce sens le plus éminent ancêtre de l'individu auto-entrepreneur de soi. Le bourgeois n'a par ailleurs pas besoin de père et encore moins de Dieu. Il est fils de lui-même, ce qui le rapproche du schizophrène : « *Il trouve les moyens de parer à presque toutes les limitations, les faiblesses de l'homme, quel besoin aurait-il encore de Dieu ?* ». C'est dans le but d'étendre son emprise sur le royaume des hommes – sa devise (« *Laissez-moi faire* ») correspond en tout point à l'idéologie libérale incarnée par le Divin Marché – qu'il a inventé un système politique à la hauteur de ses ambitions : la démocratie représentative. Contrairement aux idées reçues, la Révolution française fut bourgeoise à plus d'un titre, dans le sens où c'est la bourgeoisie et non le peuple qui en a profité en s'adjudicant le pouvoir étatique au détriment de la noblesse. Le bourgeois n'a depuis lors jamais cessé de procéder à la destruction minutieuse des institutions millénaires qui menacent son hégémonie.

2) LE GROTESQUE

Le bourgeois adule les ingénieurs et les savants et se range toujours du côté des inventeurs, « *quoi qu'il en coûte* ». Pour Ellul, le grotesque bourgeois prédispose celui-ci à un merveilleux pouvoir de classification et d'ordre. Tout se calcule, tout doit servir. Tandis que l'immédiat de l'émotion compense son incapacité à penser, le bourgeois assure la (pseudo) contenance de son être par l'intermédiaire de la possession d'objets. Ce sont eux et eux seuls qui autorisent sa totale et sincère expression.

3) LE VAUTOUR

Le bourgeois correspond au type même de l'indécrottable exploiteur. Calfeutré dans une habitation confortable et moelleuse, il n'a de cesse de se livrer à d'harassantes spéculations afin de placer au mieux son capital humain sur le Marché. Le paraître est plus important pour lui que l'être. Comment pourrait-il en être autrement ? Bien qu'il soit un fervent amateur d'art, de littérature et de théâtre, ceux-ci servent avant tout à défatiguer son âme. Il est en effet bien trop incommode de penser. Lorsqu'il donne une piécette au pauvre, le bourgeois ne se montre en rien généreux. Rechercher dans ses actes une once d'altruisme serait d'ailleurs vain, malgré les apparences qu'il se donne. Seuls les calculs et la volonté de puissance comptent à ses yeux, y compris lorsqu'il se montre charitable envers son prochain.

4) LE SALAUD

Le bourgeois est un très bon donneur d'ordres. Il prêche la vertu, défend bec et ongles la morale, mais se livre lui-même à toutes les abjections – c'est un pervers puritain. En bref, il dit de faire, mais ne fait pas ce qu'il dit et couvre l'ensemble de sa conduite du plus beau masque de la respectabilité¹.

Pour Ellul, le mécanisme de justification est la pièce centrale du bourgeois. Ce dernier sait, inconsciemment, qu'il est un exploiteur, mais ne peut supporter ce qu'il est. Il se donne dès lors bonne conscience afin de justifier ses actes ; il fera par exemple ses courses au Bioplanète du coin en SUV électrique (et respectera, la main sur le cœur, les prescriptions ordonnées par son gouvernement pendant la pandémie²). Il ne se contente pas d'oppresser autrui. Il ose dans le même mouvement prétendre à un idéal d'humanité, d'égalité et de respect. En somme, il porte les deux cravates à la fois³. Tandis que l'ensemble de son édifice repose sur des évidences, sa principale préoccupation est d'éviter le profond tout en faisant mine de creuser.



Ces quatre traits esquissés par Ellul expriment le paradoxe bourgeois qui est l'homme de la contradiction intrinsèque : « *Il a cumulé toutes les contradictions possibles dans sa conscience, de la morale et de l'absence de signification, de l'utilitarisme et de la Valeur, du bonheur et de l'ascèse, de nihilisme et de l'efficacité, de l'exploitation et de la charité, de la primauté du faire à l'adulation de la culture* ». Il représente divers visages du Même et seule la rigueur qu'il exprime l'empêche de sombrer dans une folie qui lui tend pourtant les bras. Voyons maintenant les deux caractéristiques centrales de son mode de fonctionnement.

A) L'IDÉOLOGIE DU BONHEUR

Le bonheur bourgeois est rattaché à des sensations, des perceptions et à des émotions qui trouvent leur possibilité de jouissance dans l'expansion économique et l'espoir d'abondance. Le bonheur n'est pas ici lié à un état plus ou moins fugace ou à une satisfaction passagère. Ce n'est pas non plus une conquête arrachée de haute lutte sous le pesant poids de l'ascèse. C'est encore moins le fruit de la grâce ou de l'accomplissement de la vertu. Non, le bonheur, c'est avant tout une prérogative inaltérable du citoyen, ce qui veut dire que chacun y a droit et que le fait de ne pas être heureux tel que les préceptes l'exigent constitue une insupportable injustice qui doit être réparée par l'État⁴ ; c'est par ailleurs dans ce contexte que Big Mother⁵ a dévoilé ses plus beaux mamelons lors de la pandémie avec la mise en place du passe sanitaire (et qu'elle se prépare à se sustenter de son plus onctueux nectar avec le passe climatique⁶). Il s'agit ici d'un changement drastique opéré dans le cœur des hommes. Plus que la rationalité, cette

conception du bonheur est l'apport spécifique du bourgeois. Elle détermine la rationalité bourgeoise elle-même et n'aurait pu devenir réelle sans l'avènement de la révolution industrielle qui ouvrit la possibilité d'une vie matérielle meilleure qu'auparavant. Au début, seul le bourgeois profita du surplus d'exploitation qui fut alors opéré dans la société. Mais vu que notre sommité se prit pour le type d'homme universel, elle ne tarda pas à étendre partout dans les espaces sa conception de l'existence et à faire de toi un être à son image.

Cette nouvelle idée du bonheur est liée à la possession d'objets qui valent plus pour le facteur de prestige qu'ils procurent que pour leur utilité. Ils sont les plus fidèles représentants du paraître bourgeois. Leur acquisition permet en outre de faire des économies d'efforts. Tout est fait pour rendre la vie plus facile⁷. Le confort ainsi procuré est gage de sécurité dans un univers où il s'agit d'éviter l'incertitude et le doute. Il nécessite une maîtrise absolue de l'homme sur l'environnement⁸ et est lié à la (fausse) bonne conscience ; dès lors que le bourgeois a participé à une manifestation antiraciste ou qu'il a donné une piécette à une ONG défendant les droits des enfants travailleurs⁹, il peut profiter du confort matériel en toute décontraction. Le bonheur bourgeois se caractérise aussi par l'absence de responsabilité. Dans la mesure où celle-ci constitue une cruciale mise en jeu de sa personne, il s'agit de l'éviter tant que possible, d'où les faux airs de gouvernant qu'il se donne lorsqu'il arrive à la tête de l'État (toutes couleurs politiques confondues). Mais contrairement aux apparences, l'avoir n'est qu'une catégorie secondaire du bourgeois. L'important est le Faire. Bien plus que la propriété privée, c'est le remue-ménage incessant qu'elle a imposé à la société en mettant tout le monde au travail qui caractérise la bourgeoisie¹⁰. Le bourgeois ne pense pas, il fait (dans le meilleur des cas, la pensée – alors nommée raison – est un instrument destiné à modifier l'environnement dans le but d'atteindre le bonheur). Le progrès est bien en soi, car il ajoute. L'Histoire est dès lors perçue comme une perpétuelle marche en avant¹¹ dont il est insensé de faire la critique. Elle est en elle-même et pour elle-même Progrès inéluctable de l'Histoire et de l'homme¹².

B) L'ASSIMILATION

Le bourgeois est un éminent assimilateur. C'est par ailleurs la raison pour laquelle nous ne sommes pas très optimistes quant aux possibilités d'émancipations réelles de l'homme eu égard à son état actuel. La métaphore qu'emploie Ellul afin de figurer ce processus est éloquente : « *La civilisation bourgeoise est un immense intestin qui digère sans cesse ce que le faire bourgeois enfourne dans son orifice* ». Mais attention, assimilation ne veut pas dire ouverture, la société bourgeoise ne s'en donne seulement que l'image. Il s'agit au contraire de prendre, de transformer. Ce faisant, le bourgeois absorbe ce qui lui est étranger et se renforce dans son être par cette absorption. Créature positive¹³ et optimiste, absolument tout pour lui est consommable, utilisable et enrichissant¹⁴.

Outre le christianisme, l'idée de Révolution a progressivement été phagocytée par l'ordre bourgeois. Celui-ci est rousseauiste et atteste la bonté primitive de l'homme tout en soulignant que la perversion est une anomalie de l'âme et que tout mal n'est qu'un regrettable accident. On comprendra de fait pourquoi la psychanalyse a été (et continue de l'être) si vivement critiquée tout au long de son histoire (même si elle se retrouve à bien des égards noyauté par l'ordre bourgeois). Un sort similaire a été réservé à l'art et aux intellectuels. La notion de culture, par exemple, est une création typiquement bourgeoise qui caractérise une certaine conception de la vie intellectuelle et artistique et de ses rapports avec le social¹⁵. Elle correspond à deux grands traits : 1. la séparation du

domaine intellectuel et artistique de la vie de tous les jours et 2. la désignification de l'œuvre. Rien n'est plus sérieux pour le bourgeois que l'argent et la Science. Rien n'est plus superflu que l'Art et la pensée. Ceci ne signifie pas que ce superflu ne soit pas agréable. Il tient simplement « *comme le fleuron d'une couronne que l'on met uniquement pour aller au bal* ». C'est lorsqu'ils ont commencé à créer pour vendre leurs œuvres que les artistes sont rentrés dans le schéma de la société bourgeoise. Celle-ci atteint dès lors son objectif, à savoir faire de l'Art un monde de distraction et de Spectacle en le séquestrant dans un vulgaire mode de relation commerciale. La musique fut par conséquent dépersonnalisée – le phénomène n'a pas ralenti, au contraire (preuve en est la prolifération des émissions télévisées telles que *The Voice* ou l'implantation du piano pour tous dans certaines gares du royaume¹⁶) –, tandis que peintures et sculptures furent enfermées dans des musées à la plus grande joie de la masse. Le confort intellectuel vint de cette façon s'ajouter au confort matériel. Hé oui ! Telle la gélatine, l'ordre bourgeois recouvre son objet, l'absorbe et le rend informe. Ellul repère trois modes opérationnels permettant cette assimilation :

- 1) La dissociation : dès qu'une nouveauté apparaît, il s'agit de procéder à sa désintégration minutieuse et de reconstruire au-dessus des ruines en s'aidant de quelques éléments travestis d'un ensemble désormais mort.
- 2) L'insignification : l'ordre bourgeois arrive à rendre négligeable tout ce qu'il effleure par l'intermédiaire d'une conception relativiste de l'existant. Il classe et momifie de telle façon à ce que rien ne renvoie plus à rien et observe sans sourciller les contraires¹⁷ qui deviennent dès lors également insignifiants.
- 3) L'inversion : depuis des temps ancestraux, les hommes ont considéré qu'ils devaient obéir à des valeurs et que l'on jugerait leurs conduites à l'aune de celles-ci. Le bourgeois renverse cet agencement lorsqu'il se fie exclusivement au Fait : « *Toute sa morale est destinée à donner au Fait la primauté du commandement* ». Il n'y a que le Fait qui compte avec tout ce qui lui est attaché : « *action, technique, confort, résultat, efficacité, réification des êtres*¹⁸ ».

Plus la bourgeoisie assimile ce qui devrait lui être néfaste, plus elle devient elle-même. Ce qui revient à soutenir ce monstrueux paradoxe : plus elle change et plus elle devient elle-même ; c'est la raison pour laquelle il est très difficile de la combattre sans se cogner soi-même. Les conséquences de ce processus d'absorption sont nombreuses :

1. toutes les œuvres, toutes les institutions, toutes les activités ainsi que toutes les existences sont réifiées et transformées en Spectacle au travers de l'Image. Le culte de l'insignifiance devient, *in fine*, la condition pour que la vie soit supportable.
2. Rien ne veut plus rien dire. Cette confusion triomphe à partir d'une idéologie relativiste de l'existence qui prône obtusément le changement et la diversité¹⁹ ; le bourgeois est moral, mais il est en même temps l'homme de la relativité de la morale (A = non A).
3. L'établissement généralisé de l'imposture ; celle-ci constitue le point de jonction essentiel entre spectacle et confusion. Il s'agit de l'« *imposture de se donner pour ce que l'on n'est pas, au moment même où on exalte la valeur de la fidélité à soi [...], imposture de créer un monde qui implique la destruction, l'élimination de l'individu et sa mise en jugement, au moment où la valeur montrée c'est la Personne* ».

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Jacques Ellul est formel : le bourgeois a disparu en tant que classe. Pourtant, en tout lieu nous palpons son cachet. L'homme contemporain serait-il bien malgré lui le digne successeur de ce curieux énergumène ? Pour le philosophe, la réponse est claire : la société contemporaine est recouverte « *de la couche de peinture bourgeoise généralisée* ». Celle-ci a envahi tout et tout le monde. Le bourgeois aimait les voyages à l'étranger ? Tout le monde aime dorénavant les voyages à l'étranger. Le bourgeois aimait le confort ? Plus personne ne peut s'en passer. La classe bourgeoise a réussi l'astucieux tour de passe-passe qui consiste à englotir jusqu'aux couches les plus profondes de la société au moment précis de sa dissolution. Voyons par exemple le sort réservé au prolétariat sous son influence. Le salarié sollicite désormais le confort et souhaite participer activement au développement de son industrie, à l'orientation de sa productivité ainsi qu'à la gestion de son entreprise pour la rendre plus efficace²⁰ ; en bref, il contribue à sa propre aliénation. Le monde bourgeois ne s'efface pas avec la disparition de la classe bourgeoise. Au contraire, ce phénomène n'est plus l'effet d'une classe, mais le fait de tous.

Engloutie par le Même bourgeois, la société se montre radicalement incapable de supporter la moindre contradiction. Le loisir s'occupe dorénavant techniquement, tandis que le travail se ramène au loisir. Rien n'a plus grande signification que le Faire. C'est pourtant l'inanité qui régit la civilisation bourgeoise qui est désormais la nôtre, le néant étant finalement atteint par la multiplication généralisée d'objets, suscitant chez l'homme qui les consomme une fatale abstraction de son être. Nous entrons dès lors dans une société « *où l'organisation se substitue à l'organique, où finalement se produit concrètement la réification de l'homme. L'œuvre d'assimilation du bourgeois est alors portée à son terme. Ces idéologies effacent alors le sentiment de l'aliénation (en la justifiant) et parachèvent les œuvres de diversion, de divertissement fondées sur ce néant, mais qui par antiphrase font admirer à l'homme anéanti à quel point il existe, il est créateur, cultivé, responsable* ».

CONCLUSION

Cet article n'a bien entendu pas la prétention de distiller de la joie auprès du lecteur friand de positivité. Que celui-ci retienne que c'est avec la passion du vide qui l'habite et qu'elle met en acte au travers de l'accomplissement généralisé du bien-être que la bourgeoisie s'acharne à répondre positivement – c'est-à-dire la main sur le cœur – à une pulsion inconsciente de l'homme qui le pousse vers sa propre destruction. La positivité en tout point vaniteuse qui nous assène de sourire à la moindre occasion et de briguer dans l'insignifiance une source de réconfort mène de fait, bien malgré elle, l'humanité aux décombres déjà bien entamés du vivant.

Kenny Cadinu

1. Cela ne te rappelle-t-il pas quelque'un ?

2. Ou deviendra un psychanalyste doctoral ou encore un faux défenseur de la sobriété issue du mouvement de la décroissance.

3. Voir notre premier article traitant des discours paradoxaux à l'œuvre dans le social : « Le 1er discours paradoxal : le discours consumériste, la société de jouissance », paru dans le 37^{ème} numéro de *L'Escargot déchainé* <https://www.escargotdechainé.be/>.

4. D'où la flambée de dépression constatée dans la Cité contemporaine lorsque l'État laisse le citoyen livré à lui-même.

5. Voir notre article « Big Mother veille sur toi », paru dans le 45^{ème} numéro de *L'Escargot déchainé* : <https://www.escargotdechainé.be/>.

6. <https://www.wvf.fr/presidentielle2022>.

7. On trouve ici un lien cinglant avec la Jouissance et la pulsion de mort à l'œuvre dans le social que nous tentons tant bien que mal de théoriser depuis quelques temps.

8. On verra ici un lien avec le principe de maîtrise développé par René Descartes ainsi qu'avec le procès de réification théorisé entre autres par Karl Marx.

9. Sans sourciller du fait que beaucoup des objets dont il jouit sont issus de l'exploitation des enfants qu'il prétend défendre : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/01/child-labour-behind-smart-phone-and-electric-car-batteries/>.

10. De là l'idée que la prétendue émancipation de la femme (au travail) réalisée dans le monde occidental n'est qu'une suite logique de l'idéologie bourgeoise (émancipation = aliénation).

11. Pas pour rien que le parti créé par Emmanuel Macron se dénommait initialement *En Marche* !

12. Dans ce sens, Karl Marx était bien malgré lui un penseur bourgeois.

13. Nous mettons le lecteur au défi de relever le nombre d'occurrences du mot « positif » dans le récent guide EVRAS.

14. Sauf, peut-être, la plupart des articles de *Kairos*.

15. N'en déplaise au lecteur, la défense de la culture pendant la pandémie était en ce sens une réaction éminemment bourgeoise.

16. <https://www.belgiantrain.be/fr/about-sncb/en-route-vers-mieux/services-gares/pianos-gares>

17. Voir Paul-Claude Racamier, *Les schizophrènes*, 1980.

18. Bref, tout l'attirail qui fut déployé ostensiblement pendant la crise Covid-19.

19. Les idéologies les plus extrêmes de la gauche anti-raciste et anti-sexiste sont par conséquent éminemment bourgeoises.

20. Voir Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

Le *nudge* au service de la propagande sanitaire

« *Protégez ceux que vous aimez. Restez à la maison.* »
(BVA *nudge unit*, mai 2020)

Non, le *nudge* n'est pas une pâtisserie. Son amertume le rend d'ailleurs bien difficile à avaler. D'aucuns le disent même indigeste. Le *nudge* est né de l'économie comportementale : rencontre des sciences économiques et de la psychologie. Il a été inventé par Thaler et Sunstein, respectivement économiste et juriste. *Nudge* se traduit habituellement par un « petit coup de coude ». Il s'agit d'une intervention minimale, à faible coût. Un détail, un message, une parole proche du slogan publicitaire, pour orienter le comportement « irrationnel » du commun des mortels. Agir pour le bien de l'autre, telle est la volonté du *nudge*. Amen.

LES GENS PRENNENT DES DÉCISIONS IRRATIONNELLES

L'auto-attestation de sortie, le masque dit « grand public », héroïser les soignants : voici quelques-unes des trouvailles de la BVA *nudge unit*. Je répugne à applaudir nos soignants, leur métier en devient sacrificiel. Quoi d'autre après cela ?

BVA, du nom de ses fondateurs : « Brulé, Ville et Associé » est une société de conseil réputée pour ses sondages. Au début des années 2000, elle diversifie ses activités et s'intéresse au comportement du consommateur et à la santé. La fusion de ses branches conduit à la création de la BVA *nudge unit* en 2013. Elle applique l'exploration des données de recherche à différentes disciplines : psychologie sociale, anthropologie, et sciences du comportement. Ses membres précisent qu'ils entretiennent « des liens étroits avec la recherche universitaire ». La BVA a été largement sollicitée pendant la crise sanitaire. Parmi ses clients français, de nombreuses institutions publiques : Pôle emploi, la SNCF, EDF, l'assurance maladie ou encore l'Assistance publique des hôpitaux de Paris. Le citoyen, le voyageur, le patient, le chômeur, le malade... devient un client comme un autre. Tout peut être marchandisé, commercialisé, vendu. Pourquoi ne pas appliquer les techniques de *marketing* à la santé ? Eric Singler est en France le chantre de l'approche par le *nudge*. Il sera amplement sollicité lors du premier confinement.

Le *nudge* comporte un présupposé : l'homme est irrationnel dans ses prises de décisions. Nourrie de sciences du comportement, de psychologie sociale (théorie de l'influence de Cialdini¹), de psychologie cognitive et de neurosciences, la théorie du *nudge* est là pour remédier à ce défaut. Il s'agit d'inciter indirectement tout un chacun à adopter le comportement attendu. Influencer, sans contrainte, ou plutôt sans donner le sentiment de contraindre, voilà de quoi séduire les hommes politiques.

Thaler et Sunstein inscrivent le *nudge* (2003²) dans un courant de pensée inventé par eux et appelé « paternalisme libertarien³ ». Selon cette philosophie, l'être humain est avant tout un agent économique. Or, Thaler et Sunstein dressent le même constat que d'autres : cet agent n'est pas parfait et

rationnel⁴. Que faire ? Deux voies sont possibles pour remédier à cela : le paternalisme ou le libertarisme : (1) Le paternalisme encourage les institutions publiques et privées à *influencer et normer le comportement des individus*, quitte à exercer leur autorité, car elles savent ce qui est bon pour LES gens. C'est une position autoritaire et potentiellement universalisante. Au contraire (2) le libertarisme suppose que LA personne est la mieux placée pour faire les choix qui la concerne. Il faut donc respecter sa liberté et ses décisions. Ces choix sont forcément singuliers, propres à chaque individu. Deux voies parfaitement contradictoires, vous en conviendrez ! Eh bien Thaler et Sunstein, les petits malins, proposent (en surface) un savant mélange des deux courants.

Pour eux, on ne peut pas renoncer au paternalisme car ils estiment que les gens font habituellement les mauvais choix. Drôle de vision. Ils supposent que les gens se trompent, d'emblée. Surtout dans un domaine où ils sont ignorants, comme leur propre santé par exemple. Belle conception de l'homme,

non ? Donc ils nous proposent un paternalisme « bienveillant », une approche qui ménagerait à la fois le paternalisme et le libre choix. Il s'agit d'encourager la bonne conduite sans punir la mauvaise. Merci Papa. Voilà l'état d'esprit du *nudge*. Dans le domaine de la santé publique, il est utilisé depuis une petite décennie pour « orienter sans prescrire ».

Le *nudge* ne sert évidemment que des intentions louables, mais que dissimulent-elles ? Le souhait d'emprise et de pouvoir sur l'autre n'a absolument pas été évacué, il est juste dissimulé derrière le vernis du libre choix. Cette liberté, telle que l'entend le *nudge*, s'appuie ni plus ni moins sur des *attitudes réflexes* en modifiant l'environnement du sujet et s'apparente plus à *de la manipulation mentale qu'à des choix argumentés et réfléchis*. Voilà toute l'étendue de la liberté offerte par le *nudge* ! Quelle n'est pas ma surprise quand je découvre des panneaux publicitaires affichant l'image d'un couple au bord du coït affublé d'un grossier slogan : « Oui, le vaccin peut avoir des effets désirables ». Une campagne adressée aux plus jeunes, mini-



misant les effets indésirables et qui n'est soutenue par aucun argument scientifique sérieux. Ce coup de com' contient en lui toute la philosophie du *nudge* : encourager le bon choix sur fond de récompense. Selon les institutions évidemment ! Bon sang, ce serait presque philanthropique. J'en ai la larme à l'œil.

Celui qui instaure le *nudge* sait donc mieux que le nudgé lui-même ce qui est bon pour lui. Sur le plan sociétal, le pouvoir-parent-savoir-rationnel s'adresse à la masse-enfant-ignorante-irrationnelle. La hiérarchie que le *nudge* instaure dégage une odeur méphitique. La notion de libre choix n'est que de la poudre aux yeux. Soit nous sommes suffisamment grands et responsables pour prendre des décisions éclairées, soit nous ne le sommes pas. De toute évidence, pour le *nudge* nous ne le sommes pas. Qu'il soit utilisé dans le domaine de la sécurité routière, où nous agissons beaucoup par réflexe, c'est une chose. Mais dans le cadre de la santé publique, c'est plus que nauséabond.

PROPAGANDA

Edward Bernays, à double titre neveu de Sigmund Freud, est le premier à conseiller les hommes d'État. Freud compte sur lui pour diffuser la psychanalyse outre-Atlantique ; ses espoirs seront vite déçus⁵, et pour cause... Pour préparer les esprits à une entrée en guerre, Bernays rejoint dès 1917 le *Committee on Public Information* (CPI), également appelé « commission Creel⁶ ». Les Américains doivent consentir à participer à l'effort européen alors que le président américain Woodrow Wilson vient tout juste de se faire élire grâce à ses discours pacifistes. Délicate position. En 1919, Bernays abandonne le terme de propagande (jugé trop négatif), s'autoproclame *conseiller en relations publiques* et inaugure son agence. La propagande est progressivement élevée au rang de « science ». Bernays travaille, entre autres, pour la compagnie américaine du tabac et permet à cette dernière de conquérir l'autre moitié des potentiels consommateurs : les femmes. En 1954, avec le concours de la CIA, il permet également le renversement du président démocratiquement élu au Guatemala, Jacobo Arbenz, qui menaçait les intérêts privés de la United Fruit Company. Le coup d'État fera à long terme plus 100.000 morts. Bernays va inventer « la psychologie du subconscient⁷ » dont l'objectif est de manipuler l'opinion publique à son insu en s'appuyant sur les travaux de la psychologie sociale (Lippmann, Le Bon, Trotter, etc.) et de la psychanalyse (*sic*) même si manifestement il n'a pas l'air d'y entendre grand-chose⁸. Toutes ces cautions « scientifiques » dissimulent mal le projet politique : la masse n'est pas en mesure de juger des affaires courantes de la société. *Les individus ne peuvent pas exercer leur rôle de citoyen et il faut donc les contourner*. Cette idée rejoint un courant anti-démocratique présent dans la politique américaine et représenté par Alexander Hamilton⁹ (1757-1804) et James Madison (1752-1836). « *La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible¹⁰ qui dirige véritablement le pays* » (Bernays, 1928, p. 31¹¹). Les travaux de Bernays vont inspirer Goebbels au ministère du III^e Reich. Bernays en sera horrifié, mais est-ce vraiment une surprise ?

Quelques décennies plus tard, l'art d'influencer n'a pas pris une ride et s'est renforcé de nombreuses publications scientifiques (technique de persuasion, ingénierie sociale, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* – un livre à mettre au pied du sapin).

Barack Obama est le premier à saisir l'intérêt du *nudge* pour conduire les politiques publiques. Il fonde en 2009, un an après la publication de l'ouvrage de Thaler et Sunstein¹², the Office of Information and Regulatory Affairs, première *nudge unit* politisée. Le *nudge* ne sert pas qu'à vendre des soupes, il peut aussi permettre aux jeunes défavorisés d'accéder plus fréquemment à une bourse.

L'ARRIVÉE DU NUDGE EN FRANCE ET LE FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

Le Centre d'analyse stratégique (CAS) est créé en 2006 par Jacques Chirac. Il a pour mission de conseiller le premier ministre et d'anticiper les prochaines réformes gouvernementales. Le CAS comprend des experts et des chercheurs. En 2010, sous la direction d'Olivier Oullier, enseignant-chercheur en neurosciences, le CAS produit un rapport intitulé *Nouvelles approches de prévention en santé publique : l'apport des sciences comportementales, cognitives et des neurosciences*. Un document passablement choquant, facilement accessible sur le web, que je vous invite à lire. Thaler en personne participe à sa rédaction (encore lui).

Le document loue les nouvelles approches relevant des sciences comportementales qui « *trouvent actuellement des relais au sein des administrations et des organisations internationales. Exemple révélateur, l'influent Forum économique mondial [sic] n'hésite plus à recourir à ces disciplines dans la conception de stratégies de politiques publiques* » (p. 23). L'intervention de Cooper¹³, intitulée « Global agenda on chronic diseases and conditions » du Forum économique mondial (WEF) est édifiante. Il commence par une déclaration infondée et en contradiction, déjà à l'époque, avec les meilleures publications dans le domaine (cf. Cochrane Collaboration¹⁴) : le peu d'efficacité des méthodes actuelles ! La raison, déclare-t-il, s'en trouve essentiellement dans le mode de gouvernance. Heureusement pour la France, une « coalition pour l'action » regroupe le monde de la santé et celui des affaires. Cette coalition va travailler en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : « *Il s'agit en outre d'inciter les gouvernements à utiliser les nouvelles technologies et les sciences comportementales [...]* » (p. 41).

Au-delà de la confusion majeure entre promotion de la santé et communication sur la santé, l'intention d'ingérence du WEF dans les politiques gouvernementales en santé publique est on ne peut plus explicite. Alors ? Qui décide ? Plusieurs organisations s'inquiètent de la tournure des choses, à commencer par la Fédération nationale de l'éducation et de la promotion de la santé (2011¹⁵). Linda Cambon¹⁶ rappelle que la promotion de la santé ne peut pas se réduire à une « [...] *contre-manipulation de consommateurs face aux stratégies marketing utilisées par l'industrie agro-alimentaire ou celle du tabac* » (p. 143). Voilà qui est dit ! Elle met en avant un autre abord du patient bien connu en psychologie de la santé où le soignant donne aux patients les moyens d'appréhender l'ensemble des facteurs de sa santé afin de développer sa capacité à agir sur ces facteurs. Cette pratique est appelée *empowerment* (l'accroissement du pouvoir d'agir). Une position plus respectueuse que celle proposée par le *nudge*.

En 2014, alors qu'Emmanuel Macron est ministre de l'Économie, la BVA *nudge unit* produit pour lui la première note. Le futur président souhaite une « *nudge unit* » au sein même de Bercy, mais le projet avorte. C'est lors de sa campagne présidentielle qu'il fait à nouveau appel au service de la BVA. Des slogans et des visuels vont être utilisés pour rendre le message « plus clair ». Il est probable que les hésitants aient pu être conduits à voter pour Macron grâce (ou à cause) des sciences comportementales. En 2017 est créé au sein de la Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) un département en sciences comportementales¹⁷. Il conseille le Service d'information du gouvernement (SIG). Différents chercheurs en neurosciences cognitives constituent l'équipe (Chabal, 2021¹⁸). Nous trouvons, dans le domaine de la santé, divers projets : « Encourager la pratique sportive », « Réduire la prescription d'antibiotiques en médecine de ville », ou encore « Faciliter une utilisation raisonnée des écrans chez les enfants » (rapport du 15 juillet 2022¹⁹). Stephan Giraud, directeur du service, nous assure qu'ils cherchent à comprendre, mais pas à influencer. Et pourtant, c'est bien à influencer que servent les sciences comportementales dans ce contexte. Les chercheurs, dont j'ai fait partie, ne s'en cachent d'ailleurs absolument pas. Le critère d'efficacité dans les études est en premier lieu le changement de comportement. Inutile de jouer les vierges effarouchées. Toute la question reste de savoir comment ce « changement de comportement » advient. Là réside tout le nœud du problème.

LE NUDGE PAR TEMPS DE CRISE SANITAIRE

Durant la crise sanitaire, c'est surtout la BVA qui aura à se prononcer pour préparer à l'éventualité d'un second confinement. Elle va émettre une note dès mai 2020. J'ai failli tomber de ma chaise en la lisant. Voici les conseils : produire, en amont, un indicateur objectif et « scientifique » avec un seuil qui sera déterminant (la bonne blague²⁰), réaliser un rendez-vous journalier qui rende compte de cet indicateur, créer une carte de France présentant l'indicateur dans chaque département selon une colorimétrie, communiquer sur un volet émotionnel positif (« *Yvette a pu être prise en charge dans l'hôpital de son département* »), mettre en scène les gens pour qui nous faisons le sacrifice (personnes fragiles, âgées, soignants), faire soutenir le reconfinement par les restaurateurs. Quand je lis ces lignes, j'éprouve un vague malaise. Pas vous ? Toute la communication du gouvernement tient dans une note de quatre pages produite par des professionnels du marketing.

Le 1^{er} décembre 2020 un texto est adressé à l'ensemble des Français. Le message recommande de télécharger l'application TousAntiCovid pour garder le contrôle de l'épidémie (?). Le message assure que plus de 10 millions de Français utilisent déjà l'application (premier mensonge²¹), que l'application permet d'être alertée plus tôt en cas de contact avec le virus (second mensonge) et qu'elle donne accès à un test (en plus d'être faux, la république tente de rompre avec l'égalité). Techniquement, ce message utilise de manière grossière les ficelles de la norme sociale et du cadrage : agir pour sa santé en accentuant la responsabilité de l'individu. La formidable idée du passe sanitaire apparaît fin 2020 dans le *New York Times* : un article enthousiaste rédigé par Richard Thaler (décidément, il est partout). Pour encourager les récalcitrants à la vaccination il faut offrir un avantage à ceux qui ont été vaccinés. Ledit passeport pourrait être accessible sur téléphone portable et devrait inclure une pièce d'identité avec photo pour pouvoir conditionner l'accès à différents lieux : transports, restaurants, campus, etc.. Thaler dérape, le *nudge* aussi. En fait, il ne s'agit pas d'offrir un avantage aux vaccinés, mais de fortement désavantager les non-vaccinés ! Il retranche plus qu'il n'ajoute. C'est d'une hypocrisie crasse.

La France de Macron bascule le 12 juillet 2021. Le passe sanitaire (qui deviendra passe vaccinal) est institué et transforme le libre choix en contrainte. Les citoyens au comportement « non attendu » sont privés de sorties et peuvent jusqu'à perdre leur emploi. Le bon vieux paternalisme « à la Papa » fait son grand retour. Olivier Véran ne cessera de clamer haut et fort la liberté des Français, mais on peut faire une croix sur la philosophie libertarienne. Est-ce surprenant ? La technique du *nudge* porte en elle ce qui est susceptible de la rendre autoritaire : les gens sont irrationnels, il faut donc les rectifier. Alors pourquoi reculer devant l'extorsion de consentement ?

En France, lors du premier confinement, le Service d'Information du Gouvernement (SIG) sollicite la BVA *nudge unit* tous les deux ou trois jours pour fournir des réponses comportementales sur différentes thématiques. Les notes et conseils seront fournis *pro bono* (gratuitement) jusqu'en septembre où un contrat antérieur de 50.000 euros annuel est activé. La BVA participe à la campagne de vaccination. Le 4 janvier 2021, McKinsey est à son tour sollicité avec d'autres : Accenture, JLL, Citwell (Chabal, 2021²²). En avril 2021, un appel d'offre de 800.000 euros est lancé par le Service d'Information du Gouvernement (SIG) pour la fourniture de prestations de conseils en « économie comportementale ». Sur plusieurs années il concerne, entre autres : l'usage des applications, la vaccination et la conversion aux énergies vertes (2021²³).

Au Luxembourg, le cabinet de conseil McKinsey fait parler de lui dès 2014. Il est sollicité par le ministère des Finances : 450.000 euros pour 6 semaines de travail. L'affaire fait scandale. À l'époque le ministre des Finances, Pierre Gramegna, reconnaît que sa fille travaillait chez le prestataire de service. Xavier Bettel, alors premier ministre, doit voler à son secours pour clore l'affaire. Mai 2017 : McKinsey propose des coupes rases dans le budget de l'Université et de la masse salariale. En interne, la crise conduit à la démission du recteur, Rainer Klump. Après analyse, il s'avère finalement que l'Université est excédentaire et que les propositions faites par McKinsey ne pourraient aboutir qu'à une dégradation de ses missions. Quelle ironie : McKinsey dépeçant l'université. Le privé a toujours eu un grand mépris pour les institutions publiques.

Le cabinet de conseil serait à nouveau sollicité durant la crise sanitaire. Le journaliste du Lux Wort s'interroge sur la composition des membres de la cellule de crise mise en place durant la première vague et sur la présence potentielle de conseillers McKinsey (« *Wir ducken uns nicht weg* », 27 avril 2020, Luxemburger Wort). Bettel répond par l'argument de protection des données concernant les personnes (*sic*). Contrairement au titre de l'article, l'opacité est totale.

En Belgique, les cabinets de conseils Deloitte, McKinsey, Roland Berger et EY ont été sollicités pour la gestion de l'épidémie, la planification des tests et l'organisation de la vaccination. Le tout pour 10 millions €. Le travail n'est pas remis en question, contrairement au montant des prestations. Et pourtant ! Dix millions d'euros pour... faire un bilan de l'état de recherche actuelle en science comportementale et distiller des conseils !? N'importe quel enseignant-chercheur en santé publique rêverait de recevoir une telle somme pour un labeur si modeste. McKinsey est ainsi rémunéré 394.000 euros pour 6 semaines de conseils. Roland Berger : 2,4 millions d'euros pour 40 jours ouvrés de conseils soit 60.000 euros/jour. Ils ont prétexté le fait que les administrations étaient débordées... mais quelle équipe de chercheurs ne mettrait pas ses projets temporairement de côté (40 jours rappelez-le) pour que son laboratoire puisse recevoir de tels financements ?

Que de bonnes intentions instillées grâce au *nudge*, et toutes basées sur les « recherches scientifiques » ! Mais de quelle science parle-t-on ? Plongeons dans PubMed pour comprendre.

LA PSYCHOLOGIE AU SERVICE DU PROJET POLITIQUE

N'en déplaise aux médecins de plateaux, PubMed n'est pas le nom d'un club de vacances. Ce moteur de recherche référence plusieurs milliers de revues médicales ou de disciplines connexes à la santé comme la psychologie de la santé. Y entrer quelques mots clefs permet de se faire une idée de l'état des connaissances issues de la recherche à un temps t²⁴.

Le *nudge* intéresse les chercheurs en sciences comportementales depuis plus de 10 ans pour encourager les campagnes en santé publique. Les avis divergent et les batailles sont parfois âpres quand elles ne sont pas cocasses (deux publications qui défendent l'opinion inverse dans le même numéro : Oliver, 2011²⁵ ; Rayner & Lang, 2011²⁶). Les publications sur l'incitation à la vaccination contre le Covid-19 ne manquent pas (Andraweera, Wang *et al.*, 2023²⁷ ; Dai, Sacardo *et al.*, 2021²⁸ ; James, Bokemper, *et al.*, 2021²⁹ ; Jensen, Ayers & Koskan, 2022³⁰ ; Renosa, Landicho *et al.*, 2021³¹ ; Terrell, Alami, Krewski, 2023³²). Plusieurs d'entre elles testent différents *nudges* pour vaincre « l'hésitation vaccinale » (vaccine hesitancy, VH) habituellement définie comme « la réticence ou le refus à se faire vacciner malgré la disponibilité des vaccins ».



Un profil des personnes hésitantes a même été dressé : les gens de couleur, ceux qui ont des idées conservatrices en politique, sont sans éducation post-secondaire, avec un faible statut socio-économique, ne se sentant pas concernées par le Covid-19 (Dhanani & Franz, 2022³³ ; Muhajarine, Adeyinka *et al.*, 2021³⁴). En tant que « non-vaccinée », je constate avec ravissement que je ne correspond à aucun des facteurs énoncés. Ah, prédire... vieux rêve des hommes ! Les sibylles d'hier sont devenues les modélisateurs d'aujourd'hui.

Une étude soumise à publication le 20 octobre 2021 (détail important) de Jensen, Ayers & Koskan (2022³⁵) teste l'efficacité de divers messages vidéo. Les chercheurs souhaitent fournir aux gouvernements et aux autorités sanitaires des outils pour convaincre les plus réticents à se faire vacciner. Les messages varient selon différents facteurs testés : sécurité des vaccins (« *Votre plus grand risque est de mourir dans des activités quotidiennes comme la conduite, et non de développer des réactions allergiques graves aux vaccins COVID-19* »), motivation-chantage (« *Il est important de se faire vacciner et cela est recommandé même si vous avez déjà guéri du COVID-19, car vous pourriez retomber malade* »), efficacité de la réponse (« *Les vaccins sont si efficaces que le risque d'être infecté par le COVID-19 est réduit de 90 % après deux doses* »), etc. Des petites affirmations qui trouvent difficilement leur justification scientifique et qui ne sont d'ailleurs même pas sourcées. Et pourtant ! Nous savions dès mars 2021 (6 mois avant l'envoi de l'étude à la revue !) que près de 2 % de la population pouvait développer des réactions allergiques aiguës suite à la vaccination (Blumenthal, Robinson *et al.*, 2021³⁶ ; Arby, 2021³⁷). Près de 2 %, c'est énorme ! Un risque bien plus élevé que la survenue d'un accident de la route. Les auteurs n'en disent strictement

rien, à moins qu'ils ne vérifient pas ce qu'ils assèment. Quant au chiffre de 90%, il correspond peut-être à l'étude publiée par Pfizer (Polak, Thomas *et al.*, 2020³⁸) mais le critère d'efficacité portait sur la mortalité, et non sur la transmission. D'où sort ce chiffre ?

Autre exemple : un essai clinique mené en 2022 teste des messages encourageant la vaccination chez les femmes enceintes (Andraweera *et al.*, 2023³⁹), alors même que les résultats des études vérifiant l'innocuité des vaccins pour cette population sont attendus pour fin 2026⁴⁰. Cette recherche, menée auprès d'une population aussi sensible que les femmes enceintes, souligne l'absence totale d'éthique. Mieux ! Une étude de l'Université de Yale (James *et al.*, 2021⁴¹), sélectionne (en juillet 2020) puis teste (en septembre 2020) des messages incitant à la vaccination. Je vous livre ici un petit florilège : « *Sûr et efficace* », « *Réduit le risque que des membres de votre famille tombent malades et meurent* » « *À quel point vous sentiriez-vous coupable ?* » « *À quel point seriez-vous gêné et honteux ?* », « *Les personnes qui ne se font pas vacciner ne sont pas courageuses mais imprudentes* » « *Vous risquez la santé des autres* », « *Les personnes qui rejettent la vaccination sont ignorantes ou confuses en ce qui concerne les données scientifiques* ». Je m'arrête là tellement j'ai la nausée. Ces formulations ne vous rappellent rien ? Que dire d'une recherche qui incite à la vaccination par le recours à la culpabilité et dont les affirmations sont absolument invérifiables puisqu'aucune donnée de sécurité n'a été publiée à l'été 2020 ? Je vous le confirme, la science peut être sans éthique. Nous avons la bombe atomique pour nous en convaincre et à présent la vaccination de masse contre le Covid-19.

Nous sommes devant l'expression manifeste d'une idéologie scientifique. Georges Canguilhem souligne combien cette pente savonneuse peut advenir lorsque la preuve expérimentale est longue à instituer (1977⁴²). L'idéologie scientifique se présente à chaque fois qu'un certain type de discours anticipe, du fait d'exigences d'ordre pratique, les résultats de la recherche.

Ainsi, le contenu du message n'a d'intérêt que du point de vue du service qu'il rend à l'idéologie elle-même : la vaccination n'importe quel prix, fût-il humain. Ces chercheurs font consciencieusement leur travail dans le domaine des sciences comportementales. Ils ne cherchent pas à mentir ou à énoncer une vérité. Nulle perversion. Simplement des recherches conduites sans réflexivité sur le savoir produit. Ils testent des énoncés locutoires. Point.

Mais le « *nudgeant* » n'est-il pas censé être celui qui détient le savoir pour le « *nudgé* » ? Est-ce encore du *nudge*... ou de la propagande ? Les études répondent à l'un des critères essentiels de celle-ci : se focaliser sur la technique seule en tant qu'influence des masses. Hitler l'avait très bien compris. Le contenu des messages est exclusivement au service de la technique d'influence et de l'idéologie (Kracauer, 1938⁴³). En tant qu'enseignant-chercheur, nous devrions nous insurger contre de telles pratiques. Elles ne conduiront qu'à la méfiance et la défiance de la population vis-à-vis de la médecine et de la recherche. Et elle aura bien raison.

LE PÈRE EST MORT ? VIVE LA SCIENCE !

Ne nous y trompons pas. C'est bien parce que le patriarcat est en chute libre dans nos sociétés que le *nudge* et la propagande pseudo-scientifique ont pris une telle place. En effet, l'autorité ne fait plus vendre. Les maîtres sont remis en question et celui qui se prétend le chef est regardé avec un vague rictus. Alors comment maintenir le pouvoir ? L'art d'influencer entre alors en scène. Il existait déjà auparavant, mais avec l'aide de la technoscience il peut prendre son plein essor et être systématisé, administré, rationalisé.

Pourquoi l'art d'influencer épouse aussi bien la science ? La dimension universalisante des deux parties constitue certainement la clef. L'universel s'oppose au particulier. Adorno, penseur marxiste déçu, suggère que c'est dans la logique universalisante de la Raison que se trouve le mouvement d'anéantissement de la civilisation moderne en écrasant le particulier et l'individuel « en même temps que sa capacité

de résistance. » (Adorno, 1966⁴⁴). Le terme d'anéantissement est peut-être un peu fort (vous, cher lecteur, en êtes le parfait contre-exemple), mais dans nos sociétés nous voyons comment la raison cède progressivement le pas à la rationalisation puis à la rationalité technique, scientifique et instrumentale. Kraucouer (1922⁴⁵) note les conséquences de cette rationalisation dans notre vie quotidienne : quadrillage spatial et temporel, productivité, compétition, technicité, etc.

La religion est certes atone dans nos sociétés modernes mais pas la religiosité. Dieu est mort mais pas le ratio (*lat.* raison). Ce *ratio* est devenu lui-même un mythe (Adorno, 1974⁴⁶) ; le mythe de nos sociétés modernes. C'est lui qui règle les rapports entre les Hommes et c'est de lui que les Hommes attendent désormais les secours. Si le mythe est envisagé par Adorno telle une régression, nous soutiendrons plutôt que celui-ci est constitutif d'une société. Aucune civilisation ne peut y échapper, même si elle se veut aussi rationnelle que possible. La question serait plutôt de cerner comment ce mythe agit actuellement notre cité pour en comprendre les ressorts. Surtout lorsque le mythe prend appui sur « la technoscience », qu'elle dérive gentiment vers l'idéologie puis la propagande. La « technoscience » est alors en rupture complète avec la rationalité qu'elle prétend offrir aux pauvres êtres irrationnels que nous sommes. Personnellement, je pense que notre irrationalité est plutôt est une chance !

Barbara Houbre

Maître de conférences en psychologie clinique et psychologie de la santé, psychanalyste

- Cialdini R. (2004). *Influence et manipulation. Comprendre et maîtriser les mécanismes et les techniques de persuasion*. Paris : First Edition.
- Thaler, R. & Sunstein, C. (2003). Libertarian paternalism is not an oxymoron. *University of Chicago Law Review*, 70 (4), 1159-1202.
- Le terme libertarien est à distinguer de la logique libertaire relative au mouvement anarchiste. Le libertarien propose la liberté individuelle comme fin et comme moyen. Il se distingue également des libéraux par une approche minimaliste de l'État. Cf. Chabal, A. (2021). Souriez, vous êtes « *nudgé* ». Comment le marketing infiltre l'État. Paris : Éditions du Faubourg.
- Peut-être... Mais l'être humain est logique, simplement cette logique relève de l'inconscient et non de la rationalité. Je vais leur adresser personnellement quelques ouvrages de Freud.
- Freud restera toute sa vie très critique de l'usage qui sera fait de la psychanalyse par les Américains.
- Constituée de journalistes et publicistes, elle est connue pour la divulgation de ses messages mensongers.
- Notons que le subconscient est sans commune mesure avec l'inconscient freudien.
- Son lien de filiation à Freud, qu'il mentionnait à l'envi, semble surtout lui servir de carte de visite.
- Il plaide pour un gouvernement plus centralisé, pour supprimer la souveraineté de l'État, et il construit le premier parti politique qui s'appuie sur un système de clientèle.
- Bernays entend par là, les milliers de personnes de l'ombre qui font et défont les opinions. Il souligne combien le cercle des « influenceurs » peut se réduire en grimpaant dans la hiérarchie.
- Bernays, E. (1928). *Propaganda*, La découverte, 1927.
- Quelle ascension fulgurante !
- Professeur de psychologie à l'Université de Lancaster. Au moment de rédaction du rapport, il occupe la chair de l'Académie britannique des sciences sociales depuis 2009 et siège au conseil sur l'agenda global sur les maladies chroniques et le bien-être du Forum économique mondial à Genève. Il a été conseiller auprès de deux agences onusiennes : l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation internationale du travail.
- www.cochrane.org/ Cochrane Health Promotion and Public Health Field, www.vichealth.vic.gov.au/cochrane
- Cambon, L. & Ferron C. (2011). Opinion de la Fédération nationale de l'éducation et de la promotion de la santé sur le rapport « Nouvelles approches de prévention en santé publique ». *Santé publique*, 2(23), 143-149.
- Aujourd'hui professeur titulaire de la Chaire Prévention de l'Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement (ISPED) à l'Université de Bordeaux et membre du Haut conseil en santé publique.

- <https://www.modernisation.gouv.fr/loffre-daccompagnement-de-la-ditp/sciences-comportementales>.
- Chabal, A. (2021). Souriez, vous êtes *nudgé*. Comment le marketing infiltre l'État. Paris : Éditions du Faubourg.
- <https://www.modernisation.gouv.fr/publications/laproche-comportementale-un-levier-de-transformation-publique>.
- Le fameux calcul du taux de saturation des lits. Une tromperie éhontée : ils cumulaient les patients covid des services de réanimation + service de surveillance continue + service des soins intensifs. Ils divisaient ensuite cette somme uniquement par le nombre de lits de réanimation (le plus petit des trois services, là où il y a le moins de lits !!). Les taux grimpaient artificiellement. On pouvait passer d'un taux d'occupation de 19 % à 62 %. Le soir à la télé ça faisait son p'tit effet. Cet indicateur, comme le rappelle Alice Desbiolles, médecin en santé publique et épidémiologiste, ne peut pas constituer un critère objectif pour conduire des actions en santé (8 février 2022, commission des affaires sociales). Autrement dit : il ne sert à rien, sauf peut-être à faire peur...
- En date du 1^{er} décembre, « seules » 51.000 personnes s'étaient signalées auprès de l'application.
- Ibid.*
- Les communicants de Matignon se convertissent au « *nudge* ». La lettre A, le quotidien de l'influence et des pouvoirs, 20 avril 2021, https://www.lalettrea.fr/action-publique_executif/2021/04/20/les-communicants-de-matignon-se-convertissent-au-nudge,109659394-gra.
- Pubmed (medline) est le plus renommé. Les plus sollicités sont Science Direct, Ebscohost, Access Science, Google Scholar, Oxford Journal et PsycInfo.
- Oliver, A. (2011). Is nudge an effective public health strategy to tackle obesity? *Yes*. *British Medical Journal*, 342. <https://doi.org/10.1136/bmj.d2168>
- Rayner, G. & Lang, T. (2011). Is nudge an effective public health strategy to tackle obesity? *No*. *British Medical Journal*, 342. [10.1136/bmj.d2177](https://doi.org/10.1136/bmj.d2177)
- Andraweera, P.H., Wang B., Danchin M., Blyth C. et al. (2023). Randomised controlled trials of behavioural nudges delivered through text messages to increase influenza and COVID-19 vaccines among pregnant women (the EPIC study): study protocol. *Trials*, 24(454). [10.1186/s13063-023-07485-9](https://doi.org/10.1186/s13063-023-07485-9)
- Dai H., Saccardo S., Han M.A., Roh L., Raja N. et al. (2021). Behavioural nudges increase Covid-19 vaccinations. *Nature*, 597, 404-409. <https://doi.org/10.1038/s41586-021-03843-2>
- James E.K., Bokemper S.E., Gerber A. S., Omer S. B. & Huber G. A. (2021). Persuasive messaging to increase COVID-19 vaccine uptake intentions. *Vaccine*, 39, 7158-7165. <https://doi.org/10.1016/j.vaccine.2021.10.039>
- Jensen, U.T., Ayers S. & Koskan A.M. (2022). Video-based message to reduce COVID-19 vaccine hesitancy and nudge vaccination intentions. *PLoS ONE*, 17(4), 1-17. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0265736>

- Renosa M.R., Landicho J., Wachinger J., Dalgish S. H. et al. (2021). Nudging toward vaccination: a systematic review. *BMJ Global Health*, 6, 1-20. <http://dx.doi.org/10.1136/bmjgh-2021-006237>
- Terrell R., Alami, A. & Krewski D. (2023). Interventions for COVID-19 vaccine hesitancy: a systematic review and narrative synthesis. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 20, 1-17. [10.3390/ijerph20126082](https://doi.org/10.3390/ijerph20126082)
- Dhanani L.Y. & Franz B. (2022) A meta-analysis of COVID-19 vaccine attitudes and demographic characteristics in the United States. *Public Health*, 207, 31-38. <https://doi.org/10.1016/j.puhe.2022.03.012>
- Muhajarine N., Adeyinka, D.A., McCutcheon J., Green J. et al. (2021). COVID-19 vaccine hesitancy and refusal and associated factors in an adult population in Saskatchewan, Canada: Evidence from predictive modelling. *PLoS ONE*, 16, 1-18. [10.1371/journal.pone.0259513](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0259513)
- Ibid.*
- Blumenthal K.G., Robinson L.B., Camargo C.A., Shenoy E.S., Banerji A., Landman A.B., Wickner P. (2021). Acute Allergic Reactions to mRNA COVID-19 Vaccines. *JAMA*, 325(15):1562-1565. doi: 10.1001/jama.2021.3976
- Arby, S. (2021). Covid-19: researcher blows. <https://doi.org/10.1136/bmj.n2635>. La proportion des réactions allergiques aiguës (près de 2%) prouve que les données de sécurité du vaccin fournies par Pfizer ont été falsifiées. Sur leur échantillon de 21 720 personnes vaccinées : aucune réaction allergique !
- Polack F.P., Thomas S.J., Kitchin N., Absalon J. et al. (2020). Safety and Efficacy of the BNT162b2 mRNA Covid-19 Vaccine. *N Engl J Med*, 383(27), 2603-2615. doi: 10.1056/NEJMoa2034577
- Ibid.*
- https://www.ema.europa.eu/en/documents/rmp-summary/comirnaty-epar-risk-management-plan_en.pdf
- Ibid.*
- Canguilhem, G. (1977). *Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*. Paris : VRIN.
- Kracauer, S. (2020). *Le caractère de la propagande totale*. Cinéma, masse et propagande : autour de Kraucouer et Benjamin. Germanica, 2(66), 37-50.
- Adorno, T. W. (1966). Éduquer après Auschwitz. In T. W. Adorno (Ed.) *Modèles critiques. Interventions – Répliques*. Paris : Payot. 1984.
- Kracauer, S. (1922). *Le roman policier. Un traité philosophique*. Paris : Payot. 1981
- Horkheimer M., & Adorno, T. W. (1974). *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*. Paris : Gallimard.

Autoritarisme, nouvelles discriminations, surveillance numérique... Où va la démocratie en Europe ?

Entretien avec Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherche au CNRS. Dernier ouvrage en date : Défendre la démocratie. Une sociologie engagée, Eoliennes, 2023.

La mise en œuvre du certificat Covid numérique de l'Union européenne a connu, tout compte fait, peu de résistance et sa remise en question demeure encore aujourd'hui très discrète (dans les médias, les organes gouvernementaux, etc.). Qu'en penser ?

J'en pense la même chose que pour tous les « pass sanitaires » équivalents mis en place par la plupart des gouvernements des pays occidentaux en 2021. Cette question est fondamentale pour au moins quatre raisons qui resteront déterminantes et qui le resteront si aucun débat digne de ce nom n'arrive dans les mois et les années qui viennent. Premièrement, le certificat Covid est un ensemble de mesures qui ne reposent sur aucun fondement scientifique et qui sont inefficaces du point de vue de la santé publique, rappelons-le. Tous les discours qui les ont justifiées affirmaient que les vaccins à ARNm allaient permettre de stopper l'épidémie en empêchant la contagion. « *Vaccinez-vous, si vous ne le faites pas pour vous, faites-le pour protéger les autres* ». C'est ce principe de morale collective qui était central et qui culpabilisait les non-vaccinés (des égoïstes, des salauds en fin de compte !). Or ceci est tout simplement faux. Le fait d'être vacciné une, deux, trois ou même dix fois n'empêche ni d'attraper le virus, ni de le transmettre. Je l'ai écrit dès le mois de juillet 2021 au vu de ce que disaient tant les médecins que j'interviewais que les données statistiques qui montraient clairement qu'aucun des pays ayant déjà vacciné la très grande majorité de leur population ne voyait l'épidémie disparaître ou même régresser. Au contraire, à l'été 2021, face à l'arrivée du variant « Delta », ces pays connaissaient exactement la même épidémie que ceux qui n'avaient pas ou peu vacciné. Les essais cliniques de Pfizer et de Moderna n'ont jamais été destinés à tester l'effet des vaccins ARNm sur la transmission, mais seulement sur la protection individuelle. Pfizer l'a du reste redit officiellement le 10 octobre 2022 devant le Parlement européen. En résumé : « *Toutes ces discriminations entre vaccinés et non-vaccinés reposaient en réalité sur du vent.* »

Deuxièmement, tandis que la lutte contre les discriminations (selon la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, etc.) s'affiche partout au nom des Droits de l'Homme, et qu'elle constitue un repère important pour à peu près tous les partis politiques à l'exception de l'extrême droite, voilà que ces mêmes personnes et formations politiques ont créé un ensemble de mesures organisant une nouvelle forme de discrimination fondamentale entre citoyens. Selon que vous serez vacciné ou pas, vous pourrez ou pas exercer vos droits et vos libertés fondamentales de citoyens. Rappelons-nous là aussi la violence des commentaires politiques et journalistiques, entre ceux qui voulaient jeter en prison les non-vaccinés, leur refuser l'accès aux systèmes de soins ou encore leur couper les allocations sociales. La regrettée Michèle Rivasi avait parfaitement raison lorsqu'elle a parlé d'une logique d'apartheid, et cela aurait dû constituer un électrochoc au sein des mouvements de gauche et de l'écologie politique, les sortir de leur grave léthargie (voir à ce propos l'entretien avec Toby Green¹). Toutes ces mesures, en plus d'être inefficaces du point de vue de la santé publique, sont en effet extrêmement dangereuses du point de vue démocratique. Dans un autre contexte, elles auraient fait se dresser les cheveux sur la tête de n'importe quel démocrate de base qui aurait juré sur la tête de ses enfants que lui vivant jamais ne participerait à créer un nouveau genre de discrimination fondamentale, se référant

probablement à 1789 (Déclaration française des droits de l'Homme et du Citoyen) et 1948 (Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU). La plupart de ces personnes ont pourtant avalisé des mesures en totale contradiction avec leurs valeurs officielles (y compris de très nombreux magistrats dont c'est pourtant la mission première que d'être des garants de la liberté), ayant subi une pression extrêmement forte en ce sens. Chez certains, les émotions ont joué un rôle décisif. Ils ont paniqué face aux discours prédisant une hécatombe sans précédent. Le conformisme joue aussi un rôle central, qui fait disparaître tant la réflexion que la responsabilité individuelle : puisqu'apparemment tous les autres le disent ou le font, je n'ai qu'à suivre le mouvement. Mais cela ne suffit toujours pas. Pour que le troupeau des moutons suive, il faut aussi des *leaders* (plus précisément des *key opinion leaders*) qui les entraînent, les motivent, leur donnent des arguments et les surveillent. Ce qui nous amène à la question à mille euros : qui avait un intérêt à pousser aussi fort en ce sens ?

À présent, l'UE s'inspire du « pass sanitaire » pour mettre en œuvre un « portefeuille d'identité numérique » qui serait constitué des données de ses utilisateurs comme par exemple l'état civil, le permis de conduire, les diplômes, les données financières, certificats de santé, etc. Il serait utilisé dans les transports, les services bancaires, les établissements de soins de santé, etc. Victorien Solae nous met en garde face à une forme de crédit social européen². Nous dirigeons-nous vers une forme de « totalitarisme démocratique » ?

Solae a raison. Comme l'on également écrit récemment mes collègues Pauline Elie et Pierre-Antoine Chardel, « *jugeant et notant les actes des citoyens (bons ou mauvais), le système de crédit social instigué en Chine est en train de s'établir en Europe de manière aussi subtile et insidieuse que dans l'empire du Milieu* ». Nous assistons en effet à une offensive politico-industrielle qui, sous couvert de « simplification » et de « facilitation », profite des technologies numériques pour renforcer la surveillance et le contrôle des citoyens³. La tendance est ancienne, analysée notamment par Shoshana Zuboff dans son maître-livre⁴. La crise du Covid aura été un formidable accélérateur de ces processus. On constate un peu partout en Europe le renforcement de la vidéo-surveillance et du contrôle numérique des populations, ainsi que leur fichage biométrique et génomique avec attribution de codes QR aux individus. De plus, en 2021, le règlement européen « *établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle* » a bel et bien introduit la notion de « note sociale ». Mes collègues relèvent également que, depuis l'été 2022, les villes de Rome et de Bologne proposent à leurs administrés un portefeuille d'identité numérique visant à « *encourager un comportement vertueux* » du point de vue écologique. À Rome, le « citoyen vertueux » peut ainsi gagner des « points » qui seront « *convertis en récompenses (biens et/ou services durables) offertes par la ville et ses partenaires* » (privés). Tout ceci se veut évidemment incitatif et facultatif pour le moment, mais peut aussi être vu comme un cheval de Troie très inquiétant pour l'avenir. Parler de « totalitarisme démocratique » est cependant un oxymore. Le totalitarisme est en réalité le pire ennemi de la démocratie. Entendons-nous sur les mots (idées que je développe dans *Défendre la démocratie*). Dans le langage courant et dans la pensée politique simplette qui règne actuellement dans le débat public, le totalitarisme est conçu comme un régime politique dans lequel un parti unique impose par la contrainte

sa volonté à toute la société. Il est dès lors commode de lui opposer le modèle de la démocratie représentative dans lequel la libre compétition électorale garantirait la liberté des citoyens. Or c'est là une conception simpliste et réductrice, qui confond dictature et totalitarisme. Hannah Arendt (*Les origines du totalitarisme*, 1951) a montré de longue date que le totalitarisme (dont l'étymologie est « totalité ») est bien plus qu'un régime politique, c'est un projet de domination totale du corps et de l'esprit des citoyens afin de les transformer en une « masse » indifférenciée. En ce sens, le totalitarisme abouti est la société imaginée par un autre grand penseur du XX^e siècle, George Orwell. Pour simplifier, le propre du totalitarisme réside dans sa façon de concevoir et de gérer la société comme un ensemble monolithique, une masse indifférenciée, un troupeau, du bétail humain. C'est la négation de l'individu, au sens de l'individualité, du sujet. Dès lors, ses droits en tant que personne humaine disparaissent purement et simplement devant ses devoirs de soumission et de conformation à ce que l'État a défini comme bien et bon pour tout le monde.

Le totalitarisme profite aujourd'hui de moyens technologiques décuplant sa puissance, mais ses racines sont plus profondes et résident probablement dans le fait étatique lui-même, dès lors qu'il n'est pas seulement une rationalisation bureaucratique de la vie collective, mais également une tentative d'imposer à tous les membres de la société une unique façon de penser et d'agir. Il crée alors un nouveau type d'ennemis de l'intérieur à combattre et institue les moyens de les réprimer. En d'autres termes, l'État menace de devenir totalitaire dès lors qu'il produit ou adopte une idéologie, un dogme voire une religion d'État. Ce « *lien organique entre l'État et un dogme* » (comme disait l'historien Bartolomé Bennassar, spécialiste de l'Inquisition espagnole), que ce dogme soit laïc ou religieux, est le fondement de la barbarie totalitaire, et il se rencontre dans de multiples sociétés bien plus anciennes, comme lorsqu'en Europe, à partir de la fin du Moyen Âge, de grands États se sont progressivement reconstruits en adoptant le catholicisme comme religion officielle. L'Inquisition fut une manifestation de ce totalitarisme en germe. Et il faudra attendre la seconde moitié du XVIII^e siècle pour voir ce lien organique se défaire, une déchristianisation partielle s'opérer et de nouvelles aspirations à la liberté s'épanouir, ce que l'on nomme couramment « les Lumières ». Au cœur de ce mouvement, parallèlement à la question de la démocratie, se trouvent non seulement les principes nouveaux de libre-arbitre et de liberté de penser, mais aussi « *les notions d'indépendance, d'inviolabilité et donc d'autonomie du corps de l'individu* », toutes choses qui marquent « *l'avènement de l'individu indépendant dont l'interaction sociale doit respecter l'autonomie* », comme dit Lynn Hunt⁵.

C'est cet esprit des Lumières qui est aujourd'hui en grand danger. Et pour le comprendre, il nous faut relire Michel Foucault. Dans *Surveiller et punir* (1975), il a décrit ce qu'il appelle le « *rêve politique de la peste* », un rêve de disciplinarisation absolue des corps et des esprits au nom de la Raison médicale. Un axe central de sa pensée tourne autour de cette constitution de l'État puis du capitalisme à travers la volonté de dominer et de discipliner non seulement les esprits, mais aussi les corps. L'incroyable gestion politico-sanitaire de la crise du Covid aurait sans doute à la fois passionné et épouventé Foucault. Nous vivons en effet une sorte d'aboutissement de ce « *biopouvoir* » que le philosophe-historien s'est attaché à mettre en évidence et à combattre toute sa vie.

Barbara Houbre (cf. « Le nudge au service de la propagande sanitaire », dans ce numéro) dénonce la pratique du nudge qui consiste en « l'incitation indirectement de tout un chacun à adopter le comportement attendu. Influencer, sans contrainte, ou plutôt sans donner le sentiment de contraindre ». Aussi sournais-il, peut-on réellement considérer cette méthode comme « anti-démocratique » ?

Oui, Barbara Stiegler y insiste également. Toutefois, pour ma part je n'emploie pas ce terme de « nudge ». En effet, nous sommes souvent abusés par l'introduction de mots anglais à la mode qui désignent le plus souvent des choses plus anciennes, que l'on retrouve chez Edward Bernays. En l'occurrence, il s'agit de techniques visant à influencer le comportement des individus, en s'inspirant des recettes classiques du marketing commercial et de la propagande politique. Par ailleurs, nous savons depuis plus de 60 ans que la propagande d'État n'est pas réservée aux dictatures. Les démocraties pratiquent ce que Jacques Ellul appelait « la propagande de conformisation ». Dans *Propagandes*, en 1962, il écrivait que « dans une démocratie, il faut associer les citoyens aux décisions de l'État. C'est là le grand rôle de la propagande. Il faut donner aux citoyens le sentiment d'avoir voulu les actes du gouvernement, d'en être responsables, d'être engagés à les défendre et à les faire réussir ».

Dans le tome 1 de *La Doxa du Covid*, j'ai écrit un chapitre intitulé « Le viol des foules par la propagande politique » (en référence au célèbre livre de Serge Tchakhotine paru en 1939), dans lequel je détaille la propagande du gouvernement français durant la crise du Covid. Sa base fut la peur qui permet de placer les sujets en état de suggestibilité⁶. La dramatisation de l'épidémie s'est donc d'abord appuyée sur des chiffres prétendant compter ou prévoir le nombre de personnes qui décèderaient du Covid. Ensuite, le gouvernement a promu dans les médias une série d'« experts » venant certifier le bien-fondé de cette peur et des décisions politiques prises en son nom. On reconnaît ici la technique de propagande « blouses blanches et galons », qui consiste à « faire appel à des individus, généralement considérés comme des leaders d'opinion, disposant de par leur titre, grade ou mandat, d'une autorité sociale susceptible de bénéficier d'une crédibilité sans rapport avec leurs propos et de provoquer chez leur audience une adhésion à leurs idées, arguments ou actions », comme l'écrit Etienne Augé⁷. De là l'omniprésence des « médecins de plateau », ces « experts » auto-proclamés venant dire la

bonne parole dans les médias. La connivence avec le pouvoir est flagrante. En France, Marc-Olivier Fogiel, directeur général de BFMTV, avait vendu la mèche assez vite. Dans un entretien à *Ouest France*, le 17 mai 2020, après s'être félicité de l'audience « historique » acquise par son média dès le début de la crise, il expliquait tranquillement : « J'ai travaillé au tout début avec l'AP-HP [Assistance publique des Hôpitaux de Paris, dont la direction est politique] et avec les médecins référents du Comité scientifique [constitué par le gouvernement]. Nous avons établi une liste de médecins estampillés les meilleurs par spécialité et c'est à chaque fois vers eux qu'on s'est tourné ». Ainsi, donc, le gouvernement a donné aux médias non seulement les « bonnes informations » à relayer, mais aussi les « bons experts » pour les commenter à longueur de journées. En présentant la vaccination comme la seule alternative au reconfinement, il a également mobilisé un autre archétype de la propagande d'État qu'Augé nomme « le choix truqué ». Cela « consiste à proposer à un public un choix, comme s'il lui revenait de trancher et de choisir la meilleure option, tout en sachant à l'avance quel sera le résultat de cette consultation. Ainsi, le propagandiste met l'auditoire devant l'alternative entre un choix inacceptable qui sera nécessairement rejeté, et une option qui apparaîtra comme peu désirée mais inéluctable devant l'ampleur du danger qui menace. Bien entendu, la majorité, voire l'unanimité du public choisit la solution qui peut la sauver même si elle implique des restrictions et des efforts puisqu'elle n'a en réalité pas le choix. Ainsi, la foule a l'impression que l'on a requis son opinion, et se sent impliquée dans les décisions prises par le propagandiste. (...) On utilise le choix truqué principalement pour expliquer des sacrifices ou pour annoncer des mesures drastiques ». Enfin, les gouvernements ont recouru à ce que j'appelle la « technique de la grenouille ébouillante » en référence à la célèbre fable. Ils ont usé et abusé de cette cynique technique de contrainte en passant leur temps à jurer que telle obligation n'arriverait jamais ou que telle catégorie de la population ne serait jamais concernée, tout en réalisant la chose petit à petit. Ainsi la vaccination fut d'abord réservée aux personnes les plus âgées et aux professionnels de soins. Ensuite, elle a été élargie progressivement aux adultes des tranches d'âge inférieures, avant de passer aux adolescents, pour finir avec les enfants, sans oublier les femmes enceintes. Mais si nos chers élus avaient annoncé dès l'été 2021 que l'on injecterait une thérapie génique expérimentale à des enfants et des femmes enceintes, ils auraient rencontré beaucoup plus d'opposition.

Beaucoup de sont sentis démunis pendant la période d'application du passe sanitaire. Comment faire face demain à de nouveaux passeports du même type ?

Dans l'urgence et la contrainte, la meilleure réponse des victimes de cette nouvelle forme de discrimination est forcément la solidarité, l'entraide et la résistance active ou passive. Il y aurait de belles études à faire sur toutes les façons plus ou moins clandestines de résister à l'arbitraire, individuellement ou collectivement. Mais tout cela n'est que de la survie en milieu hostile. Le problème est à la source. C'est pourquoi j'espère et j'attends un sursaut démocratique. Non pas bien entendu de la très grande majorité de la population qui subit tout cela plus ou moins consciemment et qui, à part manifester dans la rue, n'a aucun moyen légal d'influer sur le cours des choses. Ni des politiciens qui nous gouvernent encore et toujours dans les logiques de conquête et d'accapement du pouvoir décrite il y a un demi-millénaire par Machiavel (*Le Prince*, 1532). J'attends ce sursaut de la part de toutes les personnes qui ont un pouvoir d'action ou d'influence, fut-il modeste. Je pense en particulier à ceux des intellectuels qui ont encore le sens de l'engagement collectif, aux associations de défense des Droits de l'Homme, aux rares journalistes encore libres de leurs investigations et de leur plume, aux magistrats et aux autorités administratives indépendantes. Cela demande réellement du courage car il faut dans un premier temps affronter les risques de mécontenter le pouvoir, de tendre ses relations avec sa hiérarchie, de voir son nom sali dans l'arène publique (médias et réseaux sociaux) et d'être éventuellement ostracisé par une partie de son propre milieu professionnel. Je suis bien placé pour en parler ! La seule protection contre ces risques est l'action collective. On ne peut rien et on risque tout si l'on est seul, tandis qu'à plusieurs on est toujours plus forts. Mais les années qui viennent seront cruciales, à mon avis. Si le conformisme, le chacun pour soi et la couardise l'emportent sur la nécessité de se battre pour préserver les droits et les libertés acquis par les générations qui nous ont précédées, alors c'en sera fini de la démocratie. Et ce ne seront pas d'affreux dictateurs d'extrême droite racistes et violents qui en seront la cause (c'est là un épouvantail commode qui permet à d'autres de se poser en rempart et de se faire élire ou réélire en passant au second plan l'évaluation de leur propre action politique). Ce seront des dirigeants libéraux, nationaux et européens, bien propres sur eux et affichant plein de bons sentiments, mais qui achèveront de détourner et subvertir les moyens des États et des organisations publiques internationales au profit du cartel d'intérêts privés que constitue le capitalisme financier⁸. Ce dernier pourra ainsi achever sa domination du monde, c'est-à-dire sa destruction progressive puisque cette association d'intérêts privés est mue par des logiques de prédation, de marchandisation, de consommation et d'accumulation sans fin. Fernand Braudel (*La dynamique du capitalisme*, 1985) nous en avait prévenus : « le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie à l'État, qu'il est l'État ». Nous ferions bien de nous en souvenir.

Propos recueillis à distance par Kaarle Parikka en décembre 2023.

Pour Info : une version longue de l'interview de L. Mucchielli sera publiée sur notre site

1. J. Rouchier, « Réflexions sur la soumission du monde académique durant la crise du Covid : entretien avec Toby Green », *Quartier Général*. Le blog de Laurent Mucchielli, 23 juin 2023 [en ligne].
2. V. Solae, « Le crédit social en Union européenne : des portefeuilles d'identité au passe sanitaire mondial », *Kairos*, 24 novembre 2023 [en ligne].
3. P. Elie, P.-A. Chardel, « Surveillance numérique des populations : vers un 'crédit social' en Europe ? », *Quartier Général*. Le blog de Laurent Mucchielli, 16 février 2023 [en ligne].
4. S. Zuboff, *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.
5. L. Hunt, « Le corps au XVIII^e siècle. Les origines des droits de l'homme », *Diogenes*, 2003, 3, p. 49-67.
6. L. Mucchielli, *La Doxa du Covid*, Tome 1 : *Peur, santé, corruption et démocratie*, Bastia, Eolienne, 2022.
7. Augé, *Petit traité de propagande à l'usage de ceux qui la subissent*, Bruxelles, De Boeck, 2^{ème} éd.
8. Je recommande ici la lecture du livre de Maxime Combes et Olivier Petitjean (*Un pognon de dingue mais pour qui ? L'argent magique de la pandémie*, Paris, Don Quichotte/seuil, 2022). Ils montrent que les centaines de milliards d'euros dépensés par le gouvernement français au nom de la doctrine du « quoi qu'il en coûte » n'ont en réalité quasiment pas bénéficié aux services publics ni aux populations les plus en difficulté, mais au contraire avant tout au secteur privé, à commencer par les grands groupes déjà les plus fortunés. Ils en concluent que ce nouvel interventionnisme d'État en temps de crise ne se fait pas du tout au service de l'intérêt général. Il s'agit plutôt de « l'extension sans fin du maquis des aides aux entreprises », l'État devenant « protecteur des intérêts économiques établis, assureur en dernier recours de la rentabilité du capital, organisateur de la socialisation des pertes et de la privatisation des profits ». Ils concluent à l'affirmation d'un *corporate welfare*, « un État-providence pour les entreprises privées ».



Créer un marché de la santé

L'hiver arrivant, avec ses frimas, se multiplient en conséquence les rhumes, gripes et autres affections peu graves, mais parfois fort handicapantes. On a dès lors vu surgir lors des séquences de publicité qui interrompent les émissions télévisées des pubs vantant l'action de divers médicaments. Sachant que l'automédication est fortement déconseillée, j'ai regardé pour vous 3 ou 4 séries de publicité. J'y ai compté pas moins d'une quinzaine de pubs¹ vantant divers remèdes. On trouve parmi ceux-ci des substances dangereuses en cas de prise trop importante (Dafalgan® ou Nurofen®). Et pourtant... La publicité n'est autorisée que moyennant le respect de certaines règles. Cette publicité ne peut pas être trompeuse et doit encourager un usage rationnel du médicament, sans en exagérer les propriétés. À ce titre, les mentions obligatoires relatives à un bon usage du médicament doivent être communiquées de manière lisible. En ce qui concerne la publicité auprès du grand public, seule la publicité pour les médicaments en vente libre (sans ordonnance) est autorisée, sous réserve d'un contrôle préalable à sa diffusion. En télévision et en radio, ce contrôle prend la forme d'un visa octroyé par le ministre de la Santé publique, sur avis de la Commission de contrôle de la publicité des médicaments. En outre, la publicité en faveur des médicaments et traitements médicaux ou en faveur des boissons alcoolisées doivent mettre gratuitement à la disposition du gouvernement, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, selon des modalités à convenir après concertation avec les éditeurs de services concernés, des espaces publicitaires destinés à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé ayant reçu l'accord des autorités compétentes, égaux à ceux consacrés à la publicité en faveur desdits produits ou services. En comparaison des nombreuses publicités, je n'ai vu aucune campagne d'éducation à la santé...

On peut donc constater que la plupart des publicités ne respectent pas l'ensemble de ces restrictions. Si le ministère de la Santé accorde des autorisations (est-ce douteux ?) à certaines des publicités, c'est qu'il a une vision très laxiste de ce que l'on peut accepter ou pas. En plus des effets toxiques de certaines des molécules mises en vente, l'automédication, laquelle incite les téléspectateurs, peut conduire à ne pas rendre une visite à un médecin, ce qui peut retarder la mise en évidence d'affections plus graves. Par exemple, n'oublions pas non plus que la grippe est une affection grave qui provoque bon nombre de décès. En plus des médicaments, on a aussi vu des publicités pour des pharmacies en ligne (Newpharma et Farmaline). Et pourtant, l'Auditeur de l'Autorité belge de la concurrence considère que les dispositions du Code de déontologie pharmaceutique prohibent le démarchage de clientèle, la publicité pour les ristournes et les cartes de fidélité... Quand on lit les publicités en ligne de ces officines², on constate une totale infraction à ces dispositions légales. Aussi, l'Autorité belge de la concurrence retient des griefs à l'encontre de l'Ordre des pharmaciens au sujet de la publicité pour des produits parapharmaceutiques et l'a condamné à une amende de 225.000€.

RÉPRESSION

On demande aux braves citoyens d'être sobres. Beaucoup d'entre eux essaient de modérer leurs consommations, électriques ou de biens. Mais, en totale contradiction, les publicités, de plus en plus agressives, poussent au contraire à une surconsommation. Cette stratégie de pousse-au-crime³ est surtout constatée pour les véhicules automobiles. On ne compte plus les publicités pour les énormes SUV ou les véhicules « 100% électriques » qui coûtent 10.000 à 15.000€ de plus que leurs équivalents thermiques. Des chiffres éloquentes objectivent ces dérives. La forte pression publicitaire induit une hausse de 5,3% de la consommation des ménages. En plus de provoquer cette surconsommation, la publicité entraîne aussi une augmentation des prix des produits. Les 500 milliards de dollars dépensés annuellement dans le monde par le secteur publicitaire se répercutent au final sur la clientèle. En France, l'industrie automobile dépense 4,3 milliards d'euros en mar-



Illustration : Lara Perez

keting. Ainsi, en moyenne, pour l'achat d'une voiture neuve, on paye 1.500€ de coûts publicitaires cachés. Par ailleurs, comme déjà dit, le pourcentage de gros véhicules lourds et puissants est surreprésenté dans la publicité par rapport au parc automobile existant. Les constructeurs dépensent 40% de plus pour faire la promotion d'un SUV que pour les autres types de voitures. Conséquence : l'évolution des prix de vente réserve de plus en plus l'achat d'un véhicule à une clientèle financièrement favorisée. En conséquence, la mobilité auto avance à marche forcée, avec des ventes de gros véhicules tirées vers le haut. Il est donc indispensable de s'attaquer au problème pour inverser la tendance.

C'est ce qu'ont voulu faire trois activistes liégeois. Devant la tour des finances de Bruxelles fut menée une action organisée aussi à Namur et à Liège. À cette occasion, des banderoles ont été détournées par les activistes. Cette pratique, appelée « brandalisme »⁴ est souvent utilisée et permet de railler la publicité en reprenant ses codes de façon parodique afin de sensibiliser à une cause. De cette façon, ils cherchaient à exprimer un mécontentement grandissant à l'encontre des véhicules polluants. D'autant plus que les firmes automobiles sont les parangons du *greenwashing* actuel : à savoir les véhicules électriques. Cette action militante internationale visait donc à sensibiliser quant à la fiscalité avantageuse allouée pour ces véhicules (prime à l'achat, voiture de fonction, etc.), dont on sait désormais qu'ils demeurent problématiques tant au regard de l'écologie que dans leurs chaînes de production, qu'importe ce que la propagande publicitaire veut faire croire.

Et pourtant, une résolution de la conférence européenne des ministres du transport datant de 1991 a remis un rapport. Celui-ci fait apparaître que les revendications portées par Liège Sans Pub étaient déjà partagées et même soutenues à l'époque par les ministres européens. L'on peut y lire la volonté que « la fiscalité des véhicules ne contrebalance pas mais contribue à limiter l'accroissement de la puissance et vitesse potentielle des véhicules » ou encore « qu'il soit mis fin à la publicité mettant indûment l'accent sur les caractéristiques de puissance et de vitesse des véhicules ». Tout à l'opposé, comme c'est de plus en plus le cas, la justice s'est attaquée à des activistes non violents. Le 30 novembre, au tribunal correctionnel de Liège s'est ouvert un procès à l'encontre des 3 activistes de la mobilité populaire et durable (membres de Liège sans pub), suite à une action menée en septembre 2022. Ils sont accusés d'avoir « subtilisé fraudeusement » deux banderoles publicitaires. Cette stratégie de la criminalisation de toute action, même symbolique, est généralisée. Ainsi, des actions de Greenpeace comme l'accrochage de banderoles sur des dispositifs polluants n'étaient autrefois pas criminalisées, mais sont aujourd'hui poursuivies en justice. Une dizaine de

militants de l'ONG en ont été victimes dans le port d'Anvers. Le mauvais exemple de la France influence-t-il les autorités belges ?

Greenpeace a dès lors délivré le message qui suit : « Nous observons une hausse des procès intentés aux militants et militantes écologistes et à Greenpeace. Nous sommes profondément inquiets. Inquiets face aux menaces répétées qui pèsent sur notre liberté d'expression. Greenpeace assure chaque jour son rôle de contre-pouvoir pour défendre l'intérêt général contre les intérêts privés et économiques de certaines industries. (...) Si ces procédures visent à nous intimider, cela ne fonctionne pas. Nous ne nous tairons pas. Si l'on tente de nous museler, c'est bien la preuve que nous visons juste, la preuve que nos actions dérangent ces multinationales dans leur quête de profit, au détriment de la planète et de la nature. »

UTILISATION DE LA JUSTICE

Si les firmes multinationales se servent de la justice (complice) pour effrayer les activistes, ceux-ci leur retournent la monnaie de leur pièce. Ainsi, l'organisation Eko (anciennement Sum of us) a développé la tactique suivante ; « L'été dernier, nous avons transmis à Meta une demande d'exercer votre droit d'opposition dans le cadre du RGPD et de refuser le marketing direct⁵ non désiré ainsi que l'utilisation abusive des données. Nous avons accordé largement assez de temps à Meta pour agir. Voyons à présent si cela a fonctionné... Et si cela n'est pas le cas, c'est-à-dire si Meta utilise toujours nos données personnelles à des fins de marketing »

Alain Adriaens

1. Nisivine, Dafalgan, Promagnor, Daflon, Camilia, Bio3, Bio frezze, Dolipran, Gaviskon, Smectalia, Neurofen, Strepsil... Ce dernier médicament contient de la lidocaïne dont les effets secondaires en cas de surdosage sont : paresthésies des extrémités et des lèvres, agitation, nausées, somnolence, acouphènes, vertiges, confusion, hallucinations, convulsions, dépression respiratoire, troubles du rythme, de la conduction cardiaque jusqu'à l'arrêt cardiaque.

2. Ainsi Newpharma annonce : « Des Réductions Toute l'Année sur nos 1.700 Marques. 39.000 Produits de Qualité. Des Milliers de Produits à Prix Réduits Livrés Chez vous. Des Réductions Toute l'Année. Prix Avantageux. Paiement Facile. Prix Réduits. Les prix les plus bas. » Plus racoleur que ça, tu meurs...

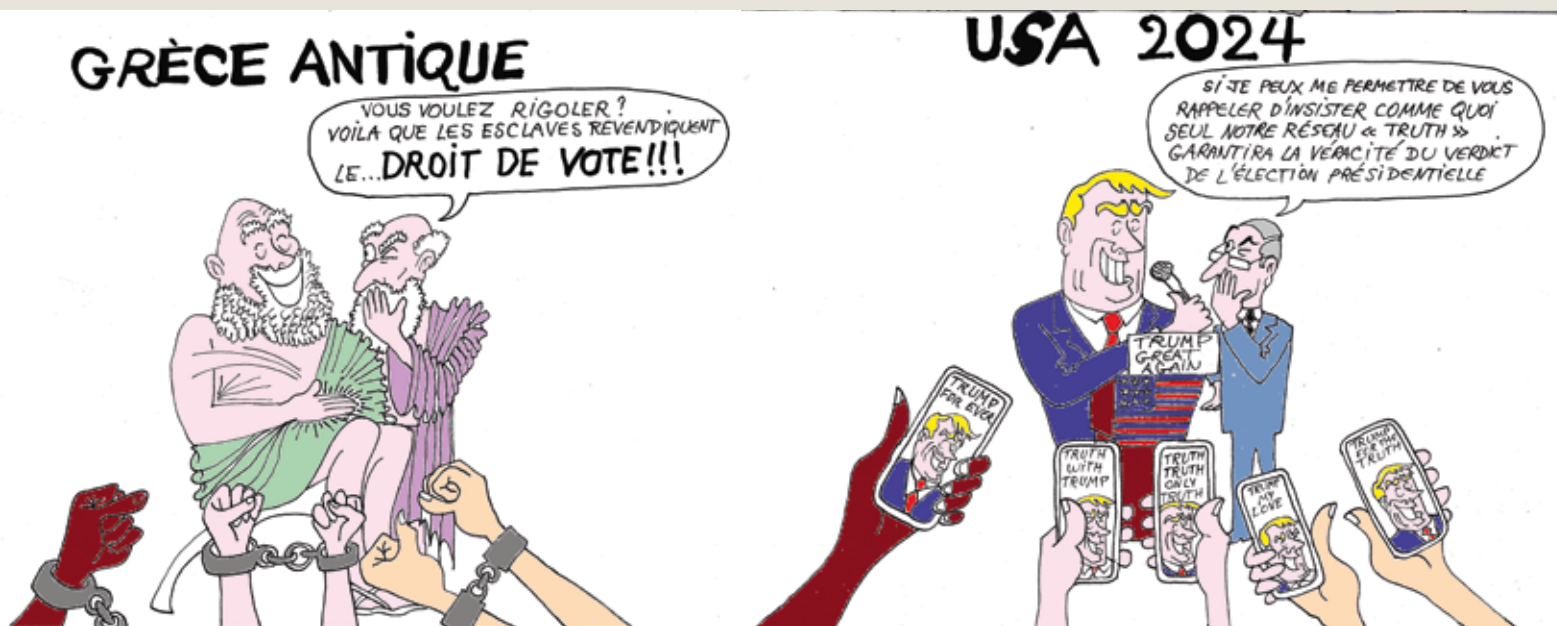
3. Ce qui incite à transgresser la morale, les usages, la loi.

4. Brandalisme (mot-valise mêlant brand, « marque » en anglais, et vandalism) est un collectif antipub, composé notamment d'artistes, né en 2012, dans le but de détourner les publicités présentes dans l'espace public à des fins militantes.

5. Une communication de marketing direct vise toutes les communications qui vous sont adressées directement dans le but de faire de la promotion d'une marque ou d'une personne, ou encore de présenter des services ou des produits, que ces communications soient sollicitées par vous ou non.

Démocratie ? Fin de partie !

La démocratie, c'est fini ! Aux États-Unis, si l'on en juge par le nombre d'essais publiés depuis 2 ans sur ce thème, c'est une certitude. Mais dans l'Union européenne (UE), nous faisons encore semblant d'y croire. Et si nous crevions l'abcès ? La démocratie représentative n'a été qu'une parenthèse dans l'histoire humaine, et nous vivons la fermeture de cette parenthèse.



Comment a-t-on pu qualifier Athènes de « démocratie », alors que les Athéniens du siècle d'or avaient besoin d'une multitude d'esclaves ? Peut-on parler de la « démocratie américaine » comme d'un modèle, alors qu'elle ne rejette pas le commerce triangulaire ? Quant à la France, la Terreur de 1793-1794 n'a-t-elle pas servi de modèle pour les pires régimes du XX^e siècle ? Ou encore : dans l'UE de ces 20 dernières années, l'imposition d'une Constitution par le biais du traité de Lisbonne, alors que le texte en avait été majoritairement repoussé par plusieurs peuples composant cette Union, constitue un déni majeur de démocratie. Ainsi, depuis l'Antiquité, la démocratie n'a jamais existé que comme un objectif, qu'il sembla possible d'atteindre à plusieurs périodes, mais qui s'est, au mieux, borné à la seule démocratie par délégation.

LE MONDE TEL QU'IL EST

Gaza. Ukraine. Amérique centrale : un dirigeant est élu par le peuple sur un programme qui aboutit à mettre en prison plus de 2% de ce même peuple ; Nahib Bukele, le président du Salvador, a en effet instauré un état d'urgence permanent pour lutter contre les gangs, mais « étend » cette lutte bien au-delà des seuls gangs et anéantit la liberté de s'exprimer. Argentine : le président nouvellement élu promet une politique destructrice de la société elle-même. Xi Jinping, Poutine ou Macron sont bien installés aux commandes malgré les dénis de démocratie incessants dont ils sont les responsables directs. Désormais, les structures fondamentales de la politique démocratique – si l'on suppose que le « peuple » aurait le désir d'exercer quelque pouvoir sur l'emploi de sa vie – sont toutes profondément ébranlées, au point d'en être inopérantes. D'ailleurs, pouvons-nous parler de ce *démos*, de ce peuple qui aurait formellement le pouvoir via ses représentants élus ? Mieux vaudrait parler de « foules » au sens de la psychologie des foules : des individus devant un orateur, qu'ils soient réunis dans un stade ou assemblés virtuellement, chacun devant son écran, individus fascinés par les propos du *leader* ou du journaliste au point de perdre tout sens critique et d'adhérer à ce qu'ils entendent, même si ces propos sont le comble de l'incohérence !

De plus, il faudrait prendre en compte, dans une telle vision des foules, le fait que les leaders politiques qui « parlent » et sont écoutés par les foules sont presque tous de dangereux psychopathes, le plus souvent des paranoïaques au sens clinique de ce terme : des individus qui ont le sentiment de leur exceptionnalité absolue et un mépris tout aussi absolu pour ces foules qu'ils fascinent. Or, ces psychopathes induisent dans les foules qu'ils dominent certains traits de leur psychologie pathogène personnelle. C'est ainsi que Macron a

développé chez beaucoup de Français l'idée que la « start-upisation » de l'entreprise (le fait de raisonner par niches, « gros coups », pseudo-inventivité...) était la meilleure stratégie. C'est lui encore qui a fait passer une loi sur le consentement (des adolescents à des relations sexuelles), ce qui correspond à ce que lui-même a subi étant jeune. De même, Trump a légitimé le coup de force en tant que possibilité politique en démocratie (même s'il a désavoué l'attaque du Capitole à demi mots), Modi a justifié le massacre de certains de ses concitoyens, en l'occurrence les musulmans (massacre qu'il a lui-même couvert sinon organisé au Gujarat en 1992). Et ainsi de suite. Incapables de nous unir sur le fond, nous nous divisons sur la pandémie, sur l'éducation, sur le sens même de la démocratie ou sur la fonction du militantisme. Nos groupes éclatent tous parce qu'il n'y a plus de capacité à nous réunir autour d'axes fondamentaux. Oserions-nous dire de « valeurs » politiques essentielles pour les combats que nous menons ? Par exemple, le sens de l'altruisme, qui semble indispensable dans une perspective écologiste et de décroissance radicale, ne fait plus l'unanimité, et dire que nous devrions nous soucier d'autrui devient, dans certains milieux qui s'autoproclament radicaux, une grossièreté.

Nous avons ainsi dépassé le stade où le spectacle est « un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images »¹. Désormais, le spectacle pourrait se définir comme le trouble généralisé des rôles et des positions, médiatisé par des images. En effet, en disparaissant sans jamais avoir existé pleinement, le système qui se prétend démocratique nous laisse face à un flou sidérant, noyé sous un tsunami d'images incohérentes. Les certitudes politiques s'effondrent – ou alors, la seule certitude est l'incertitude, et il ne s'agit pas là d'une pirouette, mais bien d'une réalité politique. Nous vivons avec le trouble, comme le dit Donna Haraway², mais alors que cette universitaire critique nord-américaine voit surtout ce trouble dans la vie quotidienne et la perception du monde sous un angle écologiste radical, il semble bien qu'il faille étendre cette théorie de *Vivre avec le trouble* au domaine politique. Les limites sont devenues très floues parce que la démocratie telle qu'elle a été mise en œuvre n'a pas permis de clarifier les situations. Il suffit ici d'évoquer le rôle des innovations technologiques du dernier siècle, qui ont participé à ce trouble généralisé en faisant miroiter la fausse idée d'un solutionnisme technologique, comme si des artefacts humains ou des structures institutionnelles allaient permettre au monde vivant de se conserver, ou au minimum de conserver sa diversité et son inventivité.

Pris dans un tel maelström, nous nous trouvons incapables de dialoguer entre nous, parce que les seuls cadres de référé-

rences que nous avons sont la démocratie (quasiment uniquement représentative par délégation) ou la dictature (sous ses diverses formes), et que nous voulons croire en la démocratie pour éviter de tomber dans la dictature. L'alternative ne serait que démocratie ou dictature, sans échappatoire. Un nouveau rapport au pouvoir est donc à inventer, qui ne soit surtout pas l'équivalent du binôme mortifère « domination/soumission », mais qui se déclinerait très vraisemblablement dans de nouvelles variantes. *Small is beautiful* impliquerait, par exemple, un pouvoir extrêmement limité en extension, tant dans l'espace que dans les modifications que nous nous permettrions vis-à-vis de notre environnement. Le refus de parvenir implique aussi, à terme, la fin de tout objectif auquel « parvenir », donc la fin de toute hiérarchie et sa substitution par une vision fondée sur l'observation du monde, l'échange, le dialogue, la recherche de la compréhension, le refus de prendre des décisions sans la certitude absolue qu'elles ne causeront pas, plus tard, les pires catastrophes, ce que Hans Jonas a mis en évidence dans *Le Principe responsabilité*, qui constitue l'un des piliers du réalisme dont nous avons aujourd'hui besoin.

TEMPS POLITIQUE ET TEMPS ÉCOLOGIQUE

Nous vivons la fin de cette parenthèse dans l'histoire humaine qu'aura été la prétendue démocratie, qui n'a jamais dépassé le stade de la représentation électorale par la délégation de pouvoir, ce qui est, de toute façon, fort éloigné du « pouvoir » du « peuple ». Dans les autres champs, éducatif et culturel notamment, là où se forment les Valeurs, les Axes, les Communs qui nous unissent, c'est-à-dire ce que nous pouvons et souhaitons partager (la justice plutôt que l'arbitraire, l'équité plutôt que l'injustice, le respect de la nature plutôt que l'extractivisme, etc.), dans ces champs-là, rien n'a été accompli ou trop peu, et nous voici engagés dans la triste période du naufrage des espoirs d'émancipation. Ce mot de « Valeur » est à prendre ici au sens de Gérard Mendel : « *Est Valeur à notre sens seulement ce que la progression du déconditionnement à l'Autorité a permis d'asseoir collectivement* »³. Vous pouvez remplacer « Valeur » à votre guise par d'autres mots, puisque « *les mots nous divisent, les actes nous unissent* », comme le disaient les Tupamaros dans les années 1970. L'important est d'unir nos forces, nos actes, de converger vers l'émancipation et la liberté. Le temps politique va beaucoup plus vite que le temps écologique, y compris de nos jours où celui-ci s'est considérablement accéléré. Si nous n'y prenons garde, cette course vers l'abîme va aboutir à la guerre ou à la dictature généralisée. Nous sommes en train d'échouer à faire prendre en compte ce temps écologique puisque nous n'agissons pas assez vite, et, plus grave encore, nous tardons beaucoup trop à comprendre que nous vivons la fin de la parenthèse démocratique.

Ces brèves réflexions constituent une simple contribution à une prise de conscience de deux priorités complémentaires : le temps politique nous est compté, encore plus que le temps écologique, et la victoire d'une conception émancipatrice de la vie passe par une révolution du temps politique.

Philippe Godard

1. Selon Guy Debord, dans *La Société du spectacle*, thèse n° 4.

2. Donna Haraway, *Vivre avec le trouble*, Les éditions des mondes à faire, 2020.

3. Gérard Mendel, *Pour décoloniser l'enfant*, Payot, 1971, p.

Tous prolétaires. De la prolétarisation des travailleurs à la prolétarisation du vivant»

La notion de prolétariat est née à Rome et signifie « pour la croissance » (pro oles). Dans les empires, il s'agissait de faire croître la masse des sujets corvéables et imposables. Aujourd'hui, ce sont les profits privés qu'il faut faire grandir. Il s'agit toujours de réduire des êtres à leur fonction. Ce mouvement semble entrer dans une nouvelle phase : la prolétarisation de la nature.

Récemment, le président français a lancé un nouveau slogan polémique : « Réarmer la natalité ». Avec la brutalité calculée dont il a coutume, il remet ainsi en lumière la fonction du peuple : il s'agit avant tout de « faire nombre », dans l'intérêt de l'État et des classes dominantes, de leur sécurité ou leur prospérité. C'est ce que nous raconte l'origine du mot prolétariat, pour désigner ceux qui n'ont d'autres ressources à offrir que leur descendance. Au-delà de l'étymologie, c'est le destin contemporain du mouvement de prolétarisation qui nous occupe ici. Dans la langue de Marx, prolétariser ne signifie pas seulement exploiter une classe laborieuse. C'est aussi priver les êtres de leur puissance, en les coupant de leur monde et en les spoliand de leur potentiel, pour les soumettre à un système de production dans lequel ils deviennent de purs opérateurs de l'accroissement du capital.

1. LA PROLÉTARISATION DES TRAVAILLEURS À L'ÈRE INDUSTRIELLE

La première prolétarisation moderne, c'est bien celle que décrit Karl Marx à l'ère industrielle, et que nous apprenons sur les bancs d'école. Ce qu'on sait moins, c'est que les industriels anglais qui adoptèrent la machine à vapeur ne le firent pas tant pour ses performances techniques (inférieures à celles des moulins hydrauliques) que pour ses performances sociales. Recourir aux machines permettait de dissocier la production industrielle du régime hydrique des cours d'eau, leurs communautés d'usagers et la portance de leurs écosystèmes¹. Les travailleurs ont été arrachés à leur tissu de solidarités et de dépendances, pour être concentrés dans des usines et banlieues où ils devenaient une masse anonyme d'unités interchangeables. Il était alors plus facile de les exploiter et de mater leurs colères. La technologie au service de la gouvernance des peuples, ça vous dit quelque chose ?

La conception capitaliste de la main-d'œuvre dénigre à la fois la main et l'œuvre : le talent et la reconnaissance de l'artisan sont niés ; le résultat du travail devient un objet sériel, lui-même désocialisé et désindividualisé. Hasard ou nécessité ? C'est à la même époque que la science thématise la formule qui sépare le travail de la puissance ($P=W/t$). Tandis que le travail (W) devient un simple transfert quantitatif d'énergie, la puissance (P) est la capacité de mobiliser ce travail durant un temps t . Par le salariat, les industriels achètent le temps des travailleurs pour privatiser la puissance résultant de leur travail. La même formule vaut donc pour l'optimisation de la machine à vapeur et pour la captation de la puissance sociale du travail², escamotée dans le « fétichisme de la marchandise ». Celle-ci devient le nouveau sacré, c'est-à-dire la source d'une nouvelle organisation de la société et de ses représentations.

2. LA PROLÉTARISATION DES CONSOMMATEURS À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION³

Le fordisme a été un tournant. Désormais, il fallait offrir à l'ouvrier les biens qu'il produisait. Il devenait ainsi « consom-

mateur ». Ce renversement s'est accentué avec la mondialisation, qui crée cette fois une distance entre production et consommation, en délocalisant les usines. C'est la nouvelle grande idée : prolétariser la masse des acheteurs. Non seulement les éloigner de la réalité de la production, mais aussi les désinsérer à leur tour de leur milieu social et vivant. D'où une conception individualiste et atomiste de l'humain, nécessaire pour pouvoir calculer leur comportement et orienter leurs désirs.

Le paradigme d'un humain égoïste et calculeur est appliqué avec frénésie par le marketing, qui s'emploie à flatter l'avidité et l'égoïsme de l'*Homo oeconomicus*. « Les gens sont comme ça », entend-on dans les *open spaces* des agences de communication. On oublie de dire qu'on travaille chaque jour à les rendre « comme ça » : prime à la (sur)consommation ; mécanismes et ingrédients addictifs ; obsolescence accélérée... Sans oublier les inévitables progrès technologiques qui conduisent à l'éradication du commerce de proximité, à l'automatisation des caisses, à l'ubérisation et à l'e-commerce. Les consommateurs s'activent joyeusement dans un monde dont ils ignorent l'écologie sous-jacente. Ces chasseurs-cueilleurs des temps modernes s'ébattent dans un univers qui se limite aux rayonnages des hypermarchés et aux décors publicitaires qui envahissent l'espace public et les médias. Cette situation peut être maintenue aussi longtemps que la biosphère résiste aux perturbations et au stress qui s'abat sur elle.

3. LA PROLÉTARISATION DU VIVANT À L'ÈRE DE LA DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE

Peu à peu, la consommation de masse dévoile son arrièrecour. Derrière l'écran des produits et des marques, le monde est en liquidation totale. « Tout doit disparaître » est le slogan implicite de la société de croissance. La « face cachée du code-barres »⁴ se révèle peu à peu. Les informations alarmistes deviennent difficilement contestables (sauf par des mécanismes de sécession mentale, plus ou moins encouragés). Mais ici encore, l'ingéniosité capitaliste est au rendez-vous. Le flux d'informations anxiogènes alimente un système dans lequel chacun devient co-titulaire d'une inquiétude cosmique et co-responsable d'une grande comptabilité climatique. Il revient alors à chaque être de mener son chemin de croix vers la « résilience »⁵ et l'adaptation. L'horizon proposé : transformer les catastrophes écologiques en marché économique. Ce projet libéral promet une gestion-anticipation des catastrophes par la financiarisation du carbone et des services écosystémiques, la gouvernance numérique et la bio-surveillance, la géo-ingénierie ou encore le biomimétisme, un nom élégant pour l'exploitation du vivant.

Les idées ne manquent pas pour une transition aussi verte qu'un billet d'un dollar. Ce qui se trame en coulisse, c'est la prolétarisation du vivant, ou sa liquidation (la nécessaire hypothèse de l'exoplanète). On voit ainsi monter le rêve d'une nouvelle frontière, où l'homme étend son empire sur des milliards de bourdons et d'abeilles, de champignons et de bac-



téries, tels une formidable armée de prolétaires au service de la production et du profit. Même la « valeur intrinsèque » de la nature, rappelée pour la forme, peut être convertie en service de « bien-être » psychologique, tandis que la biodiversité, qui a l'avantage d'entrer dans un calcul, apparaît de plus en plus souvent dans les rapports d'impact des entreprises. Tout ce qui pourra être sauvé de nos mondes vivants devra avoir démontré sa capacité à entrer dans un système concurrentiel de valorisation et d'exploitation. C'était la contrainte qui pesait sur les travailleurs prolétarisés. C'est la tâche à laquelle s'affairent déjà les chercheurs en sciences du vivant, avec de louables intentions, à travers des études sur les performances des forêts et autres écosystèmes.

À l'instar de cette classe inutile que les Romains appelaient prolétariat, les animaux et les plantes sont désormais assignés à une fonction unique : croître et surtout faire croître le profit. À son tour, la nature s'affaire laborieusement, dans la violence infligée à sa sensibilité et son métabolisme, au bénéfice d'une fraction toujours plus ténue de cette race nouvelle d'humains fabriquée par trois mille ans de monothéisme et colonialisme : ceux qui n'ont pas de monde⁶.

Max Lower

symbiosphere.blog

1. Cet aspect a été étudié par Jean-Baptiste Fressoz, notamment dans une conférence à l'Université de Genève, disponible en ligne : www.youtube.com/watch?v=6Wjy-CvebQY.

2. Rappelons que James Watt, qui a donné son nom à l'unité de puissance, est également l'ingénieur qui a perfectionné la machine à vapeur et contribué à faire entrer l'Angleterre dans l'ère industrielle.

3. Une partie du raisonnement exposé ici sur la nature de cette deuxième prolétarisation a été développé sur le site d'Ars Industrialis. Je l'ignorais au moment de rédiger.

4. Cf. Anna Tsing, *Le champignon de la fin du monde*, 2018. Le code-barres assure une parfaite transparence de la circulation des produits, mais maintient l'opacité des processus de production.

5. Cf. Thierry Ribault, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs. L'échappée*, 2021

6. www.symbiosphere.blog/ceux-qui-navaient-pas-de-monde/

Les chroniques d'un agro-écologiste

Janvier 2024

« Après un bouleversement, place à la résilience, chérir les prairies permanentes, s'inspirer des clairières »

Chères lectrices, chers lecteurs, puisque vous aurez affaire à moi dans les prochaines éditions de *Kairos*, je vais me présenter en quelques lignes. Je suis Simon Chavée, amoureux de la vie, ingénieur agronome dans l'âme, explorateur de la vie du sol et inspiré par les mycorhizes, ces champignons qui s'associent aux végétaux pour s'échanger des produits et services. Ces dernières années, je les ai consacrées à l'agro-écologie, l'écologie sociale, les sciences holistiques, méthodologiques et inspirées du vivant ayant pour vocation de nourrir et d'organiser les sociétés humaines durablement. Je pense que nous sommes à l'aube d'une transformation sociétale qui passera par l'émergence d'initiatives, par l'éducation populaire et par l'engagement dans des rapports de force (riches/pauvres, industrie/paysannerie, etc.) Merci à Hugo pour cette clef que vous pouvez découvrir dans le génialissime mémorandum *Reprendre la Terre aux machines* de l'Atelier paysan.

Mais avant de vous partager les moyens que j'envisage disponibles pour amorcer cette transition agro-écologique, j'ai envie de vous raconter mon interprétation du fonctionnement d'un écosystème naturel résilient. Puisque je suis amoureux des champignons, j'ai décidé de vous parler de l'un des ancêtres sauvages du champignon de Paris (*Agaric bispore*) : l'agaric champêtre (*Agaric campestris*), ce champignon qui pousse dans un environnement particulier, les vraies prairies permanentes, celles qui, lorsqu'elles sont pâturées par des chevaux et des vaches, deviennent le terrain de jeu des cueilleurs de celui que l'on appelle aussi le rosé-des-prés. La présence de ce champignon est, selon moi, un bio-indicateur extraordinaire d'un écosystème harmonieux dans lequel collaborent les trois règnes principaux du vivant, à savoir les végétaux, les animaux et les champignons. En effet pour pouvoir s'épanouir, ces champignons ont besoin d'un contexte écologique particulier, car c'est un champignon saprophyte et surtout décomposeur secondaire. Contrairement au décomposeur primaire, il ne se nourrit pas de matière ligneuse brute, comme le bois et la paille, mais plutôt d'aliments ayant déjà été en partie digérés par d'autres organismes. Il pousse sur du fumier par exemple ! Les bovins, ovins, caprins et autres équidés se nourrissent de végétaux. Ensuite, les bactéries, champignons et autres micro-organismes vivant dans leurs tubes digestifs s'en nourrissent et fragmentent la structure de cette matière avant qu'elle ne soit excrétée.

Comment fonctionne une prairie permanente et pourquoi les agarics sont-ils des indicateurs d'une vraie biodiversité fonctionnelle ? C'est ce que je vais tenter de vous raconter dans la suite de cet article.

Mais d'abord qu'est-ce qu'une prairie permanente ? Si je me réfère à la définition de la Politique agricole commune (PAC) de l'Europe, qui tente péniblement de donner une vision politique à l'agriculture, je dirais qu'il s'agit d'une surface dans laquelle l'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées prédominent depuis au moins cinq années et qui dispose d'un statut juridique particulier visant à préserver leur rôle d'épuration des intrants chimiques provenant des autres cultures, de stockage de carbone et de maintien de la biodiversité. L'intention est belle, mais selon moi, cette définition est réductrice et ferait sans doute honte à dame Nature, car elle ne tient compte que d'une partie de la dimension végétale et néglige de considérer les deux autres règnes. Voilà pourquoi ces prairies permanentes ne jouent pas tout leur potentiel dans le contexte actuel.

Pour comprendre le fonctionnement idéal d'une prairie permanente, plongeons-nous dans sa mère sauvage, la clai-



Illustration : Noir&Clair

rière. Rappelons que sans l'humain, j'imagine une Belgique quasiment totalement recouverte de hêtraies et de chênaies, des forêts primaires hautement diversifiées dominées par de sages centenaires et recouverte, en sous-étage, d'une flore et d'une faune dynamique capable de collaborer consciemment pour optimiser l'utilisation des ressources énergétiques (soleil) et édaphiques (sol), comme aucune intelligence humaine ou artificielle ne pourrait le faire. Il existerait cependant quelques zones déboisées, de haute valeur biologique, dont les clairières. Ces dernières apparaîtraient au gré des bouleversements naturels, tels des incendies, des tempêtes, des rafales, des remontées hydriques, etc. Elles seraient alors le théâtre d'émergence d'une extraordinaire diversité végétale herbagère qui attendait paisiblement qu'une lumière intense réveille la dormance de ses graines. Ce spectacle de formes, de couleurs et de parfums deviendrait alors le support d'une diversité : animale dans les airs (butineurs) et sous la terre (décomposeurs, fuisseurs) ; mycélienne et bactérienne autour des racines.

Il s'agit, selon moi, de l'écosystème le plus performant pour nourrir durablement les mammifères terrestres en commençant par les herbivores, car ces invités désirés vont encore améliorer le système en maintenant une strate herbagère par l'action de broutage, mais aussi grâce à la fermentation se passant dans leur rumen, qui va permettre de diversifier les ressources organiques (vitamines, sucres, protéines) à partir de leur nourriture de prédilection, l'herbe. Suite à leurs actions, d'autres êtres vivants vont pouvoir s'épanouir, dont les champignons (les agarics) et les omnivores (les humains). C'est un fameux raccourci par rapport à la douce et harmonieuse réalité naturelle, mais qui vous permettra d'appréhender le rôle de cet écosystème complexe et foisonnant.

Malheureusement, en Belgique il n'existe plus qu'une seule forêt primaire classée au patrimoine mondial de l'Unesco, la forêt de Soignes. Il y a 80 ans, les décideurs politiques européens s'unifiaient pour répondre aux différents traumas causés par les deux guerres mondiales. Les accomplissements sont remarquables, mais insuffisants pour prendre soin de l'environnement qui nous nourrit. Aujourd'hui le pouvoir est dans les mains d'un capitalisme financier destructeur que nous nourrissons par notre manière de consommer. Je m'engage à contribuer à une transformation sociétale en écoutant la sagesse de la nature.

Simon Chavée

House of Agroecology



Le méli-mélo d'Amélie

Je ne veux pas faire le malin, ni me transformer en Madame Irma, mais rien à faire : les événements (in)attendus, depuis fin décembre, ne cessent de me donner raison. Nous disions que Gabriel Attal avait de grandes ambitions et était apprécié des Français ? Patatras, badaboum et pouet, le voilà catapulté de la rue de Valois au Palais de Matignon, passant ainsi du ministère de l'Éducation nationale à la surveillance de la cour de récré où jouent, avec plus ou moins de calme, les petits Bruno, Gérald, Éric et Amélie. Comme si ce n'était pas déjà fort difficile à la base, le Grand Timonier du Palais de l'Élysée, Emmanuel Mao, lui joint deux grandes personnalités venues d'un bord peu proche de la gauche, Catherine Vautrin et la farouche Rachida Dati.

VALESE À MILLE TEMPS

Et la valse à mille temps peut enfin recommencer, avec son cortège de cons damnés et son déluge de réformes, qui remplacent les réformes lancées ou devant être lancées par les ministres qui n'ont pas été retenus lors du télé-crochet « Loi immigration ». La presse s'est à juste titre fait l'écho d'un basculement assez fort vers la droite. Il me semble évident qu'on peut évoquer ce basculement autant du point de vue des profils des ministres que de leur bord politique ou encore des valeurs rattachées à l'action gouvernementale. « *De l'action, de l'action, de l'action* » devient ainsi le grand leitmotiv d'une équipe resserrée. « *Des résultats, des résultats, des résultats* » devient le slogan d'une équipe dirigeante de la France, engoncée dans un nouveau costume : celui du retour à un monde dangereusement passéiste. Au sens étymologique, on est face à une réforme aux allures de régression.

Ah, je retrouve votre air gourmand, comme Philippe Etchebest devant un bon plat ou Éric Zemmour devant un kebab (je me plais à évoquer Ricou-le-panache parce que je me languis de ses envolées lyriques, plus amusantes, et prenant moins de temps que celle de Manu). Vous êtes quand même très intelligents (sinon, vous ne liriez pas ET le journal *Kairos* ET la chronique de Jean-Guy Divers ! Vous êtes des personnes de (bon) goût !). Vous avez deviné que, au détour d'une phrase badine et d'un couplet contre le capitalisme et les valeurs rétrogrades, j'allais vous parler d'un des mots les plus utilisés par l'intelligentsia libérale : la réforme.

LE TRIBUNAL DES FLAGRANTES DÉRIVES

Ah, s'ils savaient... Ils sont sans doute au courant que le terme a un sens utilisé majoritairement, celui de « *changement pour un mieux* ». Une sorte de métamorphose : un être change de forme, il modifie son apparence, mais il garde trace de son passé, de son expérience. En dépit d'une consonance latine, le vocable, comme substantif ou comme verbe, n'est utilisé que depuis le XVI^e siècle. On a tous en tête (sauf les mécréants, qu'ils s'abstiennent de lire la ligne et demie qui suit) que le terme a connu un apogée au cours de la fameuse Réforme catholique, contre ces idiots de protestants qui osaient râler contre les excès de l'Église. Petits joueurs, va ! C'est d'ailleurs l'une des premières fois où le terme apparaît. Il a donc un premier sens religieux. Réformer, c'est améliorer, modifier dans un bon sens. Sans doute est-ce bien dans l'esprit de Macron qui connaît autant l'histoire que les cours de théâtre et de français, on se demande bien pourquoi.



venant de la gauche et y ayant milité durant 10 ans, une politique penchant à droite, c'est de la transgression politicienne. Nulle réforme dans ces nominations, tout comme il n'y en a aucune de nommer à la tête du travail et de la santé un ancien acolyte de Saint-Nicolas de Neuilly, connue pour ses positions traditionalistes, en plein débat sur la fin de vie.

LE FABULEUX DESTIN D'AMÉLIE POUR RIEN

Mais la surprise du chef a été de nommer à la tête de l'Éducation (en plus d'autres domaines) la *formidable* Amélie Oudéa-Castéra, ancienne joueuse de tennis et préalablement ministre des Sports où elle avait brillé par des prises de position insipides. Mais elle aussi a décidé d'abandonner cette facette et, dès sa première sortie, bras dessus, bras dessous avec Baby Gaby, elle a coché toutes les cases de ce qu'il ne fallait pas

faire : donner son avis en prenant sa vie personnelle comme exemple, alors qu'elle a mis ses enfants à l'école privée ; mentir sur les vraies raisons de sa décision de changer son fils d'une école publique vers une école privée ; ne pas s'adresser aux professeurs ; ranimer le débat sur la fracture « école publique/école privée » ; jurer qu'elle ne parlera plus pendant quelque temps, promesse qu'elle a tenue 48 heures ; se prendre les pieds dans le tapis de la communication en évoquant un brumeux lien avec la vérité qui lui « *donnerait tort* »...

Cette abracadabrantesque séquence ne va pas contribuer à retisser les liens avec le monde enseignant. Bien au contraire, en succédant au rentre-dedans Attal, qui lui-même succédait au policé, trop policé, Ndiaye, Oudéa-Castéra aurait dû faire preuve d'un esprit cher aux socialistes, celui de synthèse. On lui fera remarquer que synthèse ne veut pas dire « raccourci », encore moins « *résumé improvisé et fondé sur rien d'autre que son expérience personnelle* ». De rien pour le conseil, M'dame. Le plus incroyable est que l'école qu'Amélie Oudéa-Castéra a ainsi *réformée* pour la scolarité de son fils porte le nom d'un des plus grands lexicographes, Emile Littré, qui œuvrait pour qu'on emploie les bons mots, les plus précis.

On n'y est pas vraiment. Pendant ce temps-là, bien des professeurs ne sont pas remplacés et les élèves n'apprennent que des *punchlines*. Au contraire d'Attal qui a du sens politique et sait comment embobiner son monde, Amélie, pauvre oie blanche, a adopté une communication foireuse et imprécise, sans aucune autorité et une mise au travail plus que tardive.

Pour clore ce billet (mais je vous conseille la passionnante conf' de presse du grand chef gaulois pas réfractaire), je vous ai gardé le meilleur. Le paradoxe lié au terme « réforme » est bel et bien qu'il signifie, chez certains auteurs du XIX^e siècle... le rebut. Ironie du sort, c'est celle qui a dû porter le plus grand nombre de réformes controversées, Elisabeth Borne, qui a elle-même été mise... à la réforme du gouvernement, alors qu'elle souhaitait continuer (serait-elle sadomasochiste ?) !

J'ai une idée : réformons Amélie Oudéa-Castéra !

Jean-Guy Divers

Sauf que... si « réforme » a, *globalement*, un sens positif, « réformer » possède des acceptions bien plus nuancées. Quand ce n'est pas « *changer pour arriver à un monde meilleur* » (toute référence à une vision libérale n'est vraiment pas volontaire !), c'est « *changer une chose abstraite pour l'améliorer* ». Arrêtons-nous sur ce genre de sens, qui ne peut que faire sourire, quand on a suivi d'une oreille relativement attentive les déclarations à la tête de l'État – voire ! À la tête des institutions dirigeantes ou des ONG, qu'il ne serait pas inutile de réformer, précisément.

Mais poursuivons. « Réformer » peut aussi signifier « *supprimer ce qui paraît excessif* ». Même si ce sens est attesté plutôt au XVII^e siècle, on ne peut pas s'empêcher de penser à des paroles, actes, démarches, attitudes qui abondent dans une période qui pêche par les excès en tout genre. Si on pousse l'idée très loin, on pourrait même inventer le concept de « *réformer une révolution* » dans la mesure où la révolution est par essence un peu excessive, puisqu'elle réagit avec force et démesure à une situation elle-même vécue comme excessive. Chut, ne le dites pas à Macron, lui qui avait intitulé son livre-programme *Révolution*.

Il y a en tout cas fort à parier que le dernier sens de « réformer » dont je vous entretiendrai a trouvé un écho fort dans la boîte crânienne du Lider Maximo : « Réformer », c'est aussi... « Congédier ». N'est-ce d'ailleurs pas une antienne de la pensée libérale d'améliorer les résultats en dégraissant la masse des travailleurs, en congédiant les ouvriers, en virant les cadres qui ne rentrent pas dans le cadre, même et surtout s'ils sont bons ? Or, le dégraissage très intense qui s'est opéré en une semaine ne peut manquer de nous étonner. Sont-ce les ministres les plus travailleurs et utiles qui ont été virés ? Sont-ce les ministres les plus dévoués qui ont été gardés ? Que nenni.

La réforme de la montagne gouvernementale a accouché d'une souris... Énormément de bruit autour d'une réforme, d'un tournant, d'un virage qu'on eût pu espérer aller vers la gauche, mais qui n'aura que confirmé ce que nous craignons depuis 2016 au sujet de Macron. La réforme qu'il appelle de ses vœux n'est qu'un cache-misère pour sa politique. On le pensait révolutionnaire, il n'est que transgressif, au mieux, et uniquement d'un point de vue de la composition du paysage politique.

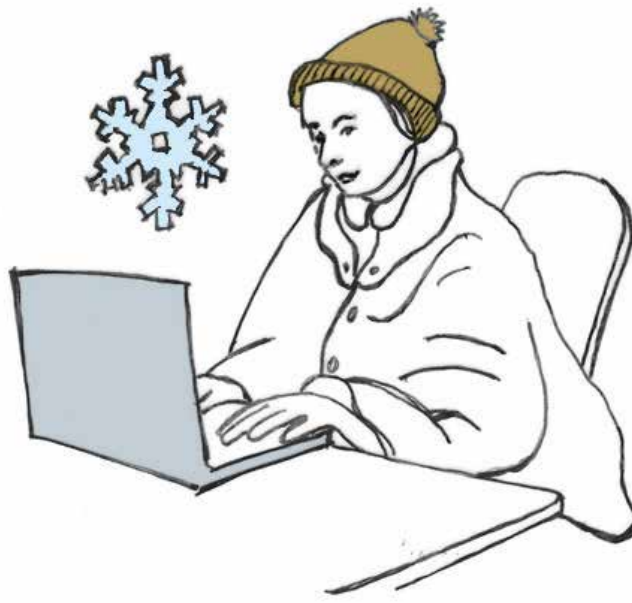
Nommer un disciple de Nicolas Sarkozy, qui ne brille pas par sa fibre sociale ou gauchiste, à la culture, pré carré des penseurs et activistes de gauche, ou faire faire à un jeune loup,

SlowHeat ou comment se chauffer agréablement à moindre coût

Il est toujours difficile de régler les solutions de chauffage, alors qu'en pensant *SlowHeat*, en dissociant l'idée de confort de la température, on aborde le problème d'une tout autre manière. Avec cette méthode, vous arriverez à soutenir des températures bien plus basses, sans aucun risque pour la santé. L'objectif n'est pas d'accepter le froid, mais de l'aborder tout simplement autrement.

Si le chauffage central a été à juste titre perçu comme un progrès, on voit bien aujourd'hui qu'il y a des normes qui ne sont plus tenables sur le plan énergétique et environnemental. Se chauffer est évidemment un besoin, mais ne serait-il pas possible de se chauffer autrement, chauffer son corps, qui ne représente qu'une infime fraction de ce que nous avons à chauffer, plutôt que tout un bâtiment ? Il suffit donc d'entrevoir son confort autrement, en imaginant la surface chauffante juste à l'endroit voulu et quand il faut, en ne chauffant qu'un petit coin de logement où l'on se trouve. Voilà tout l'avantage d'habiter dans de petits espaces et d'abolir nos grandes demeures d'autrefois. Si elles sont trop grandes, partageons-les, pensons « habitat groupé ». Il suffit donc de créer une bulle de chaleur locale, un chauffage ponctuel à réactivité immédiate qu'on utilise quand on en a besoin. Le premier réflexe consisterait à adapter sa garde-robe en s'habillant chaudement, en ayant par exemple de bonnes chaussettes.

Tout cela peut se compléter au besoin par le dossier de votre fauteuil ou par une cape chauffante électrique dont l'achat est rapidement rentabilisé et dont les résistances offrent plusieurs niveaux de température. Si vous travaillez à l'extérieur, vous pouvez également disposer de vestes chauffantes. Face à l'ordinateur, certains utilisent des tapis de souris chauffants, voire une bouillotte. Un autre conseil serait celui de privilégier les chauffages radiants électriques posés par exemple directement sur le bureau. L'efficacité énergétique étant souvent trop lente, avec un petit radiant elle est immédiate. Les chauffages radiants, tels que ceux utilisés sur les terrasses de café, diffusent une douce chaleur à travers l'air. Il en existe au gaz, également électriques. Pour rappel, les chauffages à convection utilisant essentiellement l'air pour diffuser de la chaleur dans une pièce chauffent tous les mètres cubes d'une pièce, alors que le chauffage radiant est comme le soleil, il s'appuie sur le rayonnement et réchauffe les corps situés à proximité, dans son champ. La chaleur, tout comme celle du soleil, rebondira sur les masses environnantes et se diffusera lentement dans toute la pièce. D'où encore une fois, tout l'intérêt de vivre dans de petites pièces où la radiation rencontrera rapidement les masses. Contrairement à la chaleur produite par des convecteurs, celle-ci se diffusera de manière homogène, permettant d'éviter l'impression de n'avoir que le visage qui chauffe. De plus, par le fait qu'un radiant ne brasse que peu d'air, ce type de chauffage ne soulèvera qu'assez peu de poussière et n'asséchera pas l'air ambiant. Il est donc recommandé pour les personnes souffrant d'allergies, notamment les asthmatiques qui apprécieront le peu d'acariens. On peut également réduire la demande de chaleur du corps en étant



actif, en le stimulant, en pédalant par exemple tout en ayant une autre activité, lorsque vous êtes devant l'ordinateur, par exemple. En étant en action, en augmentant le métabolisme du corps, on peut se passer d'une bonne part d'énergie pour se chauffer. Cela nous permet de supporter 2 ou 3°C en moins, et très facilement se contenter de 17°C, tout en nous maintenant en forme. Il faut savoir que le degré d'humidité influe également sur le confort et sur la sensation de chaleur. Aussi, pour éliminer cette humidité, il nous faut ventiler assez régulièrement. Cela ne gaspillera quasiment pas d'énergie et permettra de bénéficier d'un air beaucoup plus sain. Cinq minutes de ventilation ne diminueront pas l'inertie de l'habitation pour autant, bien entendu, qu'il y ait de la matière lourde dans la maison qui puisse l'emmagasiner. Si on ne ventile pas, cette humidité provoquera des condensations et ultérieurement des moisissures. C'est cela qui a amené les pouvoirs publics à nous imposer la VMC (ventilation mécanique contrôlée). Il s'agit d'un système géothermique permettant de réchauffer (en hiver) et de rafraîchir (en été) l'air insufflé. La VMC fonctionnant en circuit fermé, il n'est plus question d'ouvrir les fenêtres et d'écouter les petits oiseaux. Elle n'est pas gratuite et dépasse facilement les 10.000 €. Il faut également bien réaliser qu'elle est encombrante, qu'elle requiert pas mal de longueurs de gaines et que la complexité de l'installation devrait pour bien faire être prévue dès la phase de conception de la maison. Ajoutons que chaque année, bien qu'on puisse le faire soi-même, il est vivement conseillé de faire appel à un professionnel pour son entretien, sans quoi les grilles du changeur thermique risquent d'être colmatées par la poussière, ce qui conduirait à une perte de rendement. Des passages ventilés intégrés dans les châssis – mais ce sont aussi de véritables ponts thermiques – seraient une alternative passive permettant d'éviter d'installer une VMC. Encore une fois, avec un rien de discipline, en ventilant régulièrement, point besoin de tout cet attirail. Plutôt que de subir et nous mettre en conformité avec ces technologies qu'on nous impose, essayons donc d'y

remédier en ayant un minimum d'organisation. Avons-nous besoin d'être contrôlés à ce point comme des enfants ? De même, avons-nous besoin de nous encombrer de toute cette technologie difficile à gérer qui demande de surcroît pas mal d'entretien ?

Revenons-en au *SlowHeat*. Si durant toutes ces années nous avons été habitués à l'abondance, cette démarche de sobriété énergétique nécessitera du temps pour être apprivoisée, pour nous permettre de relancer certains mécanismes physiologiques à la résistance au froid. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Il faut laisser du temps au corps pour qu'il retrouve sa capacité à s'acclimater. Nous avons tous une tolérance différente au froid. Lorsque nous étions jeunes, nous nous promenions en culottes courtes en hiver, avec les jambes rouges de froid. Il y a donc un entraînement à faire. La relation à la chaleur varie d'une personne à l'autre, dépend de l'isolement du vêtement, mais aussi de la corpulence, de l'âge ou du sexe. À chacun son corps, à chacun sa solution. 85% de l'énergie consommée dans les logements sert à produire de la chaleur. Alors que l'accès aux ressources énergétiques s'amenuise, on ne peut plus chauffer nos logements 6 à 7 mois par an à 22°C. En diminuant de 1°C le thermostat, on fera une économie d'énergie de 5 à 10%. Mais il y a aussi les normes ou résistances sociales. On aime faire un feu quand il y a du monde. Le prix de l'énergie est également un vecteur de changement qui pousse vers la sobriété. Pour chauffer moins, on peut isoler, remplacer ses châssis ou sa chaudière par une plus performante. Mais tout cela suppose des travaux coûteux, demande des moyens qu'on ne peut peut-être pas supporter et amène à conserver le principe du chauffage central. Sans dévaloriser une bonne isolation de la maison, il y a aussi la forme du bâtiment. Au plus la quantité de surface exposée à l'extérieur est importante, au plus il y a de la déperdition. En pensant au biomimétisme, à l'image des abeilles et des manchots en hiver, pourquoi ne pas rassembler la famille en bas, dans la seule pièce de la maison qui est chauffée ? Dans le même ordre d'idée, pourquoi ne pas privilégier la construction de maisons jumelées ou mitoyennes ? Les terrains constructibles se faisant de plus en plus rares, certaines communes incitent à la construction de maisons jumelées. Si autrefois elles étaient associées aux petites maisons ouvrières dans les villes, mal isolées et peu attrayantes, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Mais il y a aussi, plus largement, l'habitat groupé, un concept qui a l'avantage de réduire certains coûts, à commencer par un terrain à un prix plus abordable, ce qui offre l'espoir aux jeunes d'imaginer pouvoir construire un jour. Autre avantage, lorsqu'une habitation est accolée, on partage et économise un mur, ce qui permet d'utiliser moins de chauffage et réduira fortement votre facture d'énergie par rapport à une maison à 4 façades. En conclusion, il s'agit repenser nos habitudes, notre relation à la consommation, et donc à l'énergie, tout en gardant un niveau de confort identique, mais avec quelques degrés en moins.

Christian La Grange

→ Suite page 3

En arrêtant Trabelsi le 13 novembre, les autorités belges ne disposent que d'un dossier vide, un dossier avec des intentions, mais sans début de complot ni tentative d'exécution d'un attentat quelconque. S'ils avaient vraiment voulu monter un dossier contre Trabelsi, il leur aurait suffi d'enquêter sur le personnage public et connu qu'était Nizar Trabelsi, ancien footballeur professionnel tunisien, ancien de l'équipe du Standard de Liège et de Fortuna Düsseldorf, un club de la Bundesliga. Tous ses mouvements étaient sous contrôle des services de sécurité belges et autres, depuis son départ et son séjour en Afghanistan jusqu'à son retour dans un appartement à Bruxelles. Pour l'arrêter, les services de police n'ont pas eu à le rechercher. Il leur a suffi de presser la sonnette de son

appartement, au quatrième étage d'un immeuble à Uccle, et de lui passer les menottes. Il s'est rendu sans aucune résistance. Étrange attitude pour un terroriste qui avait déclaré vouloir mourir en martyr.

Au moment de son arrestation, il n'y avait encore rien de tangible contre lui. Il fallait lui arracher une confession. Ce sera chose faite en juin 2002, 10 mois après son arrestation.

(à suivre)

Luk Vervae





VU, LU, ENTENDU



Le covidisme a substitué un autre point Godwin – « complotiste » – à celui qui prévalait dans les années 2000 et 2010 : « populiste », un « terme élastique et sans consistance » que décortique Antoine Chollet. L'anti-populisme qui régnait alors dans les médias provenait d'une élite culturelle (sic) qui considère que le peuple est irrationnel et psychologiquement incompetent pour prendre son destin politique en main, devant dès lors remettre

celui-ci et les décisions y afférant à un cénacle d'experts et de représentants. Or cela va à l'encontre du sens commun : la pratique démocratique pose que « toute démocratie repose sur une participation aussi intense que possible du corps civique » et que le peuple est souverain. Se plaçant en surplomb, ces politologues et sociologues libéraux ont beau vilipender les extrêmes du spectre politique, ils ne font que veiller au statu quo du régime néolibéral en place « en légitimant les plus vieux arguments utilisés contre [la démocratie] ». Historiquement, c'est aux populistes nord-américains du XIX^e siècle, attachés à l'idée d'égalité, que l'on doit de grandes avancées démocratiques. Mais « [...] [les anti-populistes] sont incapables de reconnaître l'écart gigantesque qui existe entre des acteurs politiques qui vouent un attachement sincère à la démocratie et qui militent pour un accès réel du peuple au pouvoir, un projet césariste ne flattant le peuple que dans l'objectif de gagner davantage de votes lors des élections suivantes, et un pouvoir fasciste pour lequel le peuple n'est qu'un mot manipulable de toutes les manières possibles ». Chollet appelle à la « démocratisation de la démocratie » pour faire pièce à l'« État de droit oligarchique », selon la belle expression de son prédécesseur Jacques Rancière (cf. *La haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005). Il reste dans un ancrage progressiste en opposant le populisme de Lawrence Goodwin à celui de Christopher Lasch et d'Ernesto Laclau.

Antoine Chollet, L'anti-populisme ou la nouvelle haine de la démocratie, Textuel, 2023, 155 pages.

B. L.



Historien, enseignant, membre de l'Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB), Michel Staszewski milite aussi depuis plus de cinquante ans pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens. En 2023, l'État d'Israël commémore ses 75 ans d'existence et la toute-puissance de l'idéologie sioniste. 75 ans de (crimes de) guerres, de violences, d'apartheid, d'impunité, de destruction de

la société et de la culture du peuple palestinien, de complicité et de lâcheté de l'auto-proclamée « communauté internationale », de mensonges, de non-dits, de deux poids et deux mesures des médias chiens de garde occidentaux, culminant avec le 7 octobre 2023... Et pourtant, comme M. Staszewski le démontre, le long conflit opposant Palestiniens et Israéliens est tout à fait explicable. Pour y voir clair, il est nécessaire d'en parcourir l'histoire, d'en revenir aux faits et de démonter les mythes et préjugés qui empêchent de comprendre l'impasse dans laquelle les protagonistes restent enfermés. En lisant son livre, on imagine bien quel prof M.S. a été et pourquoi il a laissé tant de bons souvenirs aux jeunes qui ont eu la chance de l'avoir comme prof d'histoire. Son ouvrage est clair, précis, étayé, écrit sans ce jargon philosophico-scientifique à la mode aujourd'hui, qui masque souvent une pensée indigente. Deux petites interrogations, cependant : 1° Sur le terme « antisémitisme ». Qu'est-ce qu'un sémite ? Une « personne appartenant à un groupe ethnique originaire d'Asie occidentale, hébreux, arabes, assyriens, etc., de langues apparentées, abusivement seulement juif », selon le dictionnaire Robert. Donc devrait être considéré comme antisémite celui qui appelle à l'éradication des Palestiniens, et le pays le plus antisémite du monde, comme en son temps l'Allemagne nazie, est aujourd'hui Israël. 2° L'auteur s'identifie comme juif, or il le dit : le peuple juif est un mythe, il n'y a pas de peuple juif, pas de culture juive universelle exceptée la religion, mais de nombreux juifs, dont lui-même, ne sont pas croyants. Alors pourquoi encore se définir « juif » ? Je n'ai jamais compris...

Michel Staszewski, Palestiniens et Israéliens. Dire l'histoire, déconstruire mythes et préjugés, entrevoir demain, Le Cerisier, 2023, 344 pages.
Annie Thonon



L'ouvrage de Vanina est à la fois un essai et un outil. Partant d'un point de vue féministe et communiste libertaire, qu'elle a développé dans d'autres ouvrages, Vanina nous propulse dans l'arène des luttes autour du genre, telles qu'elles évoluent sous l'effet des théories postmodernes. Critiquant la « théorie queer » et les analyses intersectionnelles auxquelles elles aboutissent actuellement, Vanina montre en quoi ces théories s'op-

posent au mouvement antipatriarcal et anticapitaliste. Le « trouble dans le genre », selon le titre du livre de Judith Butler paru en 1990, s'invite en effet dans le débat politique par des biais auxquels nous ne savons pas toujours répondre ou auxquels nous répondons de manière maladroite. Pourtant, comme le montre Vanina, les théories postmodernes s'assimilent largement au néolibéralisme, et nous avons besoin d'outils pour démonter des discours qui se retournent contre les femmes en lutte contre l'ensemble du système viriliste. Il fallait un ouvrage tel que celui-ci, très abondamment documenté, d'un sérieux absolu, sans volonté polémique, pour qu'enfin nous puissions sortir de l'ornière dans laquelle nous risquons de nous enfoncer si nous n'y prenons garde. Vanina ne perd jamais de vue que l'adversaire, ce n'est pas celui qui crie aujourd'hui le plus fort, mais bien ce système qui avance souvent de façon insidieuse et renforce chaque jour l'oppression des femmes, de toutes celles et de tous ceux qui luttent pour un avenir vivable, pour l'émancipation.

Vanina, Les Leurre postmodernes contre la réalité sociale des femmes, Acratie, 2023, 326 pages, 18 €.
Philippe Godard.



Il nous le prédit dans la 4^{ème} de couverture : « L'économie n'est ni une science ni une croyance. Elle navigue entre les deux. Mais elle sait nous abreuser de promesses d'un monde meilleur, qui ne se réalisent pas souvent... ». S'il ne s'agissait que d'une sorte de tract politique, teinté de mauvaise foi et de beaucoup d'attaques souvent arbitraires, notre esprit en fut sorti galvanisé et prêt à se battre

contre l'économie capitaliste tendance illibérale. L'objectif assumé de ce livre ? Démonter le système de pensée et de fonctionnement de l'économie actuelle. Sacrée gageure, mais Philippe Godard, qui sait y faire (les lecteurs et lectrices de *Kairos* le connaissent bien), échappe aux deux écueils du genre. D'abord, il nourrit sa/notre réflexion de multiples références, citées *in extenso*, qu'il contextualise et critique âprement mais aussi d'une manière juste et équilibrée. Cela donne de la crédibilité à son propos, qui se veut à la fois historique, psychologique, sociologique, littéraire même. La diversité de ses sources lui donne du crédit (on ne peut jamais mieux critiquer quelque chose que quand on s'est penché sérieusement sur le sujet). L'autre avantage de cet ouvrage est que l'auteur sait écrire. Il manie la plume et l'épée avec brio, les figures de style avec beaucoup d'art et une délectation qui nous donnerait presque envie de plonger dans l'œuvre de Marx ou de Malthus. Témoin de cette belle compétence, le titre, très bien trouvé et qui procède d'une antithèse aussi violente que réaliste et pertinente. Il démontre aussi une dilection particulière pour les mots précis, les formules percutantes et les termes les plus évocateurs possibles. Cela évite une simplification extrême, polémique et toxique de la critique. On ne saurait terminer cette recension sans mentionner le formidable dessinateur Vincent Odin (avec lequel Godard a déjà œuvré au Calicot pour deux livres). L'art d'Odin est, sans aucune malice ni jeu de mot de notre part, de taper avec son marteau figuratif sur l'enclume du point qui fait rire et réfléchir à la fois, avec facétie et sans vulgarité. Bien vu, les artistes ! Et un livre qu'on recommande chaleureusement.

Philippe Godard, Une bande de riches, des milliards de pauvres, Le Calicot, 188 pages.
D. T.



Pour Hélène Banoun, le biopouvoir ment. Il censure les avis qui critiquent la politique sanitaire menée depuis l'éclatement de la pandémie de Covid19. Des scientifiques contribuent à cette désinformation. On continue à faire des recherches sur les gains de fonction et à justifier l'utilisation de vaccins à l'ARNm, qui fabriquent une protéine pour inciter l'organisme à fabriquer des anticorps artificiels, mais qui affaiblissent l'organisme à cause de leur inadaptation. On a

fabriqué cette crise sanitaire pour accroître le contrôle de la population et pour faire d'immenses profits et on s'apprête à recommencer. Au début du livre, l'auteure fait l'historique de la crise. En 2013, Moderna est subsidié par l'armée américaine (DARPA), qui a pour objectif de mettre au point rapidement un vaccin. Un certain Ralph Baric (UCN) et Peter Daszac (EHA) se mettent à faire des recherches sur les gains de fonction. Ils sont également financés par l'armée. Ces recherches elles-mêmes risquent d'avoir un impact sur la santé et Obama impose un moratoire. Mais Anthony Fauci délocalise en Chine la recherche sur les coronavirus, et Donald Trump lève le moratoire. Au cours des années 2018 et 2019, des ONG américaines et Bill Gates imaginent des scénarios de pandémie. Des scientifiques lancent l'alarme, demandent qu'un moratoire soit à nouveau imposé. Mais une crise sanitaire éclate en Chine. Les médias amplifient fortement la situation. Un chapitre porte sur l'histoire du biopouvoir. Le reste du livre résume les recherches réalisées sur les anticorps, les gains de fonction, les vaccins, et analyse le biopouvoir qui interdit de recourir à des thérapies existantes, qui confine les gens, impose couvre-feux et port du masque. Qui désorganise l'économie et les services de santé pour faire croire à la létalité du virus et justifier le recours à la vaccination qui exonère les sociétés pharmaceutiques des contrôles de sécurité réglementaires, met en circulation un passe sanitaire et ensuite un passe vaccinal...

Hélène Banoun, La science face au pouvoir. Ce que révèle la crise Covid-19 sur la biopolitique du XXI^e siècle, Talma, 278 pages, 19,90€.
Paul Willems



Avec son style inimitable fait de données scientifiques alternant avec des coups de gueule ; avec son goût des recherches étymologiques ; avec son ironie mordante, Yannick Blanc ne peut plus cacher qu'il est l'auteur de *La vie dans les restes* ainsi que plusieurs documents signés Pièces et mains d'œuvre, comme le livre bien connu *Manifeste de chimpanzés du futur* (qui vient de voir publiée une

seconde édition). Ici, une partie importante du livre est écrite comme si c'était un techno-furieux qui tenait la plume. Sont recensées toutes les illusions technologiques censées éviter les catastrophes qui menacent l'humanité, mais en en créant de nouvelles. Si nous allons vers une *Vie dans les restes*, c'est parce que l'empire de la destruction n'a cessé de se renforcer depuis le néolithique, accroissant sans cesse sa puissance matérielle pour se lancer, à l'aube du XIX^e siècle, dans une offensive générale contre le vivant. Deux siècles de foi dans les technologies ne laissent que des restes, déjà fort réduits par rapport à la vie sans technologisme. Ils se raréfieront encore si nos sociétés poursuivent leur volonté de consommer toujours plus. Aujourd'hui, le transhumanisme est le danger le plus grand qui menacerait l'humanité. Y. Blanc évoque souvent ce péril majeur, mais il en aborde bien d'autres : eugénisme, procréation médicalement assistée, géo-ingénierie... Tout un chapitre évoque en détail le heurt entre les loups sauvages et les moutons domestiqués. On est surpris de la connaissance pointue que l'auteur a de ce dossier, avant qu'il ne nous révèle que, depuis des décennies, il se passionne pour la vie des loups et qu'il a amassé tous les articles et ouvrages qui parlent de ces canidés libres et autonomes. Et il affirme « *Moi je hurle avec les loups* ».

Yannick Blanc, La vie dans les restes, Service compris, 2023, 195 pages, 15€.
A. A.



« *Cheminons vers notre révolution intérieure* ». Une phrase qui pourrait résumer cet ouvrage s'il ne foisonnait pas de nombreuses questions et d'explications judicieuses quant à notre manière de subir notre vie. Gilles Petit-Gats balaye d'un regard aiguisé, et surtout approprié, notre façon de « tourner en rond » dans nos vies de consommateurs, de travailleurs, de sédentaires, et aussi bien sûr de « paniqueurs », rien qu'à l'idée de quitter notre intime zone de confort. Parlons de cette zone de confort ! Que ce soit par mimétisme, par peur de nous émanciper, par cristallisation de nos propres croyances, par notre côté grégaire, par victimisation, par habitude aussi, nous vivons dans des prisons. Prisons que nous construisons nous-mêmes et dont nous détenons les clés puisque ce sont exactement les mêmes que celles avec lesquelles nous nous sommes enfermés ! Alors pourquoi n'osons-nous pas sortir ? La majorité des gens ressentent une sensation de séquestration dans un quotidien qui les décourage et les désespère, voire les empoisonne, mais ils ne risquent pas un pas en dehors du cercle qui les limite. L'auteur nous parle



VU, LU, ENTENDU

d'« égoïsme sacré », de certitudes, de convictions, de révélations, de traditions, de prises de conscience, de dressage, d'injustice sociale, de vie et de survie. Il nous donne des pistes pour nous délivrer du carcan sociétal, familial, professionnel et pour nous construire un nouvel environnement. Un guide d'existence que chacun devrait placer au-dessus de la pile de livres à dévorer de toute urgence.

Gilles Petit-Gats, *Ce qui nous empêche ou la vie subie*, Libre et solidaire, 183 pages, 18,50€.

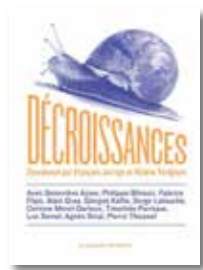
Marie-Ange Herman



Au printemps dernier, Aurélien Bernier avait accordé un entretien passionnant à *Kairos* à propos de l'explosion des prix de l'énergie. Aujourd'hui, ce livre analyse de manière précise les raisons structurelles de la situation aberrante actuelle. À rebours de la *doxa* libérale, ce n'est pas l'invasion de l'Ukraine qui a déclenché cette crise, tout simplement parce que l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz est antérieure à février 2022 et à la décision de l'Union européenne de se passer du gaz russe. Il démontre de manière impeccable que les vrais responsables ne se trouvent pas au Kremlin, mais dans les conseils d'administration des industries de l'énergie et dans la politique de libéralisation engagée par la Commission européenne depuis les années 1990. En dépit de la résistance molle de certains pays, cette privatisation menée de manière obstinée par les apôtres du tout-marché – inspirés par le modèle chilien du régime Pinochet ! – a démantelé le service public et « *généré ce qu'elle génère toujours : des logiques de rentabilité à court terme, des plans d'économie, des baisses de l'investissement et de la qualité du service pour offrir un maximum de dividendes aux actionnaires* ». En outre, « *ce qui est présenté comme une stratégie industrielle par nos dirigeants politiques est en fait un agrégat de demandes des groupes privés les plus puissants, qui persuadent sans difficulté les élus que l'avenir est dans l'hydrogène, dans les réseaux communicants, les objets connectés, le véhicule autonome ou autre délire technophile* » présenté comme vecteur de « croissance verte ». Plutôt que ces lubies au bilan environnemental désastreux, mais sources de profits privés, il convient de mettre l'accent sur la sobriété, la filière bois énergie, le solaire thermique – et non électrique –, l'isolation et les transports en commun. En conclusion, l'auteur plaide en faveur d'une sortie du carcan européen et d'une nationalisation de tous les moyens de production et de distribution. Sans quoi, face à la paupérisation et à la révolte des citoyens, le néolibéralisme à bout de souffle risque fort d'être remplacé par un libéralisme autoritaire et identitaire tel qu'on le voit surgir un peu partout en Europe.

Aurélien Bernier, *L'énergie hors de prix. Les dessous de la crise*, Les éditions de l'Atelier, 2023, 173 pages, 19€.

F. M.



Alors que l'actualité met de plus en plus la décroissance (dévotée) au centre des débats, voici un ouvrage collectif à placer au pied du sapin (Ndlr : en 2024). D'inspiration plus scientifique que philosophique, il n'est pas pour autant désagréable de feuilleter les pages de ce livre qui replace la décroissance dans le contexte historique qui est le sien (le concept a fêté ses 20 ans en 2022). Les moins : 1. l'optimisme quelque peu candide de certains articles au sujet des prétendus bienfaits d'une réelle participation citoyenne aux décisions politiques quant au niveau d'absorption frénétique de marchandises (comme s'il était évident que l'individu ordinaire serait instinctivement désireux de réduire sa consommation) ; 2. l'article du philosophe Fabrice Flipo (« Les faux-amis de la décroissance ») qui amalgame d'une manière trop simpliste les critiques légitimes du « wokisme » et l'extrême droite ultra-conservatrice (voici encore un intellectuel qui fait preuve de psittacisme en rabâchant les leitmotives imbéciles les plus en vogue de la bien-pensance dominante). Les plus : les articles du géographe Guillaume Faburel (« La ville, entre de la croissance ») et celui de Pierre Thiesset, journaliste à *La Décroissance* (« Contre la sobriété technocratique »). Nous remercions par ailleurs l'économiste Serge Latouche pour sa mention du journal *Kairos*.

Françoise Jarrige et Hélène Tordjman (dir.), *Décroissances*, Le Passager clandestin, 2023, 250 pages, 20€.

K. C.



Deux journalistes françaises viennent d'enquêter sur le wokisme. Après Sébastien Bourdon, auteur de *Une vie de lutte plutôt qu'une minute de silence. Enquête sur les antifa* (cf. *Kairos* n° 61), c'est à leurs cousins wokes que Nora Bussigny (*Le Point*) s'est intéressée. Contrairement au précédent qui annonçait la couleur, elle a opté pour la méthode de l'infiltration, ce qui lui a demandé des efforts particuliers et a occasionné de l'anxiété et des interrogations sur les stratégies à suivre, confiées à son psychanalyste, notamment celle d'apparaître entièrement « *déconstruite* » aux yeux de ses coreligionnaires. Heureusement, elle a obtenu des résultats. Pour observer de près et obtenir des informations, il fallait aller sur le terrain : se faire intégrer dans l'équipe de sécurité de la Pride radicale, dans l'équipe des collages féministes, parvenir à s'inscrire à la fac de sociologie en élève libre... sans être démasquée. L'auteure livre un témoignage personnel sur « *l'enfer du décor, un fascisme défendu par de nouveaux inquisiteurs* » qui ne voient le monde que « *par le prisme de l'intersectionnalité* », visent la « *pureté militante* » et titillent la culpabilité collective. De *safe places* en manifestations scindées (« racisés » à l'avant, blancs à l'arrière), la mixité et le vivre-ensemble passent à la trappe, sauf dans certains collectifs régionaux que Bussigny a rencontrés. Elle reste une féministe républicaine, universaliste et laïque qui essaie par ce livre de « *faire rentrer le fleuve en crue dans son lit* ». Un abécédaire est placé à la fin (âgisme, *cancel culture*, fragilité blanche, hétéro-normatif, micro-agressions, non-binaire, privilège blanc, TERF, culture du viol, en passant par toutes les phobies, etc.). Unique en son genre en francophonie, ce livre laissera néanmoins la lectrice sur sa faim en matière de réflexion philosophique sur le phénomène. En complément, on se référera à l'ouvrage de Jean-François Braunstein *La religion woke* (Grasset, 2022).



Sylvie Perez, elle, a documenté tous les actes de résistance au wokisme dans le monde anglo-saxon. Pour autant son essai ne se réduit pas à une simple dénonciation du phénomène, mais en observe tous les aspects et ressorts, de l'intersectionnalité à l'écriture inclusive, en passant par le décolonialisme, la théorie critique de la race et la théorie du genre. Les militants wokes ont des stratégies : la première est de réfuter la réalité même du wokisme – cette réfutation étant relayée dans les médias dominants (cf. *Le Soir*, 13/01/2024) ; « *étouffer les questions politiques complexes* [racisme, féminisme, immigration, avortement, islam, conflit israélo-palestinien, conservatisme, genre] *sous le poids d'une certitude morale aveugle* » qui peut devenir brutale et autoritaire, faute d'arguments ; faire croire qu'ils ont déjà gagné la bataille des idées et que seuls quelques réfractaires d'extrême droite donneraient encore de la voix contre ce qui est présenté comme un progrès indéniable dans l'émancipation. La « [...] *singularité du wokisme* [fait que] *on en constate les effets avant d'en avoir identifié le projet* » et qu'il « *progresses avec la bénédiction des sociétés qu'il veut renverser* ». Sauf chez des opposants organisant des contre-stratégies que l'auteure dévoile ici : les conférences à succès du psychologue canadien Jordan Peterson ; la fronde des universitaires américains James Lindsay, Helen Pluckrose et Peter Boghossian en faveur de la liberté académique ; Academic Freedom Alliance et The Free Speech Union chez leurs homologues britanniques ; l'Intellectual Dark Web où on « *respecte son interlocuteur tout en n'éluant aucun sujet sensible* » ; The Common Sense Group au parlement britannique ; intellectuels afro-américains critiquant Black Lives Matter et l'anti-racisme revu par le wokisme, etc. À noter que le chapitre « *La croisière transgenre* » est particulièrement captivant, où l'on lit ceci : « *Garantir aux transgenres les droits qui leur sont dus et leur faciliter l'existence, évidemment. Réformer la société, nier la biologie, restreindre la liberté d'expression, en aucun cas* ».

Nora Bussigny, *Les nouveaux inquisiteurs. L'enquête d'une infiltrée en terres wokes*, Albin Michel, 2023, 231 pages, 19,90€.

Sylvie Perez, *En finir avec le wokisme. Chronique de la contre-offensive anglo-saxonne*, Le Cerf, 2023, 361 pages, 24,50€.

B. L.



Dégingandé, légèrement hagar, le Saint-Nicolas de Thierry Van Hasselt est un clochard céleste qui chemine à travers un paysage apocalyptique de champs de céréales sillonnés par des armées de moissonneuses-batteuses, de forêts rongées par les pluies acides, de centrales nucléaires aux fumerolles inquiétantes, d'échangeurs suffoqués de bagnoles, de centres commerciaux dont les publicités criardes s'accordent de manière obscène avec les rebuts en plastique qui en jonchent le sol. Dans ce monde consumériste qui part à vau-l'eau, les policiers en uniformes de *robocop* sont partout. Équipés d'hélicos, de drones, d'une nuée de cars de police et de véhicules blindés munis de canons, ils font la traque aux enfants. Malheur à ceux qui ne portent pas le masque de rigueur en cette période de délire sanitaire ! Malheur aux gosses de migrants chassés dans la forêt ! Cet univers apocalyptique, c'est le nôtre. Que ce soit les lycéens de Mantes-la-Jolie forcés par des flics à s'agenouiller pour se tenir bien sages ou le saccage des tentes de migrants dans la jungle de Calais, Van Hasselt s'inspire de photos-choc qui ont marqué notre actualité récente pour dessiner les contours d'un monde féroce et invivable. Lorsque Saint-Nicolas se rend compte que les ultra-riches festoient et mangent les enfants – littéralement –, il est saisi d'une sainte fureur. Dans un grand feu de joie, il massacre puissants en smokings et cuisiniers à hachoir, répare les enfants, leur redonne la vie et les emmène dans une farandole enchantée au milieu des bois, à la recherche d'un lieu de paix et de douceur. Mais un tel havre existe-t-il encore ? Il est temps de prendre le large ! Tout à la fois violentes et merveilleusement belles et poétiques, chacune des aquarelles qui composent cet ouvrage incite tant à la révolte qu'à la rêverie. Le contraste entre l'horreur de notre monde et la féerie de légendes médiévales qui ne peuvent être saisies que par un regard d'enfant est saisissant. Dédié aux enfants, aux invisibles, aux sans-papiers, aux rebelles, aux décroissants, aux soulèvements, à la terre, à l'eau, à l'air et au feu, ce roman graphique est un chef d'œuvre.

Thierry Van Hasselt, *La véritable histoire de Saint-Nicolas*, éditions FRMK, 2023, 168 pages, 29€.

F. M.



Mark Hunyadi, professeur de philosophie à l'ULouvain, est un des théoriciens francophones les plus passionnants en matière de critique du libéralisme et des changements sociétaux sous l'angle politique et moral, tels les modes de vie (*La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*, 2015), le post-humanisme (*Le temps du post-humanisme. Un diagnostic d'époque*, 2018), ou encore, comme ici, les avatars de l'individualisme. Il fait retour sur la source de l'individualisme moderne : la révolution nominaliste du XIV^e siècle, moment où la liberté négative – échapper aux contraintes des pouvoirs temporels et religieux – et la volonté débridée de chacun d'agir à sa guise deviennent le nouveau cadre anthropologique, ce qu'il appelle « *l'éthique des droits* », dont nous payons le prix fort aujourd'hui et dont il conviendrait de sortir, à cause de son « *effet réversif* » : « *sa défense de l'individu se retourne mécaniquement en emprise du système sur lui* ». Cette éthique basée sur le contrat (anti-)social, il la repère dans le libéralisme, le minimalisme, le libertarisme, et aujourd'hui le wokisme qu'il voit non comme une déconstruction de la modernité, mais au contraire comme l'aboutissement de l'idéologie libérale. L'emprise numérique pousse à son comble le nominalisme en fabriquant le sujet libidinal résolu à assouvir immédiatement d'un clic ses volontés et désirs consuméristes, et met la société en pilotage automatique. Il y a une autre manière de s'émanciper, nous dit l'auteur : par « *l'épreuve qualitative du monde* », par un « *commun de conviction capable d'orienter l'action* », par le sens des limites, sans oublier les changements venant de la motivation personnelle, de l'éducation et de l'institution. Au bout, la déclaration de l'esprit comme « *patrimoine commun de l'humanité* », étape pour entrer dans le second âge, post-nominaliste, de l'individu.

Mark Hunyadi, *Le second âge de l'individu. Pour une nouvelle émancipation*, PUF, 2023, 187 pages, 16€.

B. L.

BRAVO À L'UPJB

Dans la tragédie à Gaza, un rayon de lumière : la fidélité des Juifs progressistes à leur critique radicale du pouvoir israélien et de ses politiques ségrégationnistes, fascistes et terroristes. Cela concerne par exemple l'Union des progressistes juifs de Belgique, qui a été présente à toutes les grandes manifestations pour la cause palestinienne, après les attaques du 7 octobre tout autant qu'avant celles-ci. On ne peut que se réjouir de cette persévérance, de cette insensibilité à la recrudescence de propagande sioniste qui se manifeste dans de nombreux médias, en particulier en France.

D. Z. —

DISCOURS PARADOXAL

Dans un article publié par *La Libre Belgique* le 9 décembre 2023, Mark Hunyadi, professeur de philosophie à l'ULouvain, fait part de son sentiment au sujet de la technologie et plus spécifiquement de l'intelligence artificielle : « Rappelons que lorsque l'on fabrique une technologie, on façonne l'humanité qui va avec. Aucun outil n'est neutre, et chacun d'eux nous transforme. D'autant plus lorsque ces technologies sont aussi invasives, et d'un usage aussi étendu que l'est l'intelligence artificielle ». Jusqu'ici, tout va bien (on dirait presque du Jacques Ellul). Le philosophe poursuit néanmoins : « Je suis persuadé qu'elle [l'intelligence artificielle] pourrait être l'occasion d'un épanouissement sans précédent de l'esprit humain ». Ou quand A = non A.

K. C. —

DISCOURS PARADOXAL (2)

« Nous pouvons réellement changer le comportement des gens : les amener à mieux accepter les multiples différences, cultures et races et toutes les autres facettes de nos vies et de notre peuple ». Discours de Robert Iger (directeur de l'entreprise Walt Disney) en 2017.

« Les créateurs ont perdu de vue ce que devait être leur objectif n°1. Nous devons d'abord divertir. Il ne s'agit pas d'envoyer des messages ». Discours du même Iger en 2023.

Ou quand la folie du Chat du Cheshire envahit les plus hautes couches de la Walt Disney Company.

K.C. —

MÉMOIRES DU MOUVEMENT OUVRIER

Michel Nejszaten et Luce Minet, tous deux septuagénaires de la région de Liège, ont milité dans le mouvement ouvrier depuis leur tendre jeunesse. Ils viennent d'écrire en auto-édition *Les chemins de l'eau* (tome 3). *Ma tribu d'adoption*, des témoignages qui vont de 1972 à 2010. Nous prendrons toute la mesure de l'abîme entre cet ancien monde et ce qu'il est devenu aujourd'hui. Pour commander le livre : lmn4102@gmail.com.

B. L. —

MÉDIAS ALTERNATIFS PARISIENS (SUITE)

Après *Stop ! Le Paris débranché*, nous avons découvert le n° 10 (automne 2023) du *Chiffon*, « *Le journal de Paname et sa banlieue* ». L'équipe déclare se concentrer dès ce numéro, sur la dénonciation de la grande arnaque des JO de Paris, dont elle redoute la tenue à l'été prochain. Cela nous vaut déjà quelques articles d'investigation des plus intéressants et une interview du philosophe du sport Jean-Marie Brohm dans le dernier numéro (11). Contact : le_chiffon@riseup.net.

B. L. —

LIBÉRALISATION

Comme en 1995 avec l'arrêt Bosman – décision qui permit aux clubs de compter plus de trois joueurs étrangers dans leur effectif et qui transforma ces derniers en de véritables marchandises –, la Cour de justice européenne chamboule en cette fin d'année la face du ballon rond. Suite à une plainte conjuguée des deux éternels ennemis espagnols (le FC Barcelone et le Real de Madrid), la justice a mis fin au monopole de la FIFA et de l'UEFA concernant l'organisation de compétitions. Maître Hissel est ravi : « *Le monde aujourd'hui est libre en ce qui concerne les clubs. Hier il ne l'était pas. En 1995, par son arrêt Bosman, la Cour a libéré les joueurs, on peut considérer avec son arrêté du 21 décembre 2023, qu'elle a libéré les clubs* ». Ou quand le sport initialement populaire que représente le foot continue sa funeste marche vers l'ultra-libéralisation bourgeoise de la discipline.

K. C. —

VACCINS ET MORTS D'ENFANTS

Yonatan Moshe Erlichman, âgé de 8 ans, figurait dans une publicité pour les vaccins pour enfants contre le Covid-19. Cette publicité avait été diffusée en 2020 en Israël, pays que son gouvernement avait changé alors en laboratoire pour l'industrie pharmaceutique (cela n'a bien sûr pas été le seul pouvoir à agir ainsi, tant s'en faut, mais les choses ont atteint là-bas un degré particulièrement élevé). En septembre 2023, cet enfant est mort d'un arrêt cardiaque soudain. Ajoutons qu'on lit dans un rapport du ministère israélien de la Santé, envoyé en 2021 au CDC étasunien : « *Nous observons un grand nombre de cas de myocardite et de péricardite chez de jeunes individus, peu après l'administration du vaccin Covid-19 de Pfizer* ». Plus d'infos sur www.liege.decroissance.be/covid.htm, rubrique « Vaccination des enfants et adolescents ».

D. Z. —

NUCLÉAIRE : RETOUR À LA RÉALITÉ

Alors qu'à la COP28 le lobby du nucléaire a intensifié sa propagande, restons connectés à la réalité. Celle par exemple publiée récemment par *The Guardian* (05/12/2023) au sujet de Sellafield, le plus grand complexe nucléaire britannique (bon résumé dans *Ouest France*, 06/12). Le quotidien écrit notamment que, en 2001 déjà, « *un rapport de l'Union européenne mettait en garde contre un risque d'accident, à Sellafield, qui pourrait être pire que celui de Tchernobyl [...] Sellafield contient*

des matériaux significativement plus radioactifs que Tchernobyl ». L'article signale des fuites qui, depuis 2020, se poursuivent au même rythme, mais ont été « *fermement mises sous le tapis* », tout comme des piratages informatiques. Voilà qui nous rappelle à quel point l'idée que le nucléaire serait une énergie maîtrisée est un des pires mensonges de l'histoire.

D. Z. —

POLLUANTS EN VRAC

Depuis des années, les organisations qui luttent pour la protection des abeilles (Pollinis), se mobilisent pour faire interdire le glyphosate, cancérigène probable et tueur des insectes pollinisateurs. Et voilà que la Commission européenne en renouvelle l'autorisation pour 10 ans, suite au lobbying de Bayer-Monsanto. Le gouvernement français s'est courageusement abstenu lors du vote, alors qu'en 2017 Macron avait promis la fin du glyphosate pour 2020. Durant des semaines les politiques wallons se sont étripés sur la responsabilité de la non-divulgateur de la pollution aux PFAS, ces molécules toxiques et « éternelles ». Comme personne ne semblait s'inquiéter de l'origine de ces polluants, il a fallu un petit reportage pour mettre en cause la base militaire américaine (USAF) de Chièvres et la mousse anti-incendie répandue sur l'aérodrome. Y aurait-il une volonté de ne pas ennuyer notre puissant « protecteur » ?

A. A. —

THE OLD OAK

À 87 ans, le cinéaste britannique Ken Loach est toujours actif. Son dernier film, *The Old Oak*, a pour héros un cafetier du nord de l'Angleterre aux prises avec le refus d'une partie de sa clientèle d'accepter les migrants récemment arrivés dans la ville. Rien de surprenant, nous avons toujours affaire à l'humaniste de gauche qui ne cache toutefois pas le côté sombre de l'humain. Et puis, pour une fois qu'au cinéma on met en scène la classe populaire, et non des petits-bourgeois urbains, on ne va pas se plaindre.

B. L. —

ENCORE PLUS DE LIBÉRALISME AUTORITAIRE

La venue de Gabriel Attal au poste de premier ministre en France voit le libéralisme autoritaire encore davantage conforté (valeur du travail affirmée, « désmicardisation », impunité zéro, écologie « populaire », etc.). Ce régime deviendra-t-il le modèle à suivre pour l'Occident ? Nous attendons des médias dominants qu'ils mettent dorénavant à égalité l'archange Gabriel et le « populiste » Orban dans la dénonciation... Zut, ça ne marchera pas : le premier aime l'Union européenne, le second, non.

B. L. —

**KAIROS EST VOTRE MÉDIA,
CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE. VIVE LA PRESSE LIBRE !**

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge à partir de 30 € pour 5 numéros,
53 € pour l'europe (frais de ports de 23€ inclus, sauf Suisse 30€)

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!